

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 11 - Février 1983

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

Espagne

Le gouvernement Felipe Gonzales prête serment devant le roi

(lire page 4)

Amérique centrale

Un enjeu mondial

(lire pages 7 et 8)

Pologne

« La guerre continue »

(lire page 3)

Mexique

Nationalisation des banques : pour qui ?

(lire pages 10, 11, 12)

Turquie

« Devrimci Yol »

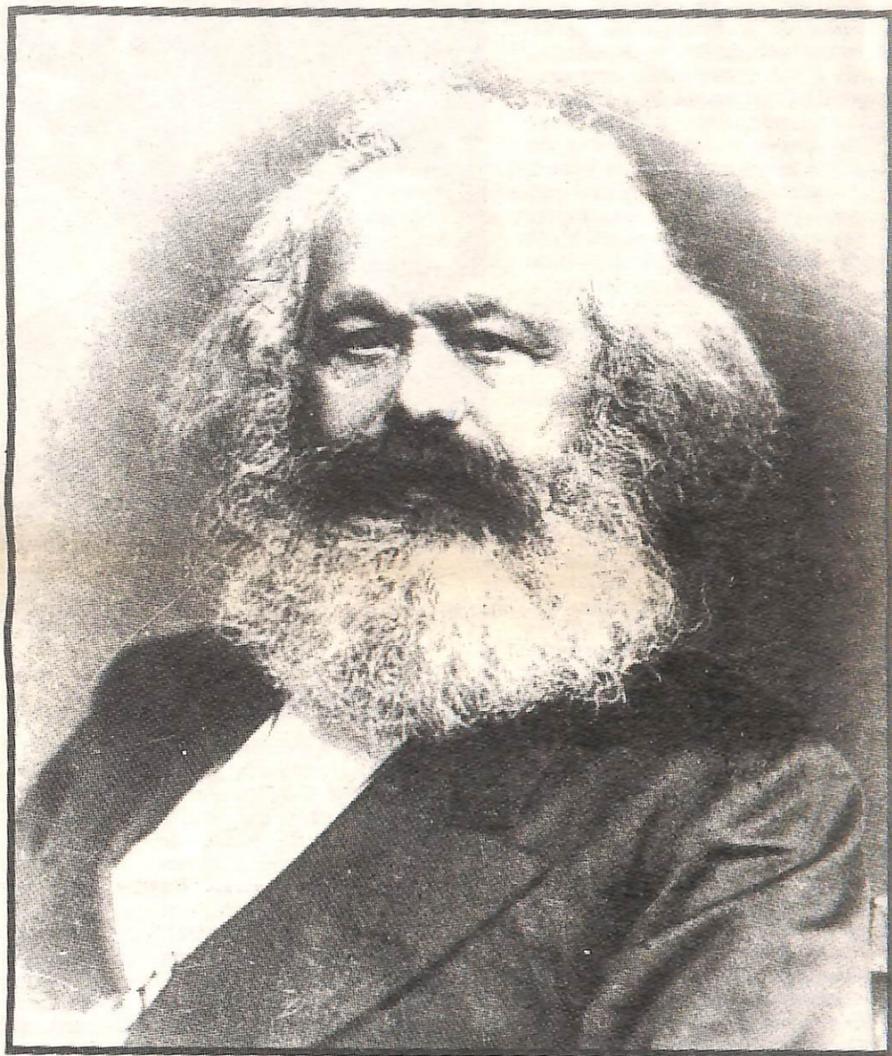
Tribune libre (lire page 19)


IV^e INTERNATIONALE
Centre international de reconstruction

Réunion du Conseil général

(lire page 16)

Karl Marx



Centenaire de sa mort 1883 - 1983

A partir de ce numéro de Tribune internationale, le premier de l'année 1983, nous publierons chaque mois un article consacré à Karl Marx, son œuvre et son combat.

Sous la responsabilité de notre camarade Pierre Fougeyrollas, cette rubrique permettra de restituer Marx dans sa dimension de militant révolutionnaire et l'actualité de son œuvre dans le mouvement pour l'émancipation de la classe ouvrière internationale.

Notre hommage à sa mémoire sera celui de faire connaître le constructeur du parti prolétarien basé sur le matérialisme dialectique en liaison avec les questions qui se posent aujourd'hui dans la lutte pour en finir avec le vieux monde capitaliste d'exploitation et d'oppression.

SOUS le signe de quelles perspectives commence l'année 1983 ? Nombreux sont les événements qui pourraient être choisis comme exprimant les tendances générales du développement actuel de la situation mondiale.

Par exemple, le général Eanes, président de la République du Portugal, vient d'annoncer la dissolution de fait du Parlement (bien qu'il insiste pour que celui-ci continue à légiférer jusqu'aux élections) et le recours à des élections anticipées. Simple péripétie parlementaire ? Nullement, mais expression de l'impasse à laquelle ont abouti les tentatives de restauration dans sa plénitude, dans son fonctionnement normal, de la domination de la bourgeoisie. Les pas accomplis en ce sens depuis 1975 ne l'ont pas été comme résultat de la force de la bourgeoisie portugaise, mais du fait de la politique du Parti communiste portugais et du Parti socialiste portugais. La révolution prolétarienne déclenchée en avril 1974 a été contenue, puis partiellement refoulée, l'appareil d'Etat bourgeois ressoudé. Mais les masses travailleuses du Portugal n'ont pas subi de défaite, la révolution n'a pas été écrasée, et dans cette mesure il était impossible d'en effacer les résultats de la réalité de la lutte des classes.

La réalité de la révolution d'avril 1974

Ce n'est pas le fantôme de la révolution d'avril 1974 qui revient hanter la scène politique portugaise, c'est sa réalité, inscrite dans les rapports entre les classes, qui s'impose. Au-delà de la crise politique spécifique qui s'ouvre c'est l'inévitabilité d'affrontements d'importance majeure entre les classes qui se dessine. C'est une traduction de ce que résume le rapport adopté par le Conseil général de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » : « *le prolétariat mondial est à la veille de luttes de classe encore plus gigantesques que ce que nous avons connu jusqu'à présent, luttes de classe gigantesques qui, en particulier, atteignent le continent qui a été au centre du développement du mode de production capitaliste : l'Europe. Dans tous les pays, et bientôt en Europe, où la classe ouvrière a constitué un mouvement ouvrier séculaire, elle aura à livrer une série de combats de classe acharnés.* »

Naguère, c'était un exercice coutumier que de désigner le pays qui constituait « l'homme malade » de l'Europe ou du monde. Ce serait aujourd'hui un exercice impossible que de vouloir distinguer « l'homme bien portant ». Il n'est que d'énumérer la situation catastrophique de l'impérialisme anglais, le caractère intenable de l'équilibre politique en Espagne, l'approfondissement de la crise en France.

Une période de bouleversements politiques

Et la République fédérale allemande, longtemps présentée comme le « miracle » de la stabilité, est aujourd'hui entrée dans une période de bouleversements politiques, alors que son économie dont on vantait il n'y a pas si longtemps le caractère florissant, est ravagée par les mêmes maux que tous les pays capitalistes. On compte aujourd'hui environ

2 500 000 chômeurs en RFA. La bourgeoisie impérialiste allemande a été contrainte dans cette situation, au travers de ses partis, de vouloir reprendre en mains directement les rênes du pouvoir. Mais la chute du gouvernement de coalition entre le SPD et le parti libéral, qui est bien plus qu'une « crise ministérielle », s'est transformée en un saut dans l'inconnu. Les réactions de la classe ouvrière sur tous les terrains, des puissantes manifestations contre la politique sociale du gouvernement

qu'un homme, Lech Walesa, demande à reprendre son poste de travail, est le révélateur des rapports réels.

Vers la destruction de l'équilibre mondial édifié à Yalta et Potsdam...

Cette chaîne de crises, de situation instables, de possibilités d'explosion, ne se limite pas à l'Europe. La plus grande puissance impérialiste, les USA, est elle aussi « malade », et elle l'est à l'échelle de sa puissance. La

Yalta et Potsdam, bien que profondément miné, essentiellement par la marche à la révolution mondiale, est resté jusqu'à présent le cadre de toutes les relations internationales. Nous assistons au développement d'une situation où, sous la double pression de l'impérialisme US et de la montée révolutionnaire mondiale, dont la plus haute expression est incarnée par la révolution polonaise, se constituent les éléments de destruction de l'équilibre mondial édifié à Yalta et Potsdam. »



Manifestation en Pologne sous l'état de guerre.

Kohl à la victoire électorale donnée au SPD à Hambourg, amorcent un profond mouvement du prolétariat allemand qui tend à modifier la clé de voûte de l'« équilibre » européen maintenu depuis la guerre. En Europe, dit encore le document adopté par le Conseil général, « *la montée de la révolution prolétarienne dans les pays où le capital a été exproprié mais où règne une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire se conjugue avec la montée de la révolution sociale. Et en Allemagne elles se combinent directement, du fait de la monstrueuse division du pays, dans l'action même du prolétariat.* »

Le prolétariat polonais à l'avant-garde de la révolution mondiale

La profondeur de la révolution politique en Pologne témoigne de la crise sans issue des régimes bureaucratiques en même temps que par la puissance de son action, les formes d'organisation qu'il dégageait, le prolétariat polonais se plaçait à l'avant-garde de la marche à la révolution mondiale. Contre lui se concentrent les coups de toutes les forces attachées à la préservation de l'ordre établi. Mais la classe ouvrière et le peuple de Pologne ne sont ni écrasés, ni « normalisés ». La panique qui saisit de haut en bas le régime de Jaruzelski pour la simple raison

volonté de l'administration Reagan de mettre un terme aux reculs de l'impérialisme, malgré les coups portés à la lutte révolutionnaire du peuple palestinien avec la complicité du Kremlin et de tous les Etats arabes, n'a pas permis le rétablissement d'une quelconque stabilité dans le Moyen-Orient. L'Asie reste une poudrière, et c'est dans tout le continent africain, du sud au nord, que se multiplient les éléments d'instabilité annonciauteurs de l'irruption directe des masses exploitées et opprimées d'Afrique dans le processus révolutionnaire mondial.

La tentative d'infliger — avec le concours de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin — une défaite aux peuples d'Amérique centrale n'a pu présentement aboutir, malgré les coups portés. Une situation révolutionnaire unifiée aujourd'hui toute l'Amérique centrale.

Mais au-delà, les convulsions les plus dislocatrices se préparent dans toute l'Amérique latine. Après la chute du régime militaire en Bolivie, les dictatures en Argentine et au Chili sont en proie à des crises qui préludent à un véritable effondrement ; les élections au Brésil ont signifié un nouveau coup porté au régime de Figueiredo.

C'est à l'échelle de tout un monde que s'accumulent les signes précurseurs et les éléments d'un effondrement. Comme l'explique encore le document adopté par le Conseil général :

« *L'équilibre mondial édifié à la fin de la 2^e Guerre mondiale à*

... et la dislocation du marché mondial

En arrière-fond s'impose l'irréversible marche à la dislocation du marché mondial.

Ainsi, dans ses prévisions pour 1983, l'OCDE considère que la situation de l'emploi se dégradera encore. Le cap des 35 millions de chômeurs (pour les 24 pays membres, soit une moyenne de 9,5 %) pourrait être atteint.

La hausse du chômage paraît à l'OCDE « inexorable » en Europe, avec un million de chômeurs de plus tous les six mois « *car c'est l'Europe qui paraît aujourd'hui la plus affectée par l'assombrissement de l'environnement international.* »

Et le secrétaire général de l'OCDE, M. Emile Van Lenep, a indiqué que le « *danger de déclenchement en chaîne de politiques du chacun pour soi susceptibles d'entraîner des conséquences désastreuses est aujourd'hui plus réel qu'il ne l'avait jamais été depuis la seconde guerre mondiale.* »

Et voici comment Kissinger, l'ex-bras droit de Nixon, apprécie cette situation : dans un article de la revue *Time* intitulé « *Sauver l'économie mondiale* », il explique : « *Le défi n'est pas simplement économique, ce qui est en jeu, c'est la survie des "sociétés libres".* » Il n'est pas besoin de commentaires sur ce

que le stratège de la guerre d'extermination contre le peuple vietnamien appelle « sociétés libres ». Mais il est intéressant de voir en quels termes il définit l'impasse :

« *Il y a aujourd'hui trente millions de chômeurs dans les démocraties industrielles... Le rétablissement de l'économie au travers de l'austérité prendra trop de temps pour que les citoyens des démocraties les plus avancées la tolèrent ; dans les pays en voie de développement, l'austérité peut provoquer le chaos politique.* »

En d'autres termes, ce qui serait nécessaire pour la préservation de l'ordre établi se heurte à la réalité des rapports entre les classes : les masses exploitées et opprimées lutteront.

Quelle solution ? Kissinger n'en voit qu'une : le rétablissement sans partage de la domination américaine : « *Seule l'Amérique peut conduire le monde à un rétablissement économique rapide et nous ne pourrions faire face à cette obligation sans une stratégie économique à long terme. Le libre jeu du marché est le mécanisme le plus efficace pour produire liberté et prospérité.* »

Après un diagnostic lucide, ce que prône Kissinger n'a rien d'original : ce n'est pas autre chose que l'axe de la politique que l'impérialisme américain tente d'appliquer, c'est-à-dire contraindre les autres impérialismes à accepter une nouvelle répartition, à son bénéfice, des profits tirés de l'exploitation, ce qui entre en contradiction avec les besoins de survie même des autres puissances impérialistes et aggrave les facteurs de crise.

Elargir l'action de construction de partis révolutionnaires

Un regard rapide sur quelques aspects de la situation mondiale qui se noue permet de conclure à l'inévitabilité de grands affrontements entre les classes dont ni les formes ni les rythmes ne sont prescrits à l'avance.

Il n'est qu'une conclusion à en tirer pour des organisations révolutionnaires décidées à faire face à leurs responsabilités : élargir l'action de construction de partis révolutionnaires et de reconstruction de la IV^e Internationale, en liaison avec la mobilisation des plus larges masses qui poursuivent un processus de dégageant à l'égard de la bureaucratie du Kremlin et des directions contre-révolutionnaires.

C'est celle que tire « IV^e Internationale (Centre International de reconstruction) » :

« *La situation politique et économique extraordinairement riche en possibilités explosives et en causes susceptibles de déclencher des explosions révolutionnaires constitue l'arrière-fond d'une situation conduisant à une crise générale atteignant l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, tous les gouvernements, tous les partis bourgeois et tous les partis ouvriers traditionnels. Il importe dans ces conditions que soit systématiquement entrepris à un niveau plus élevé, en relation avec les gains obtenus, le travail de reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de ses sections.* »

François Forgeux

« La guerre continue »

La guerre continue. » C'est ainsi que l'un des bulletins clandestins de *Solidarité* titre l'article consacré à la prétendue « levée partielle » de l'état de guerre.

« La guerre continue — explique cet article —, le WRON ne s'est pas dissous. Le pouvoir ne prévoit pas d'entamer le dialogue avec la société. »

Comme l'expliquait sans fard le général Jaruzelski le 12 décembre : « Il est impossible, d'un seul bond, d'entrer de plain-pied dans la normalisation. »

Les sondages de l'opinion publique montrent qu'elle s'inquiète de plus en plus d'une éventuelle levée prématurée de l'état de guerre ou de certaines de ses restrictions.

Le pouvoir populaire est sévère lorsqu'il le faut, et compréhensif quand il le peut. »

Certes, comme l'admet Jaruzelski, la « normalisation » est impossible. En d'autres termes, la révolution polonaise n'est pas vaincue.

La plus saisissante illustration de cette réalité est dans la situation « d'apprenti sorcier » où le pouvoir anti-ouvrier et anti-populaire s'est placé en prenant la mesure dont il escomptait qu'elle ferait valoir sa « compréhension » : la libération de Walesa.

Elle s'est totalement retournée contre le régime qui ne tire sa force

que de la bureaucratie du Kremlin, et ce dans la mesure où Walesa a proclamé sans équivoque sa fidélité aux idéaux de *Solidarité*, s'est réclamé des accords de Gdansk — foulés aux pieds par le coup du 13 décembre 1981 et les mesures qui ont suivi —, s'est refusé à tout désaveu de la direction clandestine de *Solidarité*.

Le régime a été obligé — ignorant sa propre légalité — de séquestrer Walesa pendant une journée pour l'empêcher de faire un discours à l'occasion de la commémoration des victimes de la grève de 1970. Et aujourd'hui, ce pouvoir qui proclame sa toute-puissance fondée sur l'unique usage de la violence, est paniqué devant la revendication élémentaire de Lech Walesa : retourner à son poste de travail, aux chantiers Lénine de Gdansk, retourner à ce qu'il définit comme le « berceau de *Solidarité* ».

Oui, *Solidarité* vit et vivra, car le mouvement des masses travailleuses de Pologne dressées contre la bureaucratie vit et, malgré les coups cruels qui lui ont été portés, n'a pu être défait...

La réalité de la guerre menée contre tout un peuple par un régime plus haï, plus isolé que jamais, elle se manifeste dans la continuation et l'accentuation de la répression, visant prioritairement les meilleurs combattants du peuple travailleur de Pologne, les dirigeants élus de *Solidarité*, les animateurs du KOR, les militants responsables des orga-

nisations politiques qui avaient surgi comme résultat de l'action même des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des jeunes.

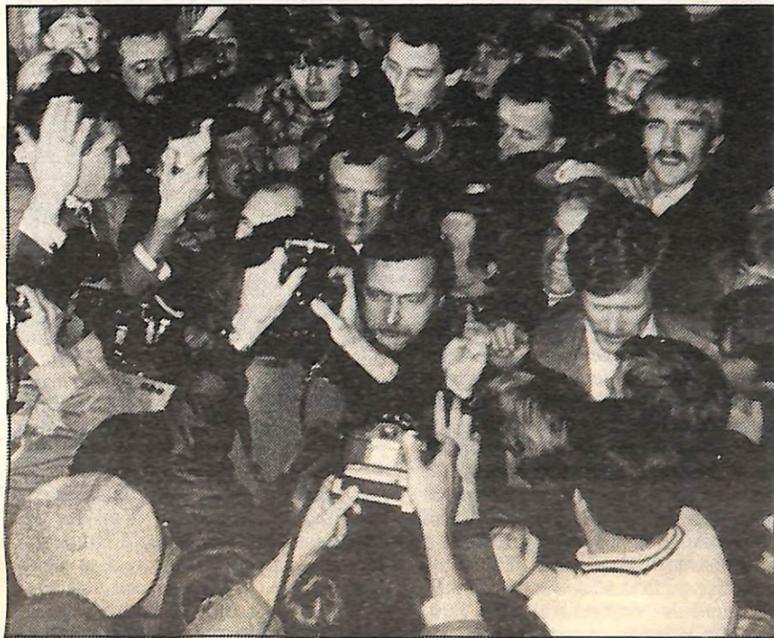
A nouveau, mais avec plus d'insistance et d'acharnement que jamais, de toutes parts et de tous bords, on s'efforce de masquer la réalité, de faire tomber dans l'oubli et la résistance du peuple polonais, et le déchaînement de la répression.

Plus « optimistes » que Jaruzelski, les commentateurs déplorent la réalisation de la « normalisation » et écartent la Pologne de l'actualité.

Avec plus d'acharnement que jamais, il revient aux sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » de briser ce complot, de faire connaître la vérité et d'agir en solidarité avec le peuple polonais.

La Conférence internationale du 12 décembre ne marque pas une fin mais un jalon. Son succès doit être le tremplin de la plus large mobilisation contre la répression, du rassemblement des forces se réclamant de la démocratie et du socialisme pour la libération de tous les prisonniers politiques, pour enrayer le mécanisme des procès truqués qui se met en marche.

François Forgue



Walesa arrivant à son domicile après sa libération le 14 novembre 1982.

« A mes amis ! »

(lettre ouverte)

« Le 14 décembre 1982, le président du Conseil d'Etat a soumis à la Diète des propositions concernant les prisonniers politiques en Pologne. Je voudrais faire à ce propos quelques remarques.

J'ai été arrêtée le 20 décembre 1981. Il y a donc un an que je fais l'expérience de la prison, et j'ai pu constater que la peine de réclusion ne consistait pas seulement à isoler quelqu'un, à le placer dans un pénitencier, à faire tout pour le détruire, psychologiquement et physiquement. Le prisonnier est une chose avec laquelle il est inutile et il ne faut même pas compter ; il doit passer par tout un éventail d'humiliations. Je n'ai pas le statut de prisonnier politique, tout comme mes camarades. Je suis tout simplement une criminelle. Le président du Conseil d'Etat n'a soufflé mot du droit des prisonniers politiques à un statut particulier, bien que nous en rappellerions la nécessité aux autorités, tous les mois, les 20 et 21, journées pendant lesquelles nous faisons grève de la faim. Le président a proposé quelque chose de tout à fait différent : un acte de grâce.

Pour comprendre combien honteuse est cette proposition, il faut, comme nous, avoir subi un procès qui n'était qu'une sombre farce et n'avait rien à voir avec la justice. Il faut avoir subi la détention provisoire et les interrogatoires. Après un an de combat intérieur visant à échapper malgré tout, malgré tout ce mal, au sentiment de haine, j'apprends soudain que c'est à moi, condamnée à 10 ans de prison et 5 ans de privation de droits civiques, à moi dont le fils a été condamné à 3 ans de prison parce qu'il est mon fils, que c'est à moi qu'il importe de demander pardon et grâce, de me repentir ! Il aurait fallu dire, Monsieur le Président, quel pardon dois-je demander et à qui ? Au tribunal ? Au procureur ? Ou peut-être à cet agent de la sûreté qui a falsifié le procès-verbal ? A vous aussi, Monsieur le général Jaruzelski qui avez, le 13 décembre 1982, devant les caméras de la télévision, appelé à faire acte de repentir, je pose la même question. Qui donc doit faire acte de repentir ? Moi ?

Il me semble particulièrement important, après ces « propositions », que mes amis qui font des démarches pour obtenir ma libération (ce dont je les remercie très chaleureusement) connaissent ma position à cet égard.

Libre - oui ! A n'importe quel prix - non ! »

Ewa Kubasiewicz, Fordon, décembre 1982

12 DECEMBRE 1982

La Conférence internationale pour la libération des prisonniers politiques en Pologne

Nous publions ci-dessous la déclaration finale adoptée par la Conférence internationale du 12 décembre.

L'appel à l'action pour le soutien de la commission internationale d'enquête prend d'autant plus d'actualité que la répression s'intensifie en Pologne, que se multiplient les préparatifs de procès truqués.

Aux militants comme Jacek Kuron, Adam Michnik, Edmund Baluka, Anna Walentynowicz, déjà enfermés dans les prisons de Jaruzelski, viennent se joindre ceux que le régime a « préventivement » inculpés pour ne pas les libérer au moment de ses prétendues mesures de libéralisation, et qui sont donc passés du camp d'internement à la prison : Andrej Gwiazda, membre élu de la commission nationale (TKK) de *Solidarité* ; Marian Jurczyk, également membre de la TKK et président de la commission régionale de Szczecin ; Karol Modzelewski, auteur avec Kuron de la « Lettre ouverte au POUP » rédigée en 1964, membre de la commission nationale ; Andrzej Rozplochowski, membre de la commission nationale ; Jan Rulewski, membre de la commission nationale ; Grzegorz Palka, membre du présidium national de 18 membres de *Solidarité* ; Sewerin Jaworski, membre de la commission nationale.

Inculpés de « complot » contre l'Etat, ils relèvent tous de la justice militaire et à ce titre sont passibles de peines allant de cinq ans de prison à la peine de mort.

F. F.

« 312 participants, médecins, avocats, journalistes, artistes, enseignants, étudiants, hommes de lettres, hommes de sciences, militants pour les droits de l'homme, responsables syndicaux et représentants d'organisations syndicales et démocratiques de 28 pays se sont réunis, le 12 décembre 1982 à Paris, en réponse à l'initiative du Comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka et tous les emprisonnés de Pologne.

Ayant pris connaissance de la lettre adressée au général Jaruzelski par Lech Walesa, et rendue publique par ses soins samedi 11 décembre, par laquelle il exige :

- le retour au pluralisme syndical,
- le réembauchage des ouvriers licenciés,
- la libération des internés,
- l'amnistie des condamnés.

Après avoir écouté les interventions établissant, sur la base des faits, la réalité de la répression, les participants ont pu se persuader qu'il est plus que jamais nécessaire de renforcer leurs actions tant qu'il restera un seul prisonnier en Pologne.

En conséquence, la Conférence invite solennellement tous ceux qui par le monde sont convaincus de leur devoir à l'égard du respect des droits et des libertés de la personne humaine, à intensifier leurs actions pour la libération des emprisonnés, en multipliant dans ce but les délégations et les interventions.

La Conférence invite chacun à faire connaître tous les cas de répression dont il peut avoir connaissance, avec toutes les conséquences retouables sur les plans de la santé et de la vie même des emprisonnés.

La Conférence a décidé, afin de renforcer le poids de l'opinion internationale et l'efficacité des actions entreprises, de constituer une commission internationale d'enquête sur la situation des emprisonnés.

Cette commission internationale a pour but de faire toute la lumière sur la répression en Pologne qui s'exerce contre ceux qui combattent pour les libertés élémentaires de la personne humaine, les libertés syndicales, les libertés d'expression et d'organisation.

Pour atteindre ce but, la commission internationale d'enquête :

- 1) Réunira tous les témoignages attestant des atteintes aux libertés fondamentales en Pologne : liberté d'expression, liberté syndicale, liberté de se soigner, respect des droits de la défense.
- 2) Se rendra en Pologne pour prendre tous les contacts nécessaires à la vérification des faits.
- 3) Rendra publics les faits dont elle aura eu connaissance.
- 4) Editera un Livre blanc de l'ensemble des travaux de la Conférence.

En prenant ces engagements, les participants sont conscients d'agir dans le sens que leur dicte leur devoir de solidarité internationale qui est le devoir imprescriptible de toutes les femmes, de tous les hommes de bonne volonté. »

Réunion tenue à Paris le 12 décembre 1982, dans les locaux mis à la disposition de la Conférence par la CGT -Force Ouvrière.

APRES LES ELECTIONS DU 28 OCTOBRE

Le gouvernement Felipe Gonzales prête serment devant le roi

11 millions de travailleurs et jeunes, 60 % de l'électorat, ont voté pour les partis ouvriers, en particulier le PSOE, dans une moindre mesure pour le PCE, ainsi que pour les organisations nationalistes, le 28 octobre. La classe ouvrière, les peuples d'Espagne ont donné une majorité au PSOE pour qu'il gouverne conformément à leurs intérêts.

Quelques jours plus tard, Felipe Gonzalez, président du PSOE, annonce les dates de la mise en marche des rythmes et mécanismes dictés par la Constitution pour former un gouvernement : « Les socialistes continueront à conserver le 25 (novembre) comme date pour que le roi inaugure solennellement la législature et prononce le discours de la Couronne et les 6 et 7 pour la session d'investiture. » La constitution du gouvernement se fait en marge du propre groupe parlementaire du PSOE. De fait, quand Felipe Gonzalez présente la composition du cabinet devant le plénum des Cortès, seul le roi la connaît.

Le pouvoir que la Constitution octroie au roi confisque la volonté populaire dès le moment même de la formation du gouvernement. Celui-ci commence par exercer ses fonctions en tant que gouvernement de la Couronne. Les Cortès elles-mêmes sont vidées de tout pouvoir exécutif au profit de la Couronne. Pour être député aux Cortès, il faut prêter serment à la Constitution, c'est pourquoi pèse la menace d'expulsion des deux élus d'Herri Batasuna, et que les trois députés du Bloc populaire national galicien ont été expulsés du

Parlement de Galice pour ne pas avoir prêté serment à la Constitution et à l'Etat, au nom de la souveraineté de la Galice. Il est évident que l'expulsion de ces députés, c'est le refus d'accepter le mandat du 28 octobre. Le PSOE, bien qu'il ait la majorité, accepte le chantage franquiste, recherche l'accord avec le groupe de Fraga Iribarne (106 députés) dans une tentative pour recomposer l'unité nationale. Tentative condamnée à l'échec en raison du caractère incompatible de l'existence d'une majorité ouvrière aux Cortès et la Monarchie franquiste.

1. Les premières mesures du gouvernement vont en faveur de la Couronne et de l'armée

Le 1^{er} novembre, Felipe Gonzalez a été investi président, il a juré « en son âme et conscience de respecter fidèlement les obligations de la charge avec loyauté envers le roi, et de garder et faire garder la Constitution comme norme fondamentale de l'Etat, ainsi que de maintenir le secret des délibérations du Conseil des ministres ». Le gouvernement a 16 ministres, 14 affiliés au PSOE, 1 de Justice démocratique et 1 du PAD (groupuscule franquiste) ; il faut souligner la présence parmi eux d'Alfonso Guerra comme vice-président (secrétaire du PSOE), de Miguel Boyer à l'Economie, fonctionnaire

formé dans le franquisme, de Narciso Serra, ex-maire de Barcelone, à la Défense, et surtout de Barriounevo, ancien militant de la phalange espagnole, ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire de l'ordre public.

Ce gouvernement, par son respect envers la monarchie, est un gouvernement de collaboration de classes, de type front populaire, car face à la victoire ouvrière du 28 octobre qui a chassé les partis franquistes du gouvernement, il veut conserver le vieux monde franquiste. Mais pour cela, il se voit obligé de prendre rapidement des mesures brutales contre les masses.

Le 5 décembre, Juan Martin Luna (Groupe révolutionnaire GRAPO (1)) a été assassiné à Barcelone dans une embuscade policière. M. Barriounevo, comme ministre de l'Intérieur, explique au plénum des Cortès du 14 mars, face à une interpellation du député de EE (2), José Maria Brandès, que « l'action policière au cours de laquelle le dirigeant des GRAPO Juan Martin Luna a perdu la vie, a été correcte, méritoire et exemplaire ». Silence des socialistes et ovation des députés de Alianza Popular au ministre de l'Intérieur.

M. Barriounevo vient de se rendre en Euskadi et promet d'ouvrir des commissariats de police à Renteria, Hernani et Mondragon. Les deux premiers de ces villages ont actuellement des conseils municipaux d'Herri Batasuna et sont célèbres pour leur combat permanent contre l'oppression franquiste. En juillet 1978, Renteria a été mise à sac par

une compagnie de la police nationale. M. Barriounevo propose, comme issue aux revendications nationales, d'augmenter la répression.

L'attitude gouvernementale par rapport à l'armée franquiste n'est pas moins significative. Felipe Gonzalez lui-même, quelques jours après son investiture, se presse de rendre hommage à la division Acorazada Brunete, où 80 % des officiers inclinent pour le putschisme, assiste à la célébration d'une messe et au dépôt d'une gerbe au monument aux morts (aux troupes franquistes mortes dans la guerre contre la classe ouvrière en 1936-1939). Narciso Serra, ministre de la Défense, face à la junte des chefs d'état-major, n'hésite pas à crier « Vive le roi, vive l'Espagne, vive nos forces armées ! ». Comme le déclare Felipe Gonzalez : « Les forces armées sont la structure fondamentale, la colonne vertébrale, comme on le disait auparavant de l'Etat... » ; ensuite il décide de consacrer la fabuleuse somme de 356 000 millions de pesetas à l'achat d'un nouvel armement d'aviation et de réaffirmer la souveraineté espagnole des colonies de Ceuta et Melilla, bases militaires dans le flanc de la nation marocaine.

2. Le patronat, la Banque, l'Eglise cherchent à utiliser le gouvernement

Tous ont combattu contre la victoire ouvrière le 28 octobre ; aujourd'hui, tous tentent d'utiliser le gouvernement.

Le ministre de l'Economie Bayer se prononce contre un plan de stabilisation. Il dévalue la peseta de 8 %, puis augmente l'essence et les dérivés du pétrole de 20 %, avec tout le cortège d'augmentations que cela signifie. Il fixe un objectif économique d'augmentation de 2,5 % du produit industriel brut et la réduction de l'inflation à 12 % et du chômage à 0,5 % pour cette année. Mais même si on parvient à cette croissance du PIB, cela n'empêcherait pas une augmentation du chômage, car l'augmentation de la productivité est annoncée à 3 %.

Le 31 décembre, un décret-loi est approuvé de réduction de la journée de travail de 42 heures à 40 heures hebdomadaires, sans que soit fixée son application, 30 jours de vacances, et la retraite à 64 ans.

Le syndicat patronal CEOE exige en compensation que la diminution se fasse au long de la législature. Le patronat bancaire offre une révision salariale qui ne dépasse pas 6 % pour compenser la diminution des profits que suppose l'augmentation de 1 % des dépôts liquides (cela équivaut à 140 000) sans écarter une augmentation de l'intérêt sur l'argent.

Le 1^{er} janvier, selon les chiffres officiels, il y a 2 134 000 chômeurs, ce qui représente 16,4 % de la population active ; aux mois de novembre et décembre, le nombre de chômeurs mensuels a doublé ; avec les faillites frauduleuses d'entreprises et la décapitalisation du pays, on parle de 5 billions en Suisse. Il est difficile de créer des emplois sans toucher au capital !

L'Eglise est passée à l'attaque avec le voyage du pape, avec une campagne dans la plus pure tradition franquiste contre le divorce et l'avortement et pour l'enseignement religieux, en exigeant d'étendre la religion à toute l'école publique. La Conférence épiscopale déclare : « L'enseignement ne sera pas un obstacle sérieux à l'entente avec l'Eglise. »

3. Une majorité veut en finir avec le vieux monde franquiste

La Banque, le syndicat patronal CEOE se montrent satisfaits du gouvernement, les militaires franquistes applaudissent Felipe Gonzalez et Narciso Serra. La garde civile se sent honorée par Barriounevo. L'Eglise ne voit pas de problèmes ni d'obstacles. Tout le vieux monde franquiste adule le gouvernement.

Mais une majorité a voté le 28 octobre pour en finir avec ce régime. Les travailleurs cherchent une issue face aux brutales attaques du gouvernement, n'acceptent pas que soit confisquée la volonté populaire par le franquisme. La majorité ouvrière est contradictoire avec ce régime !

Le peuple basque a de nouveau manifesté à Bilbao le 2 pour l'annistie ; de multiples conflits encore dispersés traversent le pays ; peu de jours après la formation du gouvernement, une délégation de travailleurs de Zycornio, avec un dossier de demande de licenciements, est allée voir le ministre du Travail. La demande de licenciements a été annulée. Le 8 mai, des élections municipales ont lieu ; les travailleurs et les peuples chercheront à les utiliser pour que soit respectée la volonté affirmée le 28 octobre : il n'y a pas d'« état de grâce » !

Le monarque désigné par Franco n'est pas étranger à la situation. Son dernier discours, à l'occasion de la Pâques militaire (le 6 janvier), disait : « L'institution monarchique ne dépend pas et ne peut pas dépendre d'un référendum ou d'un vote. Son utilité vient du fait qu'elle repose sur le plébiscite de l'histoire, sur le suffrage universel des siècles. C'est l'indépendance permanente de la direction de l'Etat qui permet au roi d'exercer l'arbitrage et la modération, et aussi de garantir l'unité de la patrie et la consolidation du système. »

Le roi se prononce contre la volonté populaire du 28 octobre. Le mandat ouvrier exige que la majorité aux Cortès proclame leur souveraineté, en prenant tous les pouvoirs exécutifs et législatifs de l'Etat, pour un gouvernement responsable devant cette majorité.

C'est ce qu'exige la démocratie, la voie pour que les travailleurs et les peuples d'Espagne puissent accéder à leurs aspirations en enterrant l'héritage franquiste.

Andreu Camps
le 18 janvier 1983

PAYS BASQUE

Manifestation pour l'annistie

UNDI 2 janvier, à l'appel des combattants pro-annistie, soutenus par Herri Batasuna (1), cinquante mille travailleurs et jeunes de toutes les provinces basques ont manifesté à Bilbao pour exiger l'annistie et le retour des exilés.

Dans son communiqué adressé à l'opinion publique, cité par le journal basque EGIN (proche d'Herri Batasuna), le POSI (section de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » qui a soutenu l'appel et participé en tant que tel dans la manifestation, disait : « Le peuple basque a exigé massivement l'annistie avec la participation massive du 2 janvier, les actions et prises de parole d'importants secteurs populaires et la décision de nombreux conseils municipaux » (...) « Ainsi, le peuple basque manifeste sa volonté d'être libre, en montrant en même temps la signification du vote des travailleurs et des peuples le 28 octobre pour la liberté et contre le franquisme. Aucune soumission aux institutions franquistes, respect du mandat populaire, que les Cortès approuvent une loi d'annistie et que Felipe Gonzalez entame des négociations avec Herri Batasuna et l'ETA ! »

Le combat du peuple basque pour sa liberté prend aujourd'hui un nouvel élan, parce que ce peuple a participé en première ligne au mouvement qui a chassé les fran-

quistes du gouvernement aux élections du 28 octobre. Par sa mobilisation et sa résistance, il a acculé les successifs gouvernements de la monarchie et a réduit AP-UCD-CDS à 20% des voix. Après les élections, les seuls députés qui se sont refusés à prêter serment à la Constitution et qui ne se sont donc pas soumis à la monarchie, ce sont les députés élus d'Herri Batasuna. Pour cela, leur expulsion des Cortès est en cours, annoncée par le président Gregorio Peces-Barba (membre du PSOE). Il est évident que ce fait consiste à bafouer ouvertement la volonté populaire, plus encore quand Iriaki Esnaola et Perko Salabarria, les députés d'Herri Batasuna, déclarent dans une conférence de presse : « Felipe compte qu'avec 202 députés, et avec l'aide d'autres groupes politiques parmi lesquels nous nous trouverions nous, nous pourrions atteindre facilement les 3/5^e du Congrès (210 membres) qui seraient nécessaires pour commencer un processus de rupture, de modification de la Constitution... » (Diario 16).

Pendant ce temps, les tribunaux franquistes saisissent EGIN, journal d'opinion nationaliste, pour délit d'information et inculpent son directeur, la police lance la plus arbitraire vague d'arrestations pour affirmer qu'ici il ne s'est rien passé le 28 octobre. Soumis au franquisme, les dirigeants du PSOE, du PCE, du Parti nationaliste basque tentent de couvrir la répression par

des manifestations anti-ETA ; ainsi, le 2 janvier même, ils ont à peine réussi à réunir 1 000 personnes à Irun.

La manifestation du 2 pour l'annistie a été précédée de puissantes mobilisations en défense de la langue basque et par des prises de position de plusieurs municipalités et assemblées populaires comme à Lekeitio, Sondika, Fuenterrabia, contre les arrestations policières, les tortures, et pour l'abrogation de la loi « anti-terroristes ».

Plus que jamais, il faut affirmer que les travailleurs et les peuples d'Espagne ne pourront être libres et battre définitivement la réaction tant que le peuple basque n'obtiendra pas sa liberté. La monarchie héritière de Franco est incompatible avec la souveraineté d'Euskadi. Combattre pour la République en Espagne signifie soutenir toute expression de la volonté d'indépendance de ce peuple, dans la voie de réunir à Guernica ou à Iruinea les représentants de tous les secteurs de ce peuple dans une Assemblée constituante souveraine dans la voie de la République basque libre.

A.C.

(1) Herri Batasuna, coalition nationaliste radicale identifiée avec l'ETA militaire.
(2) AP : Alliance populaire
UCD : Union du centre démocratique.
CDS : Centre démocratique social (Partis franquistes).

(1) Grapo : Groupe révolutionnaire anti-fasciste 1^{er} octobre.
(2) EE : Euskadiko Eskerra : groupe nationaliste basque.

A PROPOS D'UN ARTICLE DU JOURNAL DU PC BRÉSILIEN

Les réalités du «socialisme»

Le journal du Parti communiste brésilien *Voz da Unidade* n° 124 du 30 septembre 1982 a publié un article intitulé « La vérité du socialisme dans la réalité de la Lituanie ». On y lit :

« Les effets des crises cycliques subies par les peuples qui vivent sous la domination du système capitaliste — chômage, récession, inflation, manque de loisirs — restent inaperçus dans les communautés soviétiques. Un exemple concret en est la République de Lituanie, récemment visitée par le secrétaire général du Collectif national des dirigeants communistes, Giocondo Dias. Suivant les impressions de voyage de Dias, ce pays, depuis sa conversion au socialisme en 1940, a réussi à augmenter de 61,3 % sa production de produits manufacturés, et ses capacités de production d'électricité ont été multipliées par 130. La Lituanie produit aujourd'hui en 5 jours l'équivalent de sa production annuelle l'année du changement.

Ces faits servent à introduire le profil de ce petit pays enclavé à l'ouest de l'URSS — elle a 65 000 m² et 3,5 millions d'habitants — baigné par la mer Baltique, pays qui même pauvre en matières premières a réussi à supprimer ses déficiences et à présenter un développement ininterrompu dans les bilans de plan quinquennal en plan quinquennal.

Les grands centres industriels souffrent d'un manque de main-d'œuvre, ce qui — selon Dias — ne parvient pas à menacer le niveau de la production « car cette lacune est comblée par tous les apports de l'évolution technico-scientifique, ce qui n'existe pas dans le monde capitaliste qui utilise l'automatisation pour engendrer le chômage, et non le contraire comme en Lituanie ».

« Ils en ont fini avec l'héritage du passé »

Le panorama lituanien de la période précédant le socialisme était marqué par la pauvreté du peuple et le retard dans les formes de production de nourriture ; l'activité industrielle était pratiquement inconnue. Peu à peu ces héritages ont été supprimés. La construction d'une usine nucléaire à Ignalina — avec un réacteur ayant une capacité d'1 million de kilowatts — une agriculture totalement mécanisée, une construction de presque 100 000 logements dans les dix dernières années et une production industrielle qui atteint 10 milliards de roubles par an sont des preuves incontestables d'une société nouvelle basée sur le socialisme.

Dias assure qu'un grave problème social qui est posé dans le monde entier est presque résolu dans la République de Lituanie : « La contradiction entre le niveau de vie des habitants des campagnes et ceux des villes est en train de diminuer graduellement. Le salaire d'un citadin atteint une moyenne de 175 roubles et celui d'un travailleur rural 172 roubles. »

Mais les seuls salaires ne rassurent pas les hommes des campagnes, et ne les incitent pas non plus à produire. Dans cette perspective, l'administration de cette petite République soviétique a créé une

infrastructure d'éducation enviable, dans tout le pays, outre qu'elle offre des avantages particuliers aux hommes des campagnes. « Celui qui construit une maison à la campagne reçoit une aide de l'Etat de 70 à 80 %. C'est ainsi qu'il se crée dans les campagnes des conditions de vie que les couches des régions les plus pauvres des pays capitalistes vont chercher dans les villes », observe le secrétaire général communiste.

« Fin des importations »

Le modèle agraire offre à l'URSS une production intensive de viande, de lait et de céréales. Il y a dans les campagnes lituanienes 1,8 millions de têtes de bétail, ce qui permet que la moitié de la viande produite soit envoyée à d'autres Républiques : c'est-à-dire 600 000 tonnes annuelles. Le lait pasteurisé atteint 3 millions de tonnes, annuellement là aussi.

Quand le boycott des céréales pour l'URSS a été annoncé, on a pensé qu'il n'y aurait pas de planification suffisante pour traverser des conditions adverses à la production agricole. La Lituanie a depuis lors un rôle de premier rang dans l'économie soviétique. « Elle est en train de mettre en place un programme d'intensification du travail qui, si tout se fait, rendra l'URSS indépendante des importations de céréales. Cette année, le pays va déjà produire 3 millions de tonnes de céréales », souligne Dias.

Les villes, en particulier la capitale Vilnius, ont une activité industrielle avancée. Elles fabriquent depuis des ordinateurs jusqu'à des biens de production sophistiqués qui sont exportés dans différents pays d'Europe comme la France et l'Allemagne. Le parc automobile fabrique 10 000 automobiles par an, ce qui est surprenant pour un pays qui se caractérise comme ayant une économie de subsistance. Le plus intéressant est qu'une famille sur trois a sa voiture. »

Il est vrai que le capitalisme avait maintenu les masses laborieuses des pays d'Europe centrale ou orientale (pays Baltes, Pologne, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie...) dans une situation de misère et de surexploitation.

Il est vrai que l'expropriation des grands propriétaires terriens et des capitalistes a permis un progrès économique et social qui aurait dû faire disparaître la misère et la pauvreté des villes et des campagnes soviétiques et baltes en particulier.

C'est ce que Giocondo Dias veut faire croire à ses lecteurs.

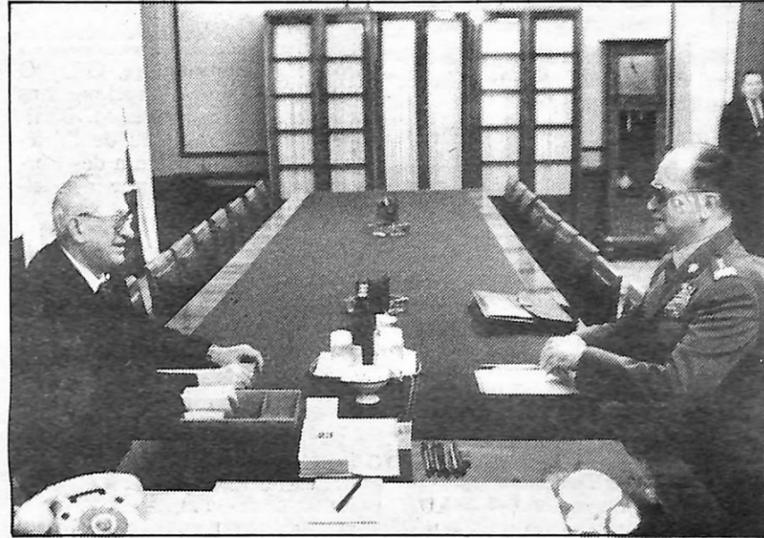
Il utilise pour ce faire des chiffres qui pourraient avoir l'air engageants. Mais il faut regarder d'un peu plus près : les chiffres « moyens » ne veulent pas dire grand-chose. Dias nous dit : salaire moyen ouvrier : 175 roubles, salaire moyen rural : 172 roubles !

Pourquoi ne nous dit-il pas qu'au dernier congrès du PCUS (le XXVI^e), Brejnev avait annoncé que le salaire minimum mensuel en URSS tendait vers 80 roubles !

Pourquoi ne nous dit-il pas que seuls les paysans des sovkhozes percevaient un salaire ; que les paysans des kolkhozes, eux, ne touchent que la répartition des bénéfices de leur kolkhoze, qu'il existe des kolkhozes riches et des kolkhozes pauvres, que

les revenus mensuels d'un kolkhozien peuvent aller de 50 (souvent) à 200 roubles (rarement), et que les kolkhozes de Lituanie et des pays Baltes sont globalement les moins pauvres ou les plus riches de l'URSS ?

Pourquoi nous présente-t-il les « exportations » agricoles de la Lituanie vers d'autres régions de l'URSS comme la vente d'un surplus de production, alors que les Lituaniens comme les Estoniens et les Lettons se plaignent que l'on pille leur production agricole pour fournir les magasins trop souvent vides d'autres Républiques de l'URSS ?



Le général Jaruzelski et Andropov, le nouveau dirigeant de la bureaucratie du Kremlin, le 23 décembre 1982.

Pourquoi, dépeignant les conditions de logement des habitants, Dias ne nous dit-il pas que chacun — sauf les privilégiés de la Nomenklatura, de la couche bureaucratique qui, eux, ont des appartements luxueux et des villas somptueuses — a droit à une surface habitable de 9 m² au maximum par personne, que de nombreuses maisons paysannes sont en bois — malgré le froid ! —, la pierre étant réservée aux immeubles officiels et aux maisons des bureaucrates ?

Pourquoi, évoquant l'école — qui existe partout —, ne nous dit-il pas — ce que la presse de l'URSS révèle — que des dizaines de milliers d'écoliers sont chaque année en URSS détournés pendant 5, 6 ou 7 semaines de leur travail scolaire pour la moisson, la récolte du coton ou l'arrachage des pommes de terre que les paysans, malgré la mécanisation, n'arrivent pas à faire seuls ?

Le tableau que nous dresse ici le journal du Parti communiste brésilien est donc tout à fait étonnant !

S'il était vrai, comment se pourrait-il que des aspirations nationalistes profondes soulèvent les Républiques baltes, la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie ? S'il était vrai, comment se pourrait-il donc qu'une insatisfaction profonde contre la très grande inégalité sociale qui existe en URSS traverse les masses ouvrières et paysannes de l'URSS ? S'il était vrai, comment expliquer que la police politique s'acharne depuis 1976 à démanteler les deux petits syndicats indépendants qui ont été fondés en URSS et ait cru nécessaire de placer le fondateur du premier (Vladimir Klebanov) dans un hôpital psychiatrique et de mettre en prison la grande

majorité des responsables du deuxième syndicat indépendant (le SMOT) ? Si ce tableau était vrai, comment se pourrait-il que l'URSS, grand pays agricole, cinquante ans après la collectivisation et l'industrialisation, soit contrainte d'importer des tonnes de blé des principaux pays capitalistes ?

Il suffit de lire la presse officielle même de l'URSS au lieu de se contenter des dépliants d'agences de voyage... On se heurte à chaque page à des descriptions de désordres inimaginables.

Tout militant ouvrier considère comme un progrès évident dans le

sens du socialisme l'expropriation des capitalistes et le retrait des grands moyens d'échange et de production d'entre les mains des propriétaires privés. Tout militant ouvrier doit considérer la planification de l'économie ainsi débarrassée de l'emprise du capital comme un moyen de gérer plus harmonieusement l'économie dans le sens des besoins de la société.

Pourquoi alors se produisent des phénomènes comme ceux décrits dans la presse officielle de l'Union soviétique ?

Prenons un seul exemple : dépouillons rapidement le numéro de la *Gazette Littéraire* du 13 décembre 1982. On y trouve un article sur les raisons pour lesquelles des centaines de tonnes de fruits cueillis en Arménie ne sont jamais consommés par personne... alors qu'il faut faire des queues interminables dans de nombreuses villes d'URSS pour en acheter... si l'on en trouve :

« Pourquoi des centaines de tonnes de fruits ne parviennent-elles pas à destination :

Arménie : des milliers de caisses de pêches, de poires, de pommes, de raisin, de prunes de premier choix attendent dans les gares. Pas assez de wagons prévus. Les fruits se gâtent. Il faut les renvoyer en direction des conserveries... où on ne les attend pas (pas prévu dans le plan).

« Les gens ont choyé la terre, ils l'ont faite. Pour que les branches s'étalent comme ça, il faut s'en occuper pendant huit mois. Et maintenant, on voit s'élever le long des jardins des montagnes de caisses avec des fruits magnifiques qui se gâtent, sous les regards impuissants

de ceux qui les ont créés. Les enfants des écoles — venus aider à récolter — voient tout cela. Ils s'habituent à ce genre de sacrilège comme si c'était la norme.

Quand on a su que cette année il n'y aurait pas d'abeilles, c'est presque au pinceau qu'il a fallu faire la pollinisation des pommes et des abricots. On était heureux que cela ait si bien réussi. Et maintenant tout pourrit sous les yeux des enfants et des adultes.

Mes ancêtres sont de Sasoun. Là-bas, autrefois, on aurait châtié les coupables en public. »

Pendant ce temps, des wagons frigorifiques restent inoccupés, car ils ont été « mis en réserve » par d'autres entreprises.

« Rien que sur les chemins de fer d'Azerbaïdjan, ces réserves concernent 3, 4 et même 5 000 wagons ! »

« Rien qu'en Moldavie, sur 1 550 wagons frigorifiques, 900 étaient en panne. En pleine période de récolte ! »

Bien souvent, les fruits se gâtent au cours du voyage. Même si la pourriture atteint 100 %, les registres de chemins de fer indiquent toujours une température normale pour les wagons frigorifiques (+ 2 - + 4). Où trouver les responsables ? Les gares envoient des centaines de télégrammes pour se décharger des responsabilités, par exemple : « Fruits gâtés : 72 %, pourris : 28 % » (en indiquant naturellement une température normale pour les wagons). »

Dans le même numéro, on trouve un autre exemple de gâchis énorme.

Gazette Littéraire du 13 décembre 1982 :

« La construction de la centrale hydroélectrique de Saïano-Chouchenskoïé est achevée. Mais on n'a pas déboisé. Au fur et à mesure que les eaux montent, des millions de m³ d'arbres pourrissent, alors que dans la même région on manque de bois de construction.

Mais le principal problème est de reloger les habitants. Le plan de relogement n'est pas rempli à moitié, au tiers même. »

Croit-on que ces énormes gâchis, les pertes énormes qu'ils occasionnent, les problèmes de production agricole et de l'alimentation existaient si les masses travailleuses exerçaient le pouvoir en URSS ? C'est précisément parce qu'elles en ont été dépossédées que la collectivisation et la planification n'arrivent pas à permettre la satisfaction des besoins essentiels des masses et leur développement social et culturel harmonieux. C'est parce qu'une caste avide de parasites dévore une part fantastique du travail des masses que celles-ci travaillent le moins possible et le plus lentement possible, puisqu'en l'absence d'organisation politique ou syndicale indépendante, c'est là leur seul moyen de combat.

Il est vrai que dans son voyage M. Dias ne l'a peut-être pas remarqué, car il n'a sans doute visité que les appartements des privilégiés, les centres de repos des privilégiés, et roulé dans des voitures particulières dont la plus petite, la Zaporozjetz, coûte 5 000 roubles, soit plus de 5 ans du salaire minimal d'un travailleur soviétique... !

Le troisième voyage de Mitterrand en Afrique

LE 13 janvier 1983, le président de la République française, F. Mitterrand, entreprend sa troisième tournée africaine qui le mènera successivement au Togo, au Gabon, au Bénin.

Le 13 janvier, à Lomé, première étape du voyage présidentiel, le général Eyadéma fêtera avec faste le vingtième anniversaire du coup d'Etat militaire qui l'a porté au pouvoir, lui et son gouvernement, après avoir assassiné le président élu Sylvanus Olympio.

Au Gabon, le président Bongo vient de jeter en prison 10 parlementaires dissidents de son propre parti unique, pour avoir réclamé « le pluralisme dans la vie politique ».

Au Bénin, installé au pouvoir par un coup d'Etat militaire depuis 1972, le colonel Kérékou maintient le peuple béninois sous une dictature féroce, contraignant à l'exil les tiers de la population du pays.

Togo, Bénin, Gabon : comme ailleurs en Afrique se maintiennent au pouvoir des dictatures sanglantes, en uniforme ou en civil, dans le seul but de veiller aux intérêts impérialistes et de la haute finance internationale.

De Gaulle-Pompidou-Giscard ont été les exécuteurs et défenseurs zélés des plans et intérêts de l'impérialisme français, du CNPF, au prix d'interventions militaires répétées, du Gabon en 1963 au Tchad, en passant par la Mauritanie, le Zaïre.

Cette politique, en vertu de la Constitution réactionnaire de la V^e République qui en a fait un « domaine réservé » du président, a toujours été décidée à l'Élysée, par une équipe de « conseillers » (réseaux Foccart, prolongement africain du SAC, Journiac).

F. Mitterrand, le PS, le PCF, les députés de ces deux partis ont, avant les 10 mai, 14 et 21 juin 1981, dénoncé cette politique.

Ainsi, au lendemain de mai-juin 1981, a soufflé un vent de panique parmi les gouvernements africains, notamment dans les anciennes colonies françaises, hantés par l'idée de se voir livrés à eux-mêmes, face à leurs propres peuples dont la volonté de les chasser et de se dégarer ainsi de la domination impérialiste ne fait aucun doute.

Il semble qu'après le premier voyage du président de la République française, et surtout après la Conférence franco-africaine de Kinsasha, tout ce beau monde a pu être rassuré par la volonté affirmée de F. Mitterrand de poursuivre dans la voie tracée par ses prédécesseurs.

La démission de J.-P. Cot du ministère de la Coopération et du Développement serait-elle, en ce sens, un signe de bonne volonté à l'égard des gouvernements africains désemparés par la politique peu cohérente en leur sens du personnage, et peu habitués à avoir d'autres interlocuteurs que l'Elysée ?

— Et si toutes ces assurances prodiguées, cette bonne volonté affichée ne suffisaient pas ?

— Aujourd'hui, plus que par le passé, les nuages s'amoncellent, annonceurs de crises politiques majeures qui n'épargnent aucun des pays du continent.

L'OUA au bord de l'éclatement

L'OUA, cet instrument de l'impérialisme, créé conjointement avec la bureaucratie du Kremlin pour assurer l'« héritage de la colonisation », n'a pu réunir pour la deuxième fois son sommet annuel, malgré les appels et conseils prodigués à Kinsasha par Mitterrand pour la sauver. Elle est au bord de l'éclatement, ce qui ne serait pas sans conséquence sur la stabilité de l'ensemble des pays du continent.

Au Tchad, l'installation au pouvoir de Hissène Habré n'a en rien réglé les problèmes, qui partent tous de la volonté de maintien par la violence d'un Etat artificiel créé de toutes pièces pour les seuls besoins de la domination impérialiste.

La Côte-d'Ivoire, maintes fois vantée pour son « miracle économique », s'installe dans une crise politique et économique profonde, dans une situation qui a vu travailleurs, étudiants, paysans, jeunes opposer une résistance farouche aux attaques du gouvernement, notamment en février dernier.

Au Sénégal, A. Diouf et son gouvernement, après avoir assuré une succession monarchique à Senghor,



Mitterrand au Togo le 13 janvier.

s'apprêtent à affronter au mois de février les élections, dans une situation marquée par une mobilisation croissante du peuple travailleur et le début de l'unité des organisations ouvrières, populaires et anti-impérialistes (dont un premier pas a été réalisé par l'accord des MDP, LD, UDP et LCT). Au-delà des péripéties des élections truquées pour le maintenir au pouvoir, s'ouvre une période où les rapports politiques seront profondément modifiés.

Partout en Afrique, les masses travailleuses et jeunes des villes et des campagnes s'organisent pour combattre les plans destructeurs impérialistes et les gouvernements compradores porteurs de ces plans.

Verra-t-on demain le gouvernement Mitterrand, issu du vote populaire des 10 mai, 14 et 21 juin 1981, ayant reçu le mandat d'en finir avec la politique de Giscard

sous toutes ses formes, envoyer des contingents armés pour écraser les masses africaines dans tel ou tel pays du continent ?

Une chose est certaine : s'engager dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie exige le retrait des troupes françaises d'Afrique. Cela est

une exigence avancée par le PCI en défense du droit des peuples d'Afrique à disposer d'eux-mêmes.

10 janvier 1983

Njaq Dioli

Mort de Francisco de Asis Eizaguirre, dirigeant du POSI

IL est mort le 10 janvier d'une maladie de cœur aggravée par les tortures policières subies en 1975. Sa compagne Juana, ses proches, les travailleurs du centre hospitalier où travaillaient Juana et une sœur de Francisco, ses camarades du POSI ont accompagné sa dépouille.

Le cercueil, couvert du drapeau du POSI, a été porté par les camarades jusqu'au fourgon funéraire qui, après qu'ait été chantée l'Internationale, s'est dirigé vers Ascortia (Guipuzcoa), son village natal.

Sur la tombe, la couronne « Tes camarades du POSI ne t'oublent pas ». La vie de Francisco, Pablo pour nous, est la vie d'un militant ouvrier combattant sans relâche pour le parti, pour l'Internationale. Dès sa jeunesse, en tant que Basque, il a combattu avec son peuple contre l'oppression franquiste. Arrivé à Madrid, il est entré au PCE à la fin des années 1960 : campagne pro-amnistie, mobilisations contre les conseils de guerre contre les militants basques en décembre 1970.

Parce qu'il rejetait la politique du VIII^e Congrès du PCE, il est expulsé. En 1974, il entre à la Ligue communiste et fait partie de sa direction. Au début de la réorganisation de la classe ouvrière, il est en première ligne et ses tâches de la direction du parti ne l'empêchent pas d'être responsable syndical de l'UGT. Se consacrant au parti, il réside à Madrid et à Barcelone, puis à Madrid où il a été arrêté et torturé.

Lors de la formation du Comité paritaire, il combat pour la fusion de la Ligue communiste avec le POSI et la fraction publique de la LCR. Il est membre du comité exécutif à partir du congrès d'unification en novembre 1980. Responsable du travail de solidarité avec la Pologne, il développe une intense activité au moment du coup de Jaruzelski. Hospitalisé peu après, il subit une intervention chirurgicale afin de lui greffer des valvules artificielles au cœur, et, malgré une longue convalescence, il ne s'est jamais remis complètement. Nous qui le connaissons, qui savions son dévouement envers la cause ouvrière, envers la IV^e internationale, faisons nôtres les paroles prononcées par le camarade Sebastian Garcia, président du POSI, autour du fourgon qui devait aller l'enterrer dans sa terre basque :

« Nous continuerons ta lutte... Souffrant déjà du cœur, une nuit d'août 1975, alors que Franco préparait ses derniers assassinats, ils t'ont emmené à la Direction générale de la Sécurité. Tu avais des documents. Ils t'ont battu à mort "comme rouge et comme Basque". Les médecins ne savent pas comment ton cœur a encore pu tenir pendant sept ans après cela, comment tu as pu supporter l'opération d'ablation de la rate. Durant ces sept années, tu as appris beaucoup à beaucoup par ton militantisme révolutionnaire sans tache. Tu n'as pas semé en vain. « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » avance ; le POSI s'attache à ce que dans la prochaine montée révolutionnaire, la classe ouvrière ait bel et bien le parti pour lequel tu as combattu. »



Tribune d'un meeting de la LCT — section sénégalaise de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » — dans la ville ouvrière de Thies, au Sénégal.

22 JANVIER : JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION CENTRO-AMERICAINE

Un enjeu mondial

C'EST avec la plus grande brutalité, lors des deux escales centro-américaines du voyage qu'il réalisa à la fin 1982 en Amérique latine, que Reagan, représentant de l'impérialisme US, a réaffirmé son engagement total auprès des dictatures les plus sanglantes d'Amérique centrale.

Lors de ses entrevues avec les présidents du Costa Rica et du Salvador à San José de Costa Rica, avec les présidents du Honduras et du Guatemala à l'aéroport militaire hondurien de San Pedro de Sula, il a assuré les conditions de la mise en œuvre du plan d'intervention militaire, politique, économique et diplomatique ayant comme objectif l'isolement, la déstabilisation et le renversement du gouvernement du FSLN au Nicaragua, l'écrasement des mouvements révolutionnaires du Guatemala et du Salvador, l'escalade contre-révolutionnaire contre la révolution centro-américaine.

Après sa rencontre avec M. Managana, président de la dictature salvadorienne, il a promis à ce dernier, selon l'AFP, « qu'il confirmerait devant le Sénat américain que le respect des droits de l'homme au Salvador avait fait de grands progrès », cette condition étant en effet nécessaire pour permettre la poursuite de l'indispensable aide militaire américaine au Salvador.

2 500 assassinats politiques en 6 mois

Pour accréditer cette cynique affirmation, le président du Salvador avait annoncé la constitution d'une « commission des droits de l'homme » présidée par le chef de la police, l'un des trois corps répressifs responsables des enlèvements et assassinats politiques qui ont fait plus de 2 500 victimes de janvier à juin 1982 selon divers organismes humanitaires américains. Pendant ce temps, la commission des droits de l'homme au Salvador doit agir dans la clandestinité, et ses membres se trouvent en danger de mort.

Mais face à la crise politique permanente du régime salvadorien et à l'activité renforcée des forces de la guérilla au Salvador, Reagan devait poursuivre son escalade contre-révolutionnaire contre le Nicaragua, pointe avancée de la révolution qui menace d'embraser tout le continent centro-américain aux portes du bastion impérialiste.

Au Costa Rica, d'où Eden Pastora, ex-vice ministre de la Défense du gouvernement de reconstruction nationale nicaraguayen, appelle quotidiennement en direction du Nicaragua, à travers sa radio, à l'action armée contre le gouvernement du FSLN, et où des groupes contre-révolutionnaires commen-

cent à monter des opérations en territoire nicaraguayen, Reagan répondait au président Monge et à son ministre des Affaires étrangères qui déclarait « que l'insistante offensive sandiniste dans la région nord du Costa Rica doit être contre-carrée », en accusant le Nicaragua « de chercher à déstabiliser ses voisins en protégeant la guérilla et en exportant la violence ».

Au Honduras, pays dont Reagan fait le fer de lance de son offensive contre-révolutionnaire, et d'où partent les raids réguliers des 5 000 ex-somozistes en territoire nicaraguayen armés et entraînés par des militaires et agents US, et qui ont déjà causé la mort de 400 jeunes et travailleurs nicaraguayens le représentant de l'impérialisme US déclarait que « les deux pays étaient d'accord pour travailler conjointement en vue de s'opposer à ceux qui cherchent à faire obstacle au progrès économique, à la stabilité politique et à la paix ».

Au même moment, le journaliste George Crile, correspondant de la CBS News, révélait dans la revue américaine *Time* du 3 décembre la mise en œuvre début 1982 « d'un plan d'attaque éclair contre le gouvernement sandiniste dirigé par la CIA dont près de 150 agents avaient été concentrés au Honduras, avec la participation de plusieurs centaines de commandos d'élites entraînés par des militaires argentins et dont la clef du succès résidait dans l'appui militaire non spécifié de plusieurs pays voisins ». « Pour qu'il commence et réussisse, il doit y avoir le feu vert de Washington », déclarait un général guatémaltèque.

La crise ouverte avec l'affaire des Malouines à partir du 2 avril 1982 intervenait alors que le plan était à la fin de sa phase préparatoire, et il

devait dès lors être remis à plus tard. C'est contre ces menaces que le gouvernement du FSLN avait justifié la déclaration de l'état d'urgence au printemps 1982.

C'est pour rétablir les conditions de son dispositif contre-révolutionnaire en Amérique centrale que Reagan avait décidé fin 1982 ce contact direct avec des dirigeants de divers pays d'Amérique latine.

« Partisan inconditionnel de la démocratie »

L'un des éléments de cette tentative de verrouillage de la situation en Amérique centrale était enfin l'appui ouvert apporté au président terroriste du régime sanglant du Guatemala.

A l'issue de son entrevue avec Rios Montt, au moment même où, partout et particulièrement dans la presse américaine, était dénoncée l'extermination minutieuse de 8 000 paysans guatémaltèques depuis le coup d'Etat militaire de mars 1982, Reagan expliquait « qu'il pensait qu'une aide militaire devrait être rétablie en faveur du Guatemala, puisque ce pays envisage des élections d'ici à un an et que son président est partisan inconditionnel de la démocratie ».

Depuis le voyage de Reagan, l'attitude de l'administration américaine n'a pas démenti ces projets agressifs, cette dernière ne négligeant pas de combiner l'agression militaire qui se poursuit au Nicaragua et les pressions diplomatiques, comme en témoigne le voyage le 5 janvier de la délégation militaire US au Nicaragua où elle a rencontré le

ministre de la Défense sandiniste, Humberto Ortega. Conduite par le général de division William E. Odom, elle comprenait le responsable des affaires de l'Amérique latine au service de renseignements de l'armée américaine, le responsable des services de renseignements de la « zone sud » et l'attaché militaire au Honduras.

Le chantage à l'intervention armée se combine donc avec des pressions visant à contraindre le gouvernement sandiniste à faire marche arrière, à faire refluer la révolution à se soumettre aux diktats de l'opposition de la bourgeoisie et des latifundistes à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

S'appuyant sur les acquis de la révolution nicaraguayenne, c'est toute l'Amérique centrale qui, cherchant à en finir avec la terreur, la faim et l'oppression, est entrée dans un mouvement d'émancipation. Contre l'agression impérialiste, les peuples d'Amérique centrale ont besoin de la solidarité internationale.

La « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) soutient de toutes ses forces le droit des peuples à l'autodétermination et à leur libération du joug impérialiste.

C'est pour cela qu'elle a appelé toutes ses organisations affiliées, l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques et anti-impérialistes à manifester unitairement en défense des peuples d'Amérique centrale victimes de l'agression impérialiste, le 22 janvier, journée internationale en défense du peuple du Salvador.

J. Robles

GUATEMALA

Unité pour le boycott international du régime de Rios Montt !

LE jour même où étaient découverts les cadavres de 21 personnes, en majorité décapitées et avec des traces de tortures, dans un cimetière clandestin près de la capitale du Guatemala, assassinées aux environs de la première semaine de janvier, l'Administration des Etats-Unis annonçait la reprise de l'assistance militaire au régime de Rios Montt avec la vente de pièces de rechange pour hélicoptères et autres pièces d'une valeur de 6,3 millions de dollars.

La mesure annoncée à Washington le 7 janvier était reçue avec satisfaction par le gouvernement du Guatemala qui déclarait : « C'est une claire démonstration qu'enfin s'est ouverte une brèche claire dans l'obscurité qui avait été créée par les partisans de la subversion. »

Depuis juillet dernier avec la proclamation de l'état de siège, le général Rios Montt a déchaîné une politique de terre brûlée et de vide démographique contre les populations et terres indiennes du Guatemala. Des villages entiers sont impitoyablement rayés de la carte. Lorsqu'ils ne sont pas tués, les paysans sont regroupés dans des sortes de « villages stratégiques » qui ressemblent à des camps de concentration. Le général Rios Montt appelle cette campagne « fusils y frijoles » (1).

La conférence épiscopale et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés informaient que huit mille personnes avaient été tuées ou enlevées depuis l'arrivée au pouvoir du général Rios Montt, soit mille par mois.

Pour expliquer sa politique de répression, ce dernier déclare : « Le problème de la guerre ne concerne pas uniquement ceux qui sont en train de tirer mais plutôt le fait que derrière chaque tireur il y a dix personnes en train de travailler pour lui. »

Et le porte-parole de la présidence Francisco Bianchi ajoute de son côté :

« La guérilla s'est attachée de nombreux collaborateurs indiens. Donc, les Indiens sont des subversifs. Et comment combattre la subversion ? Bien évidemment, il faut tuer les Indiens, puisqu'ils collaborent avec la subversion. »

Tout récemment, Rios Montt déclarait qu'il ne pratiquait pas une politique de « terre brûlée » mais plutôt de « communistes brûlés ». C'est cet homme qui a impressionné Reagan par son « intégrité ».

Contre cette sanglante dictature, unité la plus large pour le boycott international du régime du général Rios Montt !

(1) Fusils et haricots.

J. R.



R. Reagan.

SALVADOR

Rébellion dans l'armée

LA récente rébellion, le 6 janvier dernier, du lieutenant-colonel Sigfrido Ochoa Perez, commandant militaire et responsable de la lutte antiguerilla dans le département de Cabanas, à la tête de la garnison de Sensutepeque, a témoigné de la crise qui secoue les clans de l'armée salvadorienne, comme expression de la crise politique du gouvernement de l'oligarchie du Salvador face à son incapacité à venir à bout du mouvement de révolte des masses et de la guérilla.

Le colonel Ochoa exigeait la démission du ministre de la Défense, le général José Guillermo Garcia, qui voulait l'envoyer « en exil diplomatique » en le nommant attaché militaire à l'ambassade du Salvador en Uruguay.

Le colonel Ochoa, l'un des principaux chefs des escadrons de la mort, est lié au major Roberto d'Aubuisson, dirigeant de l'ARENA, parti gouvernemental d'extrême droite, et président de

l'« Assemblée constituante » du Salvador.

Cette rébellion dénoncée par le ministre de la Défense, le général Guiltero Garcia, comme une « conspiration » de l'extrême droite destinée à renverser le « gouvernement civil » du président provisoire Alvaro Mangana, et par le Parti démocrate-chrétien (PDC) comme le reflet d'une confrontation politique et idéologique « habilement transférée au sein des forces armées », reflétait en l'aggravant,

le conflit permanent qui oppose le secteur d'extrême droite majoritaire à l'Assemblée constituante après la farce électorale d'avril 1982 et la démocratie chrétienne, parti hégémonique dans la junte militaire et civile d'avant les « élections ».

Un gouvernement miné de contradictions

Ces deux secteurs de l'oligarchie salvadorienne font partie du gouvernement d'« union nationale » imposé par l'Administration américaine avec la participation de l'armée. Les secteurs d'extrême droite remettent en question toutes les timides réformes inaugurées à partir de 1979 et la conduite de la lutte contre la guérilla qu'elle juge trop timorée. Il s'agit donc d'un gouvernement miné de contradictions, et une crise grave aurait éclaté après l'annonce par le président Muganer d'une demande de démission du gouvernement en décembre 1982. Roberto d'Aubuisson, craignant l'élimination de ses ministres du gouvernement, s'y était opposé, puis l'avait acceptée après avoir reçu des garanties que l'équilibre des forces y serait maintenu.

Aujourd'hui, le lieutenant-colonel Ochoa, qui avait reçu l'appui du bataillon d'élite Atonal, du commandant en chef de l'armée de l'air et du chef de la 1^{re} brigade d'infanterie, a mis fin à la rébellion. Il a quitté ses fonctions de chef de la garnison de Sensutepeque, mais n'a pas été arrêté et ne fait l'objet d'aucune sanction. S'il n'a pas obtenu la démission du ministre de la Défense, il ne sera pas envoyé cependant en Uruguay et recevra une nouvelle affectation.

Contenue, la crise ne peut que rebondir.

Les forces de la guérilla ont déclenché une série d'opérations à

partir des zones qu'elles contrôlent dans tout le nord du pays, de l'est à l'ouest, ainsi qu'une zone côtière à l'est, dans le département de l'Union.

Lors de leur offensive d'octobre, elles occupaient 17 villages du département du nord-est, le Morazan, qu'elles tiennent depuis 4 mois, et bien qu'elles n'occupent aucun chef-lieu, cette situation était l'un des motifs importants de tension au sein de l'armée du Salvador.

C'est pour cela qu'une nouvelle contre-offensive vient d'être déclenchée contre le département du Morazan regroupant 6 000 soldats, des hélicoptères, avions de transport et bombardiers A 37, 12 batteries de 105 millimètres. Il s'agit de la première contre-offensive importante depuis la crise du début janvier.

Dans cette opération, le FMLN a communiqué que les troupes du Honduras interviennent dans un mouvement « d'enclume » pour enfermer ses effectifs dans les zones frontalières quand se produisent des attaques des forces gouvernementales salvadoriennes.

S'il est certain que la crise qui gagne les clans de l'oligarchie salvadorienne est un facteur important de décomposition, il n'en reste pas moins que les offensives lancées sont meurtrières, même si souvent, comme par exemple dans le cas de celles qui ont été lancées pour récupérer la position occupée par la guérilla à 50 km de San Salvador, sur le volcan de Gazapa, elles se sont soldées par des échecs.

Il n'en est que plus urgent de développer l'action solidaire avec les masses du Salvador pour en finir avec la dictature sanglante.

J. Robles



Le colonel Ochoa, l'instigateur de la rébellion, est lié au major D'Aubuisson, dirigeant de l'ARENA et président de l'« Assemblée constituante ».

NICARAGUA

Déclaration de Javier M. (Tuto), Camilo G. et Dario Gonzalez, ex-membres de l'ex-coordination de la Brigade Simon Bolivar

DURANT toute l'année 1982, au Nicaragua, les actions armées de la contre-révolution ont pris des formes de plus en plus larges et de plus en plus agressives. Des dizaines de militants sandinistes ont été assassinés par des groupes d'ex-gardes somozistes qui pénètrent au Nicaragua à partir des camps qu'ils occupent sur le territoire du Honduras.

La « contra » (1) cherche à établir des bases d'appui dans le pays, dans le département de Celaya et la région de la minorité des Miskitos. Ce qui, immédiatement après la défaite de Somoza, n'était autre qu'une œuvre de harcèlement exercée par les restes d'une armée détruite, acquiert maintenant la signification de fer de lance d'une contre-offensive générale contre la révolution nicaraguayenne qui est impulsée par l'impérialisme nord-américain, avec le soutien des armées et des gouvernements de la région, en combinaison avec la bourgeoisie nicaraguayenne.

La défaite du gouvernement sandiniste n'est pas seulement un objectif proclamé par Reagan

depuis la campagne électorale en 1980. Pour le département d'Etat, « normaliser » la situation en Amérique centrale suppose l'écrasement du soulèvement armé au Salvador et au Guatemala, et cela implique avant tout la lutte par tous les moyens possibles pour que la révolution nicaraguayenne soit isolée et ensuite défaite. Le cours suivi par la lutte des classes, la rupture de la bourgeoisie nicaraguayenne avec le Conseil d'Etat et avec le gouvernement de reconstruction nationale, la défense sandiniste de leurs droits d'indépendance nationale, la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, tout cela forme une situation intolérable pour l'impérialisme et la bourgeoisie de la région et conduit dans cette mesure à des tensions qui vont être de plus en plus grandes.

Une guerre civile généralisée en Amérique centrale n'est pas une simple perspective. Le Pentagone est en train d'entraîner, d'armer et de diriger en partie l'armée du Honduras pour faire d'elle un gendarme de la région. La dictature fascisante du Guatemala est aussi renforcée.

L'intervention conjointe de ces forces est apparue dans toute son ampleur dans les opérations réalisées contre la guérilla salvadorienne à la fin de l'année 1982. Dans la région de Morazan, près de 10 000 hommes de l'armée salvadorienne et 2 000 hommes de l'armée hondurienne ont agi de façon coordonnée.

L'escalade impérialiste contre la révolution nicaraguayenne met à l'ordre du jour la plus large solidarité internationaliste. Nous qui avons été les principaux responsables de l'activité de la Brigade Simon Bolivar sur le front sud, au moment de l'offensive finale contre Somoza, nous avons considéré nécessaire de faire cette déclaration en raison de la gravité de la situation mais aussi pour exprimer notre rejet de la prétention de certains de reconstruire actuellement une brigade « bolivarienne » ou quelque chose dans ce style, liée de quelque manière à Eden Pastora.

Eden Pastora a rempli son rôle révolutionnaire dans le front sud et c'est lui qui a facilité le lien entre de nombreux internationalistes, dont

les membres de la Brigade Simon Bolivar. Sa position a maintenant changé, il a adopté une politique qui entre dans le jeu de la contre-révolution et dans les plans de la bourgeoisie nicaraguayenne dirigée par Robelo. S'appuyant sur son passé, Pastora agit au Costa Rica et en Amérique centrale comme oppositional soi-disant démocratique au gouvernement sandiniste et, aux côtés d'autres ex-dirigeants du FSLN, il fait un travail qui ne sert que les ennemis de la révolution. Des individus qui ont été liés aux brigades internationales et qui se sont heurtés à la direction sandiniste tendent à se regrouper autour de Pastora (en particulier au Costa Rica et au Panama).

La perspective de graves conflits dans la région et la menace de guerre contre le Nicaragua nous obligent à condamner ouvertement toute tentative d'utiliser l'expérience des brigades internationales dans une direction qui ne soit pas la défense inconditionnelle de la révolution et de ses conquêtes ou qui ne résulte pas d'activités disciplinées aux orientations pratiques données

par le FSLN pour affronter l'agression. En ce qui nous concerne, la Brigade Simon Bolivar a été dissoute en 1979, nul ne peut désormais se prétendre son porte-parole, et moins encore pour des attitudes sectaires ou aventuristes ou pour faire le jeu d'Eden Pastora.

La lutte en Amérique centrale exige et exigera de multiples formes de soutien internationaliste contre l'agression impérialiste. Nous sommes les partisans les plus enthousiastes de son impulsion.

Par cette prise de position, nous nous joignons à l'appel aux organisations ouvrières, démocratiques et anti-impérialistes pour déployer à l'échelle internationale le soutien décidé envers ceux qui, au Nicaragua et en Amérique centrale, affrontent l'oppression et l'agression.

Javier M. (Tuto), Camilo G., Dario Gonzalez, ex-membres de l'ex-coordination de la Brigade Simon Bolivar.

(1) Contre-révolution.

CRISE DANS LE GOUVERNEMENT SILES SUAZO

L'Altiplano au bord de la révolution

La récente décision du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) de sortir de la coalition politique au pouvoir en Bolivie depuis la chute de la dictature du général Garcia Meza, l'UDP (Union démocratique populaire), est un premier résultat visible des tensions auxquelles est soumis l'actuel gouvernement.

L'UDP a été constituée par le MNRI (Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche), le MIR et le PCB (Parti communiste bolivien) qui sont les principales organisations politiques de masse. La COB (Centrale ouvrière bolivienne) qui organise majoritairement la classe ouvrière et qui, de toute l'histoire de la lutte des classes en Bolivie, a joué un rôle politique important, est en dehors du gouvernement, malgré les sollicitations de Siles Suazo. Le conflit avec le MIR marque l'éclatement des contradictions internes du gouvernement de l'UDP, un gouvernement de type front populaire qui est arrivé au pouvoir à partir de la mobilisation des masses et d'une grève générale.

Le caractère bourgeois de ce gouvernement de type front populaire n'annule pas le fait que son installation au pouvoir procédait d'une victoire des masses exploitées et opprimées de Bolivie.

Depuis le 17 juillet 1980, le jour du coup d'Etat du général Garcia Meza, la résistance du mouvement des masses à la dictature ne s'est jamais arrêtée, empêchant que la junte militaire arrive à stabiliser sa domination. Les hésitations du gouvernement des Etats-Unis à reconnaître le régime de Garcia Meza pendant plusieurs mois après le coup d'Etat reposaient sur le fait que l'impérialisme ne croyait pas en la capacité de la junte militaire d'anéantir la résistance de la classe ouvrière, étant donné les rapports de force entre les classes en Amérique latine et l'extrême fragilité politique du régime militaire mis en place à La Paz.

L'évolution de la situation politique en Bolivie depuis le coup d'Etat de 1980 est la manifestation particulière d'une évolution de l'ensemble de la situation mondiale, s'exprimant plus directement en Amérique latine par l'affaiblissement de plusieurs régimes dictatoriaux en fonction du développement des mobilisations de masse, sous l'impulsion de l'aggravation des conditions misérables de vie des larges masses exploitées et opprimées.

La précipitation des événements à partir de la guerre des Malouines, la dislocation de la dictature militaire

en Argentine, les développements ultérieurs en Amérique latine de la crise économique mondiale ont fini par enlever à la dictature bolivienne toute possibilité de se maintenir face au mouvement grandissant des masses.

L'entrée en fonction de Siles Suazo

A la suite d'un processus d'expansion des mouvements de grève dans les mines et des « marches de la faim » contre le gouvernement, le 16 septembre 1982 la COB appelle à une grève générale illimitée, exigeant la démission de la junte militaire et la remise du pouvoir à Siles Suazo, le président élu en 1980 et empêché de prendre possession de son poste par le coup d'Etat. Le lendemain du déclenchement de la grève générale, la junte militaire annonce qu'elle décide de convoquer le Congrès national dissous par le coup d'Etat et d'abdiquer après la désignation d'un nouveau gouvernement par le Congrès national rétabli. Après cette décision de la junte militaire, la direction de la COB appelle à la suspension de la grève générale. Néanmoins, contre la décision des dirigeants de la COB, la grève continue pendant plusieurs jours, exprimant par là la combativité extraordinaire du mouvement ouvrier bolivien et sa volonté acharnée de ne pas suspendre sa mobilisation avant que l'objectif du combat ne soit complé-



Meeting de masse lors du retour en Bolivie de Siles Suazo le 8 octobre 1982.

tement atteint. Le 5 octobre, le Congrès national décide d'inviter Siles Suazo à prendre possession de son poste de président, auquel il avait été élu. Et le 10 octobre, à La Paz, plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés devant le « Palacio quemado » (la maison du gouvernement) pour acclamer l'entrée en fonction du président Siles Suazo.

Cette victoire du mouvement des masses exprime de façon contradictoire la force de la classe ouvrière, qui a réussi, en dépit de tous les régimes militaires qui se sont succédés en Bolivie, à maintenir debout une centrale syndicale indépendante : la COB. La continuité de l'organisation de la classe ouvrière a permis la survie des traditions de lutte depuis la révolution de 1952, qui a démantelé l'Etat bourgeois. Et cette même continuité a été un important facteur dans la constitution de l'Assemblée populaire, le premier soviet en Amérique latine, au moment de la crise révolutionnaire de 1971.

Le renversement de la junte militaire de Garcia Meza par une grève générale a renforcé l'organisation de la classe ouvrière en Bolivie. Il s'agit là d'une situation révolutionnaire où la présence d'un mouvement ouvrier puissant est un élément constitutif fondamental des rapports politiques existant sous l'actuel gouvernement.

Siles Suazo est le chef du MNRI, parti issu d'une scission du MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire), le parti nationaliste qui a été au pouvoir à la suite de la révolution de 1952 jusqu'au coup d'Etat militaire de 1964.

Aussitôt que Siles Suazo prend le pouvoir, il est pris par les contradictions de sa politique de défense de l'ordre bourgeois sous la domination impérialiste, en même temps qu'il est obligé de faire des concessions aux masses pour essayer de sauvegarder ses propres bases politiques.

L'UDP n'a pas la majorité de députés au Congrès national ; néanmoins, face à la force du mouvement ouvrier, les partis bourgeois majoritaires cherchent à s'appuyer sur l'UDP pour essayer de stabiliser

la situation politique et faire passer à travers ce gouvernement les mesures d'austérité économiques exigées par l'impérialisme. En même temps, les partis bourgeois majoritaires gardent leurs forces au Congrès national pour les faire valoir au moment le plus favorable.

La Bolivie a une dette extérieure de 3,8 milliards de dollars (environ 120 % de la valeur de l'exportation annuelle). Préoccupé par le paiement de cette dette et par les conditions posées par les banquiers internationaux pour concéder de nouveaux crédits, le gouvernement met en œuvre ce qu'il appelle un « programme populaire », dont les éléments principaux sont : l'interdiction des importations, sauf pour les aliments, les médicaments et les matériaux nécessaires à l'industrie ; l'annulation des impôts d'importation sur la matière nécessaire à la production agricole ; la baisse des impôts pour ceux qui ont des bas salaires ; l'établissement de la cogestion ouvrière dans les mines et dans l'entreprise pétrolière de l'Etat ; une augmentation générale des salaires qui ne donne aux travailleurs qu'environ un tiers de ce qu'ils ont perdu pendant la dernière année de la dictature. Pour résoudre le problème du marché noir, qui s'est beaucoup développé avec la pénurie actuelle, des comités de défense de l'économie populaire ont été formés.

Les éléments fondamentaux de ce « programme populaire » correspondent d'une part à des aménagements avec la montée du mouvement des masses (cogestion dans les entreprises de l'Etat, comités de défense de l'économie populaire), et d'autre part à une recherche visant à être d'accord avec les recommandations du FMI (Fonds monétaire international), en particulier la limitation de l'augmentation des salaires à un niveau très éloigné de la perte du pouvoir d'achat subie par les salariés pendant la dictature.

Un des principaux points d'appui de cette politique est l'appareil stalinien, qui a deux ministères dans ses mains : le ministère du Travail et le ministère des Mines et de la Métallurgie, deux postes clés pour essayer de maintenir sous contrôle le mouvement ouvrier.

Des contradictions qui se développent

Le conflit avec le MIR, qui avait six ministres dans le gouvernement, exprime la dislocation provoquée dans l'UDP par sa propre politique, en même temps qu'il répond à la recherche, par le gouvernement, d'un nouvel équilibre politique à partir de la substitution au MIR de partis bourgeois, plus valables pour donner à l'impérialisme les « garanties » demandées dans la négociation de la dette extérieure bolivienne. Est significatif le fait que, dans cette situation, le gouvernement n'a pas les mêmes contradictions avec le PCB. Le gouvernement Siles Suazo, qui s'appuie sur une classe ouvrière dont le poids politique s'est fortement accru avec le renversement de la dictature, ne peut pas se passer, dans l'actuelle situation révolutionnaire, du soutien direct de l'appareil stalinien dans le ministère du Travail.

Etant donnée l'impossibilité de satisfaire en même temps les besoins du capital et des masses exploitées, les contradictions internes du gouvernement Siles Suazo ne cessent de se développer. Il est impossible d'accomplir les directives de l'impérialisme pour « redresser l'économie » sans refuser de satisfaire les revendications des masses.

Face à cette situation, la COB, les masses boliviennes se dressent comme un obstacle à l'application des plans du FMI. De même, face à la politique de déférence aux nouveaux chefs « constitutionnalistes » de l'armée, le mouvement ouvrier, par sa mobilisation pour garantir les libertés démocratiques conquises, constitue une menace.

Les événements de septembre-octobre 1982 en Bolivie et la situation révolutionnaire qui s'est créée à partir de la chute de la junte militaire aggravent l'instabilité pour les dictatures d'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et du Chili, et sont un élément qui fait mûrir les conditions politiques vers une situation révolutionnaire d'ensemble en Amérique du Sud. L'issue des combats entre les classes qui sont en cours en Bolivie ont, dans ce cadre, une importance fondamentale.

Gilberto Avelino.



Siles Suazo.

Mexique

Mexique

Nationalisation de la banque : pour qui ?



Nous publions dans ce numéro un article du camarade Telesforo Nava, dirigeant de la LS (Liga Socialista), organisation mexicaine qui, avec la LOM (Ligue ouvrière marxiste), fait partie de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». Cet article, écrit en octobre 1982, n'intègre pas, bien évidemment, des développements qui ont pris place depuis. *Tribune internationale - La Vérité* reviendra dans ses prochains numéros sur la situation au Mexique dans ses rapports avec l'économie mondiale.

« Il ne fait aucun doute que la nationalisation de la banque est devenue un événement important dans l'histoire du Mexique. Le débat que cette mesure a déchaîné traverse implicitement et explicitement le problème central de son caractère de classe, et donc le contenu et la dynamique que l'Etat lui donne comme instrument de politique économique.

Nous cherchons dans le présent article à tirer au clair ce caractère de classe, c'est pourquoi nous rappellerons, même si c'est sommairement, l'axe de la politique économique suivie par l'actuel gouvernement, y compris le renforcement de la banque privée. Nous analyserons les facteurs qui permettent d'expliquer pourquoi le gouvernement a dû assumer la décision de décréter le contrôle des changes total et la nationalisation de la banque, rompant ainsi l'idylle apparemment inaltérable qu'il avait nouée avec les barons de la banque et des finances, en particulier l'utilisation idéologique de celle-ci que fait le régime politique. »

confiance absolue dans les décisions qu'est en train de prendre le gouvernement fédéral, ce sont les meilleures possibles dans les circonstances, et je considère que ceux qui dirigent la politique financière du pays ont les capacités, l'expérience, l'intégrité morale et le patriotisme les plus grands dont dispose le Mexique. » (12).

Cette déclaration a été prononcée alors qu'existait déjà un contrôle partiel des changes et que les dépôts en dollars ne pouvaient être retirés qu'en monnaie nationale. Mais cela n'empêchait pas de continuer à faire confiance à un gouvernement qui leur avait tout donné... jusqu'au pays.

Une rupture au bénéfice des intérêts de l'ensemble de la classe dominante

sance élevés, pendant que d'autres restaient en arrière.

Dès 1980, des signes ont commencé à apparaître qui annonçaient les débuts d'une crise économique. Cette année-là est apparue, manifeste, la décélération du secteur manufacturier et, pour la première fois depuis des dizaines d'années, son expansion a été inférieure à celle de la production totale, affectant ainsi l'ensemble des branches qui le composent.

Pour 1981, la situation était très difficile ; l'extraction du pétrole elle-même s'est vue affectée, passant d'une croissance de 32,7 % en 1980 à 21,1 % en 1981 (13). Cela a été fondamentalement dû à la réduction de la demande internationale et à la baisse qu'a connue le prix de cet hydrocarbure sur le marché international.

Ainsi, même le poids de l'investissement a commencé à retomber sur le secteur public parce que l'investissement privé tendait à se contracter. Par exemple, pour 1979, ce dernier a augmenté de 17,8 % et pour 1980 sa croissance n'a été que de 13,1 % (14).

marges brutes une sérieuse (15). Ainsi, sont pas le de leur production augmentati ont compté des prix dir

D'autre p d'intérêts c qui le rend tés économ avec le gli dollar et a sans contré trouvé que productif, dont les re et rapides, financière s

Pour la l logique du sens d'inve miques qui long terme récupérer ment, et, fa se révélaie ainsi de

Nationalisation de la

Les bénéficiaires et les sacrifiés de la politique économique du gouvernement Lopez Portillo

À U début de son mandat, Lopez Portillo s'est prononcé en faveur de l'« unité nationale » et pour une « alliance par la production » comme formules pour « retrouver la sérénité » et « stimuler la production et la capacité d'investissement ». En accord avec les diktats du FMI (Fonds monétaire international), il s'est proposé de reconstruire l'économie contrôlée par le grand capital, aussi bien national que multinational, en cherchant à lui rendre confiance en son pouvoir économique et en lui assurant de juteux profits.

La politique économique mise en place durant ce mandat de six années qui arrive à son terme, a été confrontée à la crise et n'a pu être relancée qu'en utilisant le levier fondamental de l'accroissement de l'exploitation des travailleurs, même si cela devait amener un grand nombre de leurs secteurs à des conditions ne leur permettant pas de survivre. L'autre pilier de la relance a été constitué par l'accroissement accéléré de l'exploitation et de l'exportation de pétrole.

Blocage des salaires et hausse des prix

La recommandation du FMI de maintenir les hausses de salaires à des niveaux réduits, le gouvernement de Lopez Portillo l'a traduite dans la politique des plafonnements salariaux : pour 1977, la barre a été fixée à 10 %, à 12 % pour 1979, et pour 1980 elle a été de 13 %.

Toute négociation ou révision salariale devait être contrainte à ce cadre, en particulier durant les trois premières années. Pour ceux qui ont prétendu dépasser cette espèce de frontière salariale, cela a impliqué brisages de grèves, emprisonnements et refus de reconnaître les directions syndicales élues démocratiquement.

Pour donner un exemple de cette politique, il suffit de rappeler la répression contre les travailleurs du Mont-de-Piété, contre ceux de Loreto et de Pena Pobre, contre les mineurs de La Caridad.

Aux plafonnements salariaux s'est ajoutée la hausse accélérée du coût de la vie. Durant 1976, l'inflation, selon l'Indice national des prix au consommateur, a été de 19,8 %, elle est passée en 1977 à 18,9 % et pour 1978 et 1979 à 17,5 % et 18,2 % respectivement (1).

Face à cette montée des prix en flèche, dont y compris les dirigeants au Congrès du travail assuraient qu'elle était supérieure à ce qui était déclaré par les sources officielles, les salariés ont été pieds et poings liés, les plafonnements salariaux les empêchant de se défendre.

Ceux qui se sont chargés de lier les mains des travailleurs, de mettre en place ce blocage des salaires, ce sont les bureaucrates syndicaux, plus connus sous le nom de « charros » dans notre pays, opération pour laquelle ils ont compté sur le soutien répressif de l'Etat.

La hausse du coût de la vie a été si accélérée que par exemple, dans la zone métropolitaine de la vallée de Mexico, entre janvier 1977 et juillet 1978, le coût de la vie a augmenté de 36 %, alors que le salaire minimum a augmenté de 12,7 %, ce qui a représenté une baisse du niveau de vie des ouvriers de 17 % dans la même période.

Pour l'année suivante, de juillet 1978 à juillet 1979, le coût de la vie a augmenté de 16,9 % pendant que les salaires minimum augmentaient de 14,4 %.



Manifestation ouvrière à Mexico. Sur la banderole, on lit : « Libre syndicalisation des travailleurs des banques ! »

En prenant pour base janvier 1977, le niveau de vie des ouvriers dans la région citée est tombé de 19 % pour juillet 1979 (2).

Mis à part le blocage des salaires et l'intense hausse des prix, les travailleurs ont connu des impôts plus lourds, ce qui a entraîné pour eux une baisse de leurs salaires, qui a donc contribué à réduire leur pouvoir d'achat.

« Du point de vue de la distribution fonctionnelle du revenu, la taxe d'imposition sur les salariés a été, dans la majeure partie des années considérées, supérieure à celle qui revenait aux non-salariés et aux entreprises, redistribuant des revenus disponibles en faveur de ceux-ci et réduisant relativement plus le déficit des non-salariés et des entreprises que celui des salariés. » (3).

Un autre aspect de la politique économique qui a fait chuter les conditions d'existence des travailleurs est constitué par la réduction des dépenses publiques, en particulier de celles destinées à ce qu'on appelle le « développement social ».

Education, Sécurité sociale, etc., ont été sérieusement affectées, et la population aux revenus les plus faibles connaît un enseignement de moindre qualité et des maladies plus importantes.

Suivant les diktats du FMI de ne pas engager de personnel dans une proportion supérieure à 2 % de celui déjà existant, les officines gouvernementales ont licencié des milliers de travailleurs. Dans l'industrie, le chômage a été plus aigu. Il a frappé avec une virulence particulière l'industrie de la construction, l'automobile, les textiles et la chaussure.

Le chômage est devenu si grave qu'on estime qu'en juin 1978 près de 19,4 millions de personnes étaient en condition d'être employées, mais en réalité 88 % seulement l'étaient, alors que 45 % étaient sous-employées, qui, ajoutées aux chômeurs, totalisaient 57 % de la population économiquement active, soit 11 millions de personnes (4).

La politique économique de Lopez Portillo, mieux connue sous le nom de « plan d'austérité », a affecté l'ensemble des travailleurs aussi bien ouvriers qu'employés et couches de la petite bourgeoisie salariée. Sans aucun doute, ceux qui ont été le plus touchés par l'austérité ont été ceux qu'on appelle les sous-employés, ceux qui ne comptent pas sur des revenus fixes ou sur un contrat qui leur donne un minimum de sécurité.

Il en a été de même pour des travailleurs qui perçoivent des salaires inférieurs au minimum légal et qui ne bénéficient pas de l'organisation syndicale nécessaire à la défense de leur niveau de vie.

Croissance des profits

Cependant, pendant qu'on assénait aux travailleurs la vie chère, les plafonnements salariaux, le chômage, la réduction des dépenses publiques destinées à des œuvres sociales, etc., les grandes entreprises ont joui d'une prospérité inusitée, reflétée dans la croissance de leurs ventes et surtout de leurs profits.

Sur un échantillonnage de 82 entreprises enregistrées à la Bourse des valeurs, nous observons qu'en 1977, au moment où les travailleurs ont subi le plafonnement de 10 % des salaires et l'inflation de 28,9 %, les entreprises tournées vers la sidérurgie ont augmenté leurs ventes, par rapport à 1976, de 44,7 % et leurs profits de 421 % ; celles des pièces détachées ont augmenté leurs ventes de 37,2 % et leurs impôts sur le revenu de 264 % ; les mines ont augmenté leurs ventes de 65,5 % et leurs profits de 159,2 %.

Parmi les industries, celle qui a le moins augmenté ses profits, c'est celle consacrée aux biens de consommation avec 69 %, ce qui représente une bonne quantité mais qui s'est réduite dans les années suivantes, ce qui, sous une certaine forme, reflète la sévère compression du niveau de vie des travailleurs (5).

Outre les plafonnements salariaux, les surcharges de travail, une infinité de subventions, le gouvernement de Lopez Portillo a mis en place une série de politiques complémentaires qui ont garanti la croissance inouïe des profits du capital. Ainsi, par exemple, il a été décidé que les finances publiques absorberaient les pertes occasionnées par la dévaluation de 1976, raison pour laquelle le gouvernement Portillo a autorisé que les pertes enregistrées au change soient déductibles à la fin du paiement de l'impôt sur la rente, ces pertes pouvant être amorties sur une période de cinq années à partir de 1977.

Les entreprises se sont également vues autorisées à réévaluer leur actif afin d'adapter leur structure financière aux conditions créées par la dévaluation, et ainsi augmenter notablement leurs coûts de production.

En première conclusion, nous pouvons noter que l'« unité nationale » et l'« alliance par la production » ont été concrétisées par une politique économique destinée à faire en sorte que les travailleurs prennent en charge le pesant fardeau de la crise économique, en même temps qu'on a créé une sorte de serre très protégée qui offre pleines garanties de croissance au grand capital, comme en témoignent les grands profits obtenus.

L'âge d'or de la banque mexicaine

Les années fastes du boom pétrolier peuvent très bien être considérées comme la période de plus grande prospérité de la banque privée mexicaine. Tendait à profiter de l'essor d'industrialisation sans cesse annoncé par le gouvernement, la banque a reçu tout le soutien du gouvernement pour adapter sa structure organisationnelle à la nouvelle situation.

Pour cette raison, en 1978, le gouvernement mexicain a réformé la loi générale d'institutions de crédits et d'organisations auxiliaires, pour laquelle il a autorisé la formation de la banque multiple. Par cette réforme, il a également dégagé la voie vers la centralisation du capital bancaire et sa pleine fusion avec le capital industriel et commercial. De cette façon, la banque multiple est devenue pour le capital bancaire ce qu'est le « holding » pour le capital industriel, si ce n'est sur un plan supérieur dans la mesure où elle impulse par tous les moyens le développement du capital financier.

Cette restructuration bancaire n'était pas un phénomène mexicain, mais faisait partie du projet de modernisation que connaissait la banque au niveau international. Même si la banque multiple fonctionnait depuis des décennies en Allemagne (avant d'être fédérale), ce fut au cours des années 1960 qu'elle a commencé à être adoptée dans les autres pays industrialisés d'Europe.

Aux Etats-Unis, ces changements se sont développés à la fin des années 1970 et au début des années 1980, leur point de départ se place dans la promulgation du Holding Bank Act en 1973, qui a signifié la mort de la vieille banque spécialisée d'origine anglo-saxonne.

Avec les réformes de 1978, le gouvernement mexicain et le grand capital bancaire prétendaient réaliser l'organisation bancaire qui se mettait en place au niveau mondial, afin que la banque mexicaine aussi puisse rivaliser avec la banque internationale.

De même au Mexique, avec les réformes de 1978, ce fut la fin du vieux système de banque spécialisée et on est passé à celui de la banque multiple qui s'est immédiatement matérialisée dans la centralisation de banques financières, hypothécaires, et d'une autre série d'entreprises qui fournissaient des services annexes.

Ce processus a accéléré en même temps l'interpénétration entre le capital bancaire, le capital industriel et le capital commercial. De cette façon, la nouvelle banque, hormis le fait qu'elle articulait les différentes formes du capital,

Nous publions dans ce numéro un dirigeant de la LS (Liga Socialista LOM (Ligue ouvrière marxiste), fait international de reconstruction) », n'intègre pas, bien évidemment, depuis. Tribune internationale - LOM numéros sur la situation au Mexique mondiale.

« Il ne fait aucun doute que la nationalisation est un événement important dans l'histoire de la mesure d'un déchainé traverse implicite de son caractère de classe, et l'Etat lui donne comme instrument. Nous cherchons dans le présent article c'est pourquoi nous rappellerons, m politique économique suivie par l'a force de la banque privée. Nous tent d'expliquer pourquoi le gouvernement a décrété le contrôle des changes trop rompant ainsi l'idylle apparentement barons de la banque et des finances, de celle-ci que fait le régime politique

a commencé à fournir une infinité de services qui lui étaient fermés auparavant.

Sur 243 banques qui existaient dans le pays en 1976, il n'en restait que 63 en 1981. Moins de banques, mais ayant une force relativement supérieure à celle détenue auparavant, ce qui peut être apprécié par le fait que l'actif de cette banque est passé de 256 000 millions de pesos à 3 billions de pesos dans la même période (6).

Satisfait des résultats, le ministre des Finances, David Ibarra Munoz, déclarait à la Convention bancaire de 1980 que « la faiblesse et les risques des petites organisations financières appartiennent au passé » (7). En effet, la nouvelle génération de banquiers se trouvait renforcée à cause de la politique du gouvernement de Lopez Portillo et recueillait déjà les fruits de cet appui.

Mais, comme il arrive toujours dans les processus de centralisation du capital, ce ne sont que quelques entreprises qui parviennent réellement à accumuler entre leurs mains la grande puissance économique. Il en a été de même pour la banque multiple. Très peu nombreux sont ceux qui ont concentré entre leurs mains aussi bien le capital que les prestations de services et, bien sûr, les profits.



Le président mexicain Lopez Portillo.

banque : pour qui ?

article du camarade Telesforo Nava, organisation mexicaine qui, avec la partie de « IV^e Internationale (Centre Cet article, écrit en octobre 1982, des développements qui ont pris place Vérité reviendra dans ses prochains dans ses rapports avec l'économie

alisation de la banque est devenue un e du Mexique. Le débat que cette ment et explicitement le problème cen- l'oc le contenu et la dynamique que de politique économique.

à tirer au clair ce caractère de classe, même si c'est sommairement, l'axe de la tuel gouvernement, y compris les r- s analyserons les facteurs qui permet- nement a dû assumer la décision de al et la nationalisation de la banque, inaltérable qu'il avait nouée avec les en particulier l'utilisation idéologique e. »

Les deux « grands »

A la tête de la nouvelle banque, se sont placés les deux grands oligopoles bancaires : Bancomer et Banamex, suivis, bien sûr à une distance très prudente, par Serfin, Comermex et Somex, cette dernière étant une banque mixte, bien que, comme cela a été démontré lors de la dernière spéculation financière sur les changes, son comportement ait été le même que celui des autres. Suivant ces très grandes banques, viennent les petites banques qui, dans l'ensemble, forment la majorité absolue.

Pour le 31 mai de cette année, Banamex et Bancomer contrôlaient 46,55 % de l'actif total de la banque multiple et, ajoutés à Serfin, Comermex et Somex, cinq banques monopolisaient 74,36 % de ces actifs (8).

Sur les dépôts à terme brassés par la banque multiple pour le mois de juin, les deux géants avaient 47,57 %, et avec les trois autres, à eux cinq, ils comptaient 72,36 % de ces dépôts. En ce qui concerne les comptes d'épargne contrôlés par la banque multiple, Bancomer et Banamex en accaparaient 58,81 % et les cinq mentionnés auparavant brassaient 79,46 % de l'argent des comptes d'épargne (9).

On a le même rapport de la puissance de ces banques au niveau des profits obtenus par la banque multiple. Pour juin de cette année, Bancomer et Banamex en ont empoché 58,25 % et, avec Serfin, Comermex et Somex, elles ont absorbé 78,51 % de tous les profits obtenus par la banque multiple (10).

Il est intéressant d'observer comment le passage de la banque spécialisée à la banque multiple a aussi amené à un accroissement inouï des profits. De 1977 à 1981, par exemple, les profits de Bancomer ont augmenté de 1 299,08 %, ceux de Serfin de 1 500,48 % ; dans la même période, ceux de Comermex et de Banamex ont augmenté de 1 385,78 % et 953,22 % respectivement (11).

Toute l'information fournie auparavant amène à la conclusion selon laquelle, avant la nationalisation, le gouvernement de Lopez Portillo s'est efforcé de créer les meilleures conditions pour que les banquiers connaissent leur âge d'or. Toute la puissance obtenue par la banque multiple mexicaine qui a installé 27 succursales à l'étranger, son imbrication avec le capital industriel et commercial qui a conduit les banques à contrôler une multitude d'entreprises, comme c'est le cas de Bancomer et de Banamex qui ont sous leur égide respectivement 111 et 150 entreprises, tout cela a été obtenu par la politique favorable du gouvernement qui s'achève.

L'harmonie entre le gouvernement et les magnats de la banque et des finances était telle que le président de l'Association des banquiers, Carlos Abedrop, quinze jours avant la nationalisation, ne se gênait pas pour déclarer : « J'ai une

confiance absolue dans les décisions qu'est en train de prendre le gouvernement fédéral, ce sont les meilleures possibles dans les circonstances, et je considère que ceux qui dirigent la politique financière du pays ont les capacités, l'expérience, l'intégrité morale et le patriotisme les plus grands dont dispose le Mexique. » (12).

Cette déclaration a été prononcée alors qu'existait déjà un contrôle partiel des changes et que les dépôts en dollars ne pouvaient être retirés qu'en monnaie nationale. Mais cela n'empêchait pas de continuer à faire confiance à un gouvernement qui leur avait tout donné... jusqu'au pays.

Une rupture au bénéfice des intérêts de l'ensemble de la classe dominante

Entre ce qui semblait être une inaltérable lune de miel entre le gouvernement Lopez Portillo et les barons du capital et des finances, s'est interposé le développement d'une crise d'une ampleur inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale.

sance élevés, pendant que d'autres restaient en arrière.

Dès 1980, des signes ont commencé à apparaître qui annonçaient les débuts d'une crise économique. Cette année-là est apparue, manifeste, la déclatation du secteur manufacturier et, pour la première fois depuis des dizaines d'années, son expansion a été inférieure à celle de la production totale, affectant ainsi l'ensemble des branches qui le composent.

Pour 1981, la situation était très difficile ; l'extraction du pétrole elle-même s'est vue affectée, passant d'une croissance de 32,7 % en 1980 à 21,1 % en 1981 (13). Cela a été fondamentalement dû à la réduction de la demande internationale et à la baisse qu'a connue le prix de cet hydrocarbure sur le marché international.

Ainsi, même le poids de l'investissement a commencé à retomber sur le secteur public parce que l'investissement privé tendait à se contracter. Par exemple, pour 1979, ce dernier a augmenté de 17,8 % et pour 1980 sa croissance n'a été que de 13,1 % (14).

Aux problèmes que commençait à connaître l'économie mexicaine, se sont ajoutés l'établissement des taux d'intérêts élevés sur le marché financier international, la réduction des importations faites par les pays impérialistes et la chute internationale du prix du pétrole.

marges brutes de profit, mais aussi à une sérieuse accélération de l'inflation (15). Ainsi, les profits des entreprises ne sont pas le résultat d'une augmentation de leur productivité, mais de la facile augmentation des prix pour laquelle ils ont compté sur la politique de libération des prix dirigée par le gouvernement.

D'autre part, profitant des hauts taux d'intérêts qui renchérisent l'argent et qui le rendent prohibitif pour les activités économiques normales en liaison avec le glissement de la parité peso-dollar et avec un marché des changes sans contrôle, les maîtres du capital ont trouvé que ce qui était beaucoup plus productif, c'étaient les investissements dont les remboursements étaient faciles et rapides, en particulier la spéculation financière sur les changes.

Pour la logique du capital, qui est la logique du profit, cela n'avait pas de sens d'investir dans des activités économiques qui donnaient leur rendement à long terme et qui ne permettaient pas de récupérer immédiatement l'investissement, et, face à la nouvelle situation, ne se révélaient pas les plus sûres, faisant ainsi de la spéculation l'activité la plus rentable.

A la situation à laquelle était confrontée l'économie mexicaine et à la spéculation financière et sur les changes, s'est ajoutée la fuite précipitée des capitaux et la « dollarisation » des dépôts dans le système bancaire. Ces derniers, selon le

Il est certain, comme l'affirme le président dans son dernier rapport, que les banquiers ont joué un rôle primordial dans la spéculation et dans la fuite des capitaux, et qu'ils en sont les principaux bénéficiaires dans la mesure où ils contrôlent les mécanismes de la banque et des finances ; mais il est certain aussi que, comme l'ont dénoncé constamment des revues et des journaux d'audience nationale, les autres groupes d'entreprises et des fonctionnaires gouvernementaux de l'équipe de Lopez Portillo ont participé à ce processus.

Mais si les patrons du capital et les fonctionnaires gouvernementaux ont pu faire cela, c'est parce qu'existaient les instruments légaux que leur a fournis le régime politique mexicain.

Ce qui a vraiment mis le secteur industriel au bord de la faillite, c'est que cette spéculation-« dollarisation »-fuite de capitaux a entraîné le manque de capitaux pour l'activité productive. Avec de hauts taux d'intérêts dans le système financier international, et avec un marché des changes sans contrôle, on ne pouvait stimuler l'activité industrielle avec des bas taux d'intérêts, parce que cela aurait automatiquement représenté des dividendes moindres pour les épargnants, lesquels choisiraient de faire sortir leurs capitaux à l'étranger, là où on continue à payer des taux d'intérêts élevés.

De même, la grande puissance que les banquiers ont acquise grâce à la banque multiple et à son rapport avec le capital financier international faisait qu'il était difficile au gouvernement d'imposer une politique qui dicte vraiment les priorités de flux du crédit.

Et, en même temps, il était aussi difficile d'éviter la spéculation financière et la fuite de capitaux qui, bien que de manière plus modérée, pouvait se continuer grâce à une infinité de subterfuges qu'on peut utiliser en ayant le contrôle de la banque et des relations internationales. De même, on courrait le risque que les banquiers ne favorisent un puissant marché noir de devises.

Changer quelque chose pour que tout reste en place

En justifiant la nationalisation de la banque et l'établissement du contrôle des changes, le président de la République, dans son dernier rapport, a donné la finalité de ces dispositions, et il en a défini par là le caractère de classe. Ainsi, il nous dit que « cette crise, dont nous avons dit que c'était une crise financière et de trésorerie, menace déjà sérieusement la structure productive... La production, accablée par les résultats des phénomènes extérieurs (...) et par la façon dont on a traité nos propres ressources, ne trouve pas le moyen de se financer. Elle s'asphyxie. Pour la sauver, nous avons besoin de toute la concentration possible des moyens (...). »

Nous ne pouvons pas continuer à risquer que ces ressources soient acheminées par les mêmes canaux qui ont conduit d'une façon si dynamique à la très grave situation que nous connaissons.

Nous devons nous organiser pour sauver notre structure de production et pour lui donner les moyens financiers d'aller vers l'avant ; nous devons faire cesser l'injustice du cercle vicieux fuite des capitaux-dévaluation-inflation qui porte préjudice à tous, en particulier au travailleur, à l'emploi et aux entreprises qui l'engendrent. » (17).

Il ne pouvait pas être plus clair : en vue du profit du système dans son ensemble, peu importe de léser un secteur de capitalistes. Ce qui est fondamental pour le gouvernement, c'est de sauver le système économique actuel, de refaire partir en avant l'économie de l'ensemble des capitalistes, car le rôle du régime politique et de l'Etat est de défendre les intérêts de la classe dominante.

(Suite page 12)



Manifestation ouvrière à Mexico. Sur la banderole, on lit : « Refus total du FMI ! Echelle mobile des salaires ! »

Et c'est précisément dans ces périodes critiques que les tensions s'aiguisent non seulement entre les classes antagoniques, mais que, y compris, il se présente des frictions sérieuses entre des secteurs de la classe dominante en ce qui concerne la politique à suivre pour affronter la crise.

En même temps, c'est dans ces périodes que l'Etat doit assumer avec la plus grande rigueur sa fonction de défenseur des intérêts de l'ensemble de la classe dominante, peu importe si cela affecte transitoirement l'intérêt de tel ou tel groupe.

L'intérêt de l'ensemble de la classe dominante doit se situer au-dessus de l'intérêt mesquin d'une fraction dont les actions peuvent mettre en danger l'existence du système lui-même. C'est dans ce contexte de la présente crise que nous devons mettre l'accent sur le comportement des patrons du capital, en particulier des grands banquiers qui ont été expropriés.

Nous devons en premier lieu nous rappeler que le boom pétrolier a imprimé un développement trop inégal à l'activité économique. Des branches industrielles comme celle du pétrole, celle de la construction, celle des biens durables et celle des biens d'investissement ont enregistré des taux de crois-

La baisse d'entrée de devises dans le pays ainsi que le manque de liquidités n'ont pas tardé à se faire sentir à l'économie mexicaine.

Le pays le plus endetté du monde

La diminution de devises par l'exportation de pétrole a affecté directement les finances publiques. Le gouvernement, au lieu de réunir des ressources au travers d'une réforme fiscale qui grèverait comme il se doit le capital et les grands profits, a décidé de recourir au facile expédient de la dette extérieure, ce qui a fait du Mexique le pays le plus endetté du monde, avec une somme qui dépasse les 85 000 millions de dollars.

Parallèlement, avec le boom pétrolier et tout le soutien du gouvernement, la bourgeoisie mexicaine a cherché une croissance accélérée de ses profits grâce aux faciles mécanismes de l'évaluation des prix et de la spéculation financière et sur les taux de change.

Si nous observons le rapport entre les prix à la consommation et les coûts directs de production, nous voyons que depuis 1977 la croissance des premiers a dépassé celle des seconds, ce qui a conduit à une augmentation importante des

VI^e rapport présidentiel, s'élevaient à 12 000 millions de dollars.

Le même rapport présidentiel évalue la sortie de capitaux à 22 000 millions de dollars ; 14 000 millions de dollars en comptes bancaires récents à l'étranger et premiers versements de biens immeubles acquis au sud des Etats-Unis. On a d'autre part recensé une dette privée non enregistrée pour liquider des hypothèques, pour couvrir les frais d'entretien, les impôts, d'environ 17 000 millions de dollars supplémentaires, qui s'ajoutent bien sûr à la dette extérieure du pays.

Le total de ces quantités « équivaut à la moitié des passifs totaux que possède actuellement le système bancaire mexicain et environ les deux tiers de la dette publique et privée du pays. » (16).

La spéculation, la fuite des capitaux et la « dollarisation » de l'économie mexicaine ont été accentuées par la vague de rumeurs qui ont envahi le pays, et qui provenaient des plus puissants sommets du grand capital, afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte les politiques qui lui étaient indiquées, ainsi que pour influencer sur la désignation du nouveau gouvernement et sur la structuration de la future politique à développer dans les six prochaines années.

Nationalisation de la banque : pour qui ?

(suite de la page 11)

A tel point que les entreprises contrôlées par la banque et qui, selon le décret de nationalisation, devaient être aussi nationalisées, seront, cela a déjà été annoncé, rendues aux anciens banquiers ; ce qui est en discussion, c'est la façon dont cela sera fait et en attendant le moment politique le plus opportun. **Changer quelque chose pour que tout reste en place.**

Avec le contrôle des changes et la nationalisation de la banque, l'Etat concentre entre ses mains les moyens pour affronter la crise économique dans une meilleure position. Mais cependant, les mesures sont limitées. Par exemple, par le contrôle des changes, ce n'est que partiellement qu'on arrête la fuite des capitaux puisqu'on ne contrôle pas les ressources que les multinationales continueront à emporter par divers mécanismes. **Pour résoudre ce problème, il faudrait nationaliser les entreprises qui, sous une forme ou sous une autre, sont sous le contrôle de multinationales,** mais cela, il est clair que l'actuel régime politique ne va pas le faire.

nale que l'énorme dette extérieure contractée envers elle sera payée ; ce qui laisse un répit au système financier impérialiste qui a subi des soubresauts en raison des problèmes auxquels sont confrontés ses pays débiteurs, parmi eux le Mexique.

On cherche par ces mesures à ce que le système capitaliste se sorte le mieux possible de la présente crise et conserve la force suffisante pour affronter les assauts de la lutte des classes, produit des mobilisations que sans aucun doute les travailleurs réaliseront en défense de leur niveau de vie face à la mise en place de sévères plans d'austérité destinés à tenter de faire à nouveau porter le poids de la crise actuelle sur les épaules des salariés.

Vie chère, plafonnement des salaires, chômage, réduction des dépenses publiques destinées aux œuvres sociales, en un mot exploitation et misère plus grandes sont déjà présentes et tendront à s'aggraver. Les accords avec le FMI sont sur le point d'être signés et cet organisme financier de l'impérialisme dictera une politique économique plus austère pour les travailleurs. De même

Les effets politiques de la nationalisation de la banque

Bien que la bourgeoisie financière ait été sévèrement frappée, elle n'a pas été liquidée. Il est possible que la bourgeoisie bancaire disparaisse en tant que telle tant qu'on ne lui rendra pas les banques, et qu'on ne lui offrira pas non plus de demi-issue via la banque mixte.

En revanche, la bourgeoisie financière et avec elle le capital financier ne sont pas circonscrits aux banques, nous en avons l'exemple dans les grands groupes financiers comme Alfa, Visa, Ica, Cremi-Penoles, Groupe Chihuahua, etc., dont l'axe n'est pas la banque, car celle-ci, celle qu'ils contrôlaient, était bien plutôt une des parties de leur capital, pas même la plus importante, qu'ils utilisaient en particulier comme canal de crédit vers les entreprises du groupe.

De cette façon, la bourgeoisie financière n'est pas liquidée, elle est plus

renforcer. La comparaison sans cesse ressassée entre cette nationalisation et l'expropriation pétrolière de 1938 n'a pas seulement pour but de reverdir les lauriers nationalistes déjà fanés dont Lopez Portillo prétend ceindre son front, mais aussi d'injecter une vie nouvelle à ce régime sexagénaire.

Soudain, des organisations qui se réclament de la gauche, des organisations qui se disent représentantes de secteurs syndicaux et populaires, ont oublié le caractère bourgeois du gouvernement actuel et de son régime politique, et même de l'Etat, auxquels ils tentent de découvrir des vertus qu'ils n'ont pas, en prétendant qu'on retrouve enfin la veine radicale révolutionnaire de 1910, et autres choses de ce genre.

Du jour au lendemain, on a oublié que le gouvernement actuel a été l'auteur et l'artisan des plans économiques de misère et de répression. Et de la même manière, on oublie aussi que c'est ce régime politique qui a assassiné Ruben Jaramillo, qui a réalisé le massacre du 2 octobre 1968 et du 10 juin 1971. C'est le même régime des prisons clandestines et des centaines de disparus. Enfin, on oublie que ce sont le régime politique et l'Etat bourgeois qui, par le feu et par le sang, ont imposé les intérêts des grands patrons.

Un gouvernement bourgeois

Quiconque se réclamant de la défense des intérêts des travailleurs ne peut soutenir un gouvernement bourgeois et rester conséquent vis-à-vis des principes qu'il dit défendre. Faire une apologie du régime politique et de l'Etat comme le font le PSUM (18) et d'autres organisations, appeler à des alliances avec de prétendus secteurs progressistes du PRI (19) et de la bourgeoisie, c'est en fin de compte s'atteler au char de la démagogie nationaliste-populiste impulsée par le PRI, et collaborer au renforcement du régime politique.

C'est tardivement, alors que le pays a déjà été pillé par les spéculateurs exportateurs de devises que la banque a été nationalisée et qu'a été implanté le complet contrôle des changes. Ainsi, on a frappé un secteur important de la bourgeoisie mexicaine en lui ôtant le contrôle d'une activité économique aussi importante : la banque.

Pour cela même, nous défendons la nationalisation de la banque, face à toute tentative des banquiers et de leurs autres alliés du patronat pour la récupérer ou pour au moins obtenir une négociation plus favorable sur l'indemnisation. La banque ne doit pas retourner aux mains des banquiers.

Mais ce qui vient d'être dit n'implique aucun, pas le moindre soutien politique à ce gouvernement patronal et impérialiste qui remet les ressources naturelles du pays, comme le pétrole, aux mains de l'impérialisme nord-américain. Ce même gouvernement prétend payer les banquiers, les indemniser.

Comme cela a été dit par la Ligue socialiste, les travailleurs n'ont aucune raison de soutenir ce gouvernement ; leurs intérêts entrent en lutte avec la vie chère et le chômage, pour la démocratie et l'indépendance syndicales, pour la libération des prisonniers politiques et pour qu'apparaissent les disparus.

Les travailleurs doivent aller vers le renforcement non pas du régime bourgeois mais de leurs organisations de classe qui sont en train de forger les armes pour le combat contre les nouveaux plans d'austérité et de répression.

Avec tout son appareil de propagande, le gouvernement tente de détourner l'attention des travailleurs de leurs problèmes réels ; malheureusement, il existe des organisations se réclamant des travailleurs qui jouent son jeu. La nationalisation en elle-même et contrôlée par un régime bourgeois ne va pas résoudre les problèmes des travailleurs.

La nationalisation doit être accompagnée d'autres mesures qui permettent

réellement d'avancer dans une réorientation de la vie économique : que les banquiers ne soient pas indemnisés ! Qu'on ne leur rende pas non plus les entreprises qu'ils contrôlaient par le biais de la banque et qu'elles soient plutôt utilisées maintenant au bénéfice des travailleurs, comme cela peut très bien être fait avec celles qui sont consacrées au bâtiment ! Que la banque reste sous le contrôle des travailleurs pour pouvoir veiller à ce que le crédit soit dirigé vers des industries et des commerces qui tendent à soulager les graves problèmes que connaît la population aux revenus faibles.

De même, qu'on refuse de reconnaître la dette extérieure contractée par la banque ainsi que la totalité de la dette extérieure ! Et que Lopez Portillo respecte aussi sa promesse de faire connaître la liste des spéculateurs exportateurs de devises ! Qu'ils passent en jugement et qu'on les oblige à rendre au pays ce qu'ils ont emmené !

Sans qu'il soit nécessaire d'être devin, nous pouvons prédire que le régime politique actuel ne les mettra pas en place. Pour avancer dans cette dynamique, il est une condition indispensable : que les travailleurs et les paysans pauvres instaurent un gouvernement qui soit le leur, qui réponde à leurs intérêts et non pas à ceux des capitalistes, comme le gouvernement actuel.

Octobre 1982, Telesforo Nava



Manifestation populaire à Mexico.

La nationalisation de la banque place entre les mains de l'Etat la possibilité de réorienter les circuits du crédit selon les priorités de production qu'il considérera utiles. En même temps, grâce à elle et au contrôle des changes, il a déjà baissé les taux d'intérêts qui sont perçus aux entreprises, sans la peur d'un marché des changes sans contrôle qui permette la fuite des capitaux.

Ainsi, avec la nationalisation, il ôte aux banquiers toute possibilité de continuer, par divers subterfuges, la spéculation financière, et y compris même la fuite des capitaux et le marché noir des devises.

Le FMI dicte la politique de l'impérialisme

En un mot, le régime est en train de recréer les conditions pour le meilleur développement du capital et le nivellement du taux de profit. A la diminution du coût du crédit s'ajoute la mise en place de dollars préférentiels qui seraient remis à certaines entreprises pour payer leurs dettes extérieures et importer les machines, les pièces de rechange et les matières premières dont elles ont besoin.

Parallèlement, avec la nationalisation, on garantit à la banque internatio-

que dans la crise passée, FMI et gouvernement en place assureront de juteux profits aux chefs d'entreprises en même temps qu'ils feront tomber en chute libre le niveau de vie des travailleurs.

Jusqu'où le régime mexicain pourrait-il réellement appliquer à nouveau une sévère politique d'austérité, nous le verrons. Déjà, les travailleurs s'organisent en marge des syndicats contrôlés par le charisme, ils discutent de la politique et des plans d'activité pour affronter les attaques du gouvernement et des chefs d'entreprise.

Ainsi, par exemple, s'est constitué le Front national contre l'austérité et pour la défense du salarié. C'est pourquoi, à la différence de la crise passée, qui a surpris les travailleurs désorganisés en raison de la défaite du FNAP (Front national d'action populaire), qui a impliqué l'écrasement de la Tendance démocratique des électriciens et un puissant revers pour le STUNAM (Syndicat des travailleurs de l'université nationale autonome de Mexico), aujourd'hui les travailleurs n'ont pas subi de défaite récente et ont plutôt réalisé des mobilisations importantes comme celle de l'enseignement qui leur a permis de se renforcer politiquement et organisationnellement. Dans ce sens, le développement de la lutte des classes aura la parole dans un proche avenir.

vivante que jamais, le seul problème, certes délicat, est que la banque leur a été ôtée, mais ils chercheront tout de suite d'autres mécanismes pour surmonter le problème qu'implique la perte de celle-ci.

Mais même si la nationalisation de la banque a été un coup puissant porté au groupe le plus puissant de la bourgeoisie mexicaine, ce pour quoi la mesure est positive, cela ne veut pas dire qu'il y ait une rupture dans le régime politique, et encore moins dans l'Etat. Bien au contraire, le régime bourgeois profitera de la conjoncture actuelle pour se renforcer et tentera de renverser le cours de l'usure dont il faisait déjà preuve, ce qui s'est reflété dans les dernières élections.

Dans ce sens, sur le plan politique, la nationalisation de la banque joue un rôle de première ampleur, et le régime lui-même le démontre par l'utilisation politique qu'il en fait. Ce régime est conscient du fait que dans les dernières années sa légitimité aux yeux des masses s'est érodée, qu'elle a été remise en cause dans une série de mobilisations qui, bien que dispersées, montrent la disposition à la lutte de secteurs importants de travailleurs.

C'est ainsi que le régime politique imprègne la mesure économique de nationalisation de la banque d'une très habile démagogie populiste-nationaliste, par laquelle il cherche à recouvrer la légitimité perdue et à se

(1) Banamex, *Le Mexique en chiffres*, Mexico 1980.
 (2) Alvarez Alejandro, *Récit développement du mouvement ouvrier au Mexique*, dans *Recherche économique* vol. XXXVIII, n° 150, octobre-décembre 1979. Revue de la faculté d'Economie, UNAM, pp. 325-326.
 (3) Aceituno Gerardo, *Les ressources du secteur public : tendances récentes*, dans *Economie mexicaine*, n° 2, CIDE, Mexico 1981, p. 173.
 (4) Labra Armando, *Mexique : 1980 et après*, dans *Economie et politique dans le Mexique actuel*, Terra Nova, Mexico 1980, p. 33.
 (5) Alcocer Eduardo et Alcocer Jorge, *Le comportement des bénéfices dans le secteur de monopole financier de l'économie mexicaine : 1977-1979*, dans *La crise est-elle derrière nous ?*, faculté d'Economie, UNAM, Mexico 1980. Index statistique.
 (6) Ramirez Carlos, *Les banques, avec son argent, s'emparent de la nation*, dans *Proceso*, n° 305, 6 septembre 1982.
 (7) Idem.
 (8) Commission nationale de banque et d'assurances, *Bulletin d'indicateurs financiers de la banque multiple privée et mixte*, mai 1982.
 (9) *Négoces et banques*, n° 611, 15 août 1982, supplément financier.
 (10) Idem.
 (11) Alcocer Jorge, *Le pouvoir du capital financier : notes de conjoncture*, dans *Economie pétrolière*, faculté d'Economie, UNAM, Mexico 1981, Index statistique ; et *Analyses économique pour la conduite d'entreprises*, vol. XVIII, n° 799, 6 septembre 1982.
 (12) *Négoces et banques*, p. A31.
 (13) Banque de Mexico SA, rapport annuel 1981, Mexico, février 1982.
 (14) Garcia Magdalena, *La marche de l'économie en 1980*, dans *Economie pétrolière*, index statistique.
 (15) Variations de pourcentages :
 1977 1978 1979 1980
 prix au consommateur 28,9 17,5 18,2 26,3
 coûts directs de production 26,8 14,6 12,5 19,5
 retardés (*)
 (*) Moyenne pondérée des coûts, retardés d'un trimestre, de la main-d'œuvre, des aliments, des matières premières, des combustibles et de l'énergie.
 CIDE, *L'évolution récente et les perspectives de l'économie mexicaine*, dans *Economie mexicaine*, n° 3, Mexico 1981, p.6.
 (16) Lopez Portillo, José, VI Rapport de gouvernement, UNO más UNO, supplément, 3 septembre 1982.
 (17) Idem.
 (18) PSUM : PC mexicain.
 (19) PRI : Parti révolutionnaire institutionnel, le parti bourgeois au pouvoir.

A PROPOS DES ELECTIONS AUX CONSEILS REGIONAUX DU 20 FEVRIER

Déclaration du Groupe trotskyste antillais

POUR battre la coalition UDF-RPR, pour élire une majorité prenant toutes les mesures répondant aux besoins du peuple martiniquais, nous appelons à voter PPM, le parti le mieux à même de battre l'UDF-RPR aux prochaines élections !

Le 20 février, Martiniquais, Guadeloupéens et Guyanais, sommes convoqués pour élire des conseils régionaux.

Ces conseils régionaux ont été créés sur l'injonction directe du Conseil constitutionnel qui, auparavant, s'était opposé aux lois instituant des assemblées uniques.

A quelques semaines de ces élections, c'est avec préoccupation que les peuples de Martinique, Guadeloupe et Guyane constatent : les élections se succèdent, les « réformes » ou tentatives de réforme se succèdent, mais la démocratie la plus élémentaire n'est pas respectée.

Assemblées uniques hier, conseils régionaux aujourd'hui. Les décisions sont prises ailleurs, partant de calculs qui tous visent au même objectif : comment empêcher les peuples des Antilles-Guyane de prendre en main leurs propres affaires pour faire face aux dramatiques problèmes qui les assaillent. Comment maintenir la dépendance coloniale.

Assemblées uniques hier, conseils régionaux aujourd'hui : ces institutions n'ont aucun autre pouvoir que celui de gérer des budgets d'austérité fixés à l'avance par le gouvernement en place.

Le gouvernement actuel, en créant des institutions qui ne font que perpétuer la situation antérieure, a pris une très grave responsabilité : celle de conduire à une situation explosive.

Voudrait-on cacher cela qu'on n'y arrivera pas : avec un conseil régional comme celui constitué sur propo-

sition gouvernementale, ce seraient les mêmes de toujours qui continueraient à imposer leur pouvoir, leur politique de destruction de l'économie de nos pays (préfets, administration coloniale, conseil général, ...).

Et quel homme, quelle femme responsables, pourraient affirmer que le maintien au pouvoir des mêmes ne conduira pas inéluctablement à l'explosion ?

Le GTA rappelle dans sa déclaration la situation chaque jour plus dramatique des masses antillaises, comme conséquence du pillage impérialiste que le gouvernement voudrait perpétuer, notamment celle des jeunes et des agriculteurs :

Tout avenir semble interdit à la jeunesse qui, souvent rejetée massivement dès 16 ans d'un système scolaire inadapté, se voit de plus en plus interdire la voie de l'émigration, vu la croissance du chômage en France (plus de 2 millions de chômeurs). L'émigration antillaise en France risque de plus en plus de subir le sort de l'émigration antillaise en Angleterre : racisme exacerbé, répression sauvage.

Les jeunes agriculteurs désireux de s'installer se voient interdire l'accès aux terres agricoles ; celles-ci, par le biais d'organismes fonciers véreux où les acheteurs et vendeurs sont les mêmes gros propriétaires terriens, étant bradées à des fins non agricoles.

Comment rompre avec une telle situation ?

Comment construire une économie répondant aux besoins de la majorité, sans en finir avec le pouvoir de la minorité coloniale qui en tire profit ? Comment, sans que les peuples des Antilles-Guyane aient la possibilité de se gouverner eux-mêmes et prendre toutes les mesures qui leur sembleront nécessaires ?

Nous pensons qu'aujourd'hui, personne, aucun parti se réclamant des intérêts de nos peuples ne peut se soustraire à l'obligation d'œuvrer dans le sens de la seule issue possible : celle conduisant nos peuples à déterminer librement toutes les mesures à prendre pour répondre à la dramatique situation de l'heure.

Est-il possible de trouver au plus vite une issue dans cette voie ? Nous disons oui !

Pour le GTA, elle passe par le combat commun, uni, pour des institutions issues de la volonté souveraine de nos peuples.

Ce combat serait grandement favorisé par le surgissement d'une majorité issue de la défaite de la coalition UDF-RPR aux prochaines élections.

En conséquence, le GTA prend la position suivante par rapport aux prochaines élections :

- La division entretenue systématiquement et se concrétisant par l'existence de 6 listes se réclamant des intérêts locaux s'oppose à la première exigence vers une issue favorable : celle de la défaite aux prochaines élections de la coalition UDF-RPR, représentants directs des pilliers impérialistes et des békés.

- Aujourd'hui, à quelques semaines des élections, on ne peut que constater : cette division subsiste et tend même à s'accroître.

- Alors, selon nous, la position responsable de ceux qui n'ont pas d'intérêts différents de ceux du peuple martiniquais ne peut être que la suivante :

Contre la division : toutes les voix doivent se concentrer sur le PPM, le parti le mieux à même de battre la coalition UDF-RPR !

C'est pour œuvrer dans ce sens que nous nous adressons à tous nos compatriotes.

Ainsi, autour du vote PPM, nous œuvrerons à la constitution d'une majorité dont le respect du verdict populaire exigera d'elle que, sans se tenir à un autre critère que celui du mandat souverain qui lui aura été confié par le peuple martiniquais, elle prenne toutes les mesures et les décisions que la situation exige :

Réquisition des entreprises qui licencient !

Confiscation des subventions octroyées aux patrons qui, sous prétexte d'embaucher, licencient !

Plan d'embauche des travailleurs en fonction de la demande d'emploi locale !

Non aux discriminations d'âge, de race, de sexe ! A travail égal, salaire égal !

Règlement immédiat de la question agraire !

Confiscation des terres des grands propriétaires saboteurs de l'agriculture locale et redistribution gratuite de la terre à ceux qui la travaillent !

Respect de toutes les libertés démocratiques !

Libération des prisonniers politiques guadeloupéens : Max Safrano et Virginie Tom !

Que la majorité PPM et des partis se réclamant des intérêts du peuple martiniquais prenne tous pouvoirs de réorganiser l'économie locale dévastée, en fonction des intérêts de la population laborieuse en s'appuyant sur l'active mobilisation de celle-ci !



Des affiches d'A. Césaire, président du PPM.

ETATS-UNIS

Tom Kerry, dirigeant du SWP, est décédé

LE 8 janvier 1983, Tom Kerry est mort à Los Angeles, à l'âge de 81 ans. Militant trotskyste depuis 1934, Tom Kerry a tenu une place importante dans la construction du Socialist Workers Party, occupant différents postes de direction et demeurant membre du Comité politique du SWP jusqu'en 1975.

Tom Kerry naquit à Boston en 1901 ; il était le fils d'émigrants irlandais. Il passe sa jeunesse à Chicago où il est attiré par le mouvement contre la guerre, puis enthousiasmé par la révolution russe. De 1916 à 1920, il est membre de l'organisation de jeunesse du Parti socialiste des Etats-Unis, la YPSL (Young People Socialist League). Ce sera sa première expérience politique.

Après 1920, il se détourne pour un temps de l'activité politique et exerce divers métiers.

Pendant la grande dépression, il est attiré par le PC américain. Mais les calomnies contre Léon Trotsky (dont il se souvient comme l'une des grandes figures de la révolution

russe qui le passionna) le repoussent : il refuse d'adhérer.

En 1934, à l'issue d'une réunion publique, il achète *The Militant*, le journal trotskyste, discute et décide de devenir membre du « Workers Party » (organisation formée par la fusion de l'organisation trotskyste, la « Communist League of America » et l'« American Workers Party » créé par des éléments syndicalistes sous la direction de A. Muste).

Puis, il se rend en Californie pour seconder Cannon. C'est lui qui prend contact avec Harry Lundberg, le dirigeant du Sailors Union of the Pacific, syndicat des gens de mer qui s'intitulera ensuite Seafarers International Union. Harry Lundberg est l'un des syndicalistes « lutte de classe » (« progressistes » comme on dit aux Etats-Unis) avec lesquels les trotskystes noueront une alliance contre les stalinien au sein des syndicats. Tom Kerry lui-même devient marin et compte parmi les organisateurs du syndicat. Il n'en sera chassé que lors de la vague de réaction maccarthyste, après 1950.

En 1938, lors de la fondation du Socialist Workers Party, il est élu membre du Comité national. Parmi les responsabilités qu'il assumait à ce titre, rappelons qu'il fut secrétaire d'organisation à New York et à Los Angeles, secrétaire national d'organisation ainsi que rédacteur en chef de *International Socialist Review*, la publication théorique du SWP.

En 1944, en pleine guerre impérialiste, alors que James P. Cannon et d'autres dirigeants du SWP sont emprisonnés pour leur combat contre la guerre impérialiste, c'est lui qui remplace James P. Cannon.

La vie militante de Tom Kerry illustre la place que le SWP, par son combat pour l'indépendance de classe mené comme organisation trotskyste, tient dans l'histoire même du mouvement ouvrier américain. Elle témoigne aussi de l'importance qu'a eue le SWP dans l'histoire de la IV^e Internationale. Tom Kerry qui, d'emblée, s'était rangé aux côtés de Trotsky et de Cannon dans la lutte contre le courant liquidateur et révisionniste de Schachtman et de Burnham, fut

aussi l'un des dirigeants du SWP les plus conscients de ce que représentaient pour la IV^e Internationale les positions de Michel Pablo. S'étant associé à la « lettre ouverte » de James P. Cannon de novembre 1953, dénonçant le caractère liquidateur du « pablisme », il fut aussi avec Cannon un partisan de la réunification de 1963. Pour sa part, il y voyait une justification comme étape d'une lutte contre le révisionnisme. Mais il ne voyait toujours, comme solution à la crise de la IV^e Internationale, que la réunification dans un seul cadre international des forces fondant effectivement leur activité sur la base du programme de la IV^e Internationale : les militants du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI) qui ont eu l'occasion de discuter avec lui peuvent témoigner de l'intérêt passionné qu'il portait à la possibilité de surmonter la crise de la IV^e Internationale sur une base de principes.

C'est en parfait accord avec les principes qui avaient guidé toute sa vie militante que Tom Kerry, dans les dernières années de son exis-

tence, toujours militant du SWP bien que l'âge et la maladie aient limité son activité, prenait sans équivoque position pour les courants s'opposant à la politique d'abandon du programme de la IV^e Internationale et d'adaptation au stalinisme de l'actuelle direction du SWP.

Le Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » rend hommage à Tom Kerry dont toute la vie militante a été consacrée au combat pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat américain, sur la base du programme de la IV^e Internationale, des principes qui incarnent les enseignements du marxisme à notre époque, ceux du trotskysme.

Il associe à cet hommage la mémoire de Carolyn Kerry, décédée en 1980, la compagne de Tom Kerry, dont la vie se confond également avec la construction du SWP et qui avait également rejoint l'organisation trotskyste américain en 1939.

N. Moreno dissout le PST argentin

UNE grave crise a éclaté dans ce qui reste de l'organisation internationale constituée par Moreno après la rupture avec « IV^e Internationale (Comité international) » et qui porte le nom de Ligue internationale des travailleurs (LIT).

Cette crise constitue en réalité l'aboutissant de la scission perpétrée par N. Moreno voilà presque deux ans, et de son caractère ouvertement liquidateur. Le détonateur est aujourd'hui la décision de la fameuse « direction extérieure du PST argentin » de dissoudre le PST.

Un rappel des faits

Prétextant des divergences avec le PCI (France), N. Moreno et quelques-uns de ses partisans dans d'autres pays (Espagne, Brésil, Mexique, Venezuela, etc.) ont procédé à la rupture avec « IV^e Internationale (Comité international) ». Rapidement cependant, les véritables motivations du refus de toute discussion organisée et de la scission sans principes sont apparues clairement : N. Moreno imposait au PST et à la LIT une politique de soutien à la dictature militaire sous prétexte de défendre l'Argentine contre l'agression impérialiste de la Grande-Bretagne (voir Tribune internationale N° 5).

La nouvelle position imposée par N. Moreno consistait à abandonner le mot d'ordre de : A bas la dictature ! (« Ce serait faire le jeu de l'impérialisme »), le combat pour l'apparition en vie des disparus, et à avancer la nécessité de l'union

nationale avec les militaires dans cette conjoncture. La « justification » (sic) était la guerre des Malouines.

« Vive le socialisme... avec la dictature militaire »

La guerre est finie, et son issue a eu pour conséquence l'approfondissement de la crise de la dictature militaire et la déstabilisation de la propre hiérarchie des forces armées. Les mobilisations des masses avant, durant et après la guerre ont approfondi le développement de la crise en créant une situation explosive qui peut déboucher rapidement sur une crise révolutionnaire ouverte.

N. Moreno porte une autre appréciation totalement différente : « Nous ne voyons aucune possibilité immédiate de coup d'Etat, ni de fermeture de l'actuelle étape de légalité et d'élections (...) Nous ne voyons aucune possibilité immédiate d'authentiques grèves générales et de grandes luttes du mouvement ouvrier avec des caractéristiques insurrectionnelles ou semi-insurrectionnelles (...) Nous pensons fermement que l'étape qui s'est ouverte va être une expression déformée de la lutte des classes parce qu'elle va passer essentiellement par les élections et par l'utilisation de la légalité et non par de puissants chocs entre les classes » (Projet de document national, 15.9.82).

Quelques semaines après, la grève générale convoquée par les deux CGT a lieu avec 95 % de grévistes et tout le pays est paralysé, suivie de la manifestation des parents des dis-

parus qui défient pendant plusieurs heures l'interdiction policière et occupent la place de Mai, suivie enfin de la manifestation de masse convoquée par tous les partis politiques (à l'exception remarquable du PST qui appelle les travailleurs à ne pas y participer) devant la maison du gouvernement, fin décembre.

Mais le principal problème n'est pas là. Le prétendu diagnostic de N. Moreno cherche en réalité à servir de justification à l'abandon, cette fois définitif, du mot d'ordre de : A bas la dictature ! Il s'agit de considérer cette tâche comme étant déjà réalisée et c'est pourquoi l'éventuelle participation électorale n'est pas considérée comme un instrument de la mobilisation révolutionnaire des masses pour en finir avec la dictature.

Pour Moreno, en revanche :

« La nouvelle étape de légalité et des élections exige de nous que nous avancions un nouveau mot d'ordre central pour l'agitation électorale. Ce mot d'ordre doit être plus ou moins le suivant : Pour une Argentine socialiste, sans patrons ni généraux ! (...) Nous cessons en même temps d'avancer comme mot d'ordre immédiat celui de : A bas la dictature ! » (idem).

Comme on le voit, le « socialisme » de la « direction extérieure du PST » n'exige pas d'avancer, comme le crient des centaines de milliers de manifestants en Argentine : « La dictature militaire va finir », au contraire, il s'agit d'un « socialisme » qu'il serait erroné de caractériser comme réformiste ou démocratique, mais plutôt comme

inféodé à l'accord avec le régime assassin.

Maintenant, dissoudre le PST

Pour appliquer cette orientation, il y a cependant un obstacle : le PST lui-même. Constitué comme organisation trotskyste et avec une tradition de lutte contre la dictature, le PST, son existence, sont contradictoires avec la « direction extérieure » et sa politique de capitulation devant les militaires. Il faut faire disparaître le PST.

A un moment où tous les partis agissent librement, ouvrent des locaux et sortent leur presse, Moreno repousse tout combat pour arracher la légalité du PST sous son nom ou sous un autre et ordonne de dissoudre le PST, en contribuant au lancement d'une nouvelle organisation.

Le caractère de cette nouvelle organisation, appelée MAS (Mouvement vers le socialisme) est donné par le document que nous citons et qui affirme : « Il s'agit de faire un front ou un parti non révolutionnaire, réformiste. »

La mise en pratique de cette orientation se traduit par la dissolution de toutes les instances du PST et la disparition de sa presse, remplacées par un groupe à prétention social-démocrate qui défend publiquement la social-démocratie internationale et le PSOE espagnol en particulier (quel « radicalisme » que celui de Moreno qui accusait, il n'y a pas si longtemps, le PCI de s'adapter à la social-démocratie).

Evidemment, toute cette orientation a été imposée au PST sans être discutée par les militants argentins, sans congrès et sans que cela soit discuté dans la LIT elle-même (organisation « basée sur le centralisme démocratique »).

La LIT a été mise au frigidaire, son journal a été supprimé, ses « fameuses » campagnes ont été abandonnées, et remplacées par un gigantesque combat de sa direction (Moreno lui-même) pour que les dirigeants des différentes sections se servent moins du téléphone. Une bien triste fin.

La direction de la « Gauche socialiste » du Chili, organisation affiliée à la LIT, doit elle-même affirmer : « Tout nous amène à conclure que le SI a remplacé l'objectif voté à la conférence de janvier de construire la LIT comme embryon de l'Internationale révolutionnaire de masse, par celui de la construction d'un grand parti réformiste en Argentine. »

Les militants du PST qui s'opposent à cette liquidation ont commencé à être expulsés et cela arrivera aussi certainement dans les groupes et organisations de la LIT qui se sont prononcés contre le cours anti-trotsky de N. Moreno. La « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » sera à leurs côtés dans le combat pour la défense du caractère trotskyste du PST d'Argentine.

Luis Favre,
20 janvier 1983

NOTE DE LECTURE

A propos du livre d'Amnon Kapeliouk « Sabra et Chatila : enquête sur un massacre »

LE petit livre d'Amnon Kapeliouk (1) (journaliste israélien) rapporte avec la précision d'un procès-verbal de police les événements qui ont précédé et suivi les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila.

L'enquête minutieuse est fondée sur le témoignage de dizaines d'Israéliens civils et militaires devant la commission d'enquête judiciaire israélienne et de la presse internationale.

« Ce qu'il faut détruire, nous le détruirons »

Dès le 13, Sharon avait obtenu des Etats-Unis que la force multinationale, venue organiser la dispersion des combattants palestiniens de Beyrouth, quitte le Liban dix jours avant l'expiration de son mandat.

Et l'occupation elle-même de Beyrouth n'a pas soulevé l'inquiétude des Américains qui manifestent « une large compréhension à l'égard des motifs qui ont poussé Israël à pénétrer dans Beyrouth-ouest » (p. 31).

Dès l'entrée dans la capitale, le général Eytan déclare : « Nous allons nettoyer Beyrouth-ouest, ramasser toutes les armes, arrêter les terroristes, exactement comme nous l'avons fait à Saïda et à Tyr et partout ailleurs au Liban. Nous retrouverons tous les terroristes et leurs chefs. Ce qu'il faut détruire, nous le détruirons. » (p. 21).

C'est dans le cadre de ce plan

qu'a été organisée l'opération conduisant au carnage des réfugiés.

Les faits sont accablants.

Le plan d'occupation et de contrôle des camps palestiniens par les phalanges a été mis au point le mercredi 15 à 3 h 30 et le feu vert donné le 16 à 15 heures par Sharon lui-même.

Les forces libanaises ont été sélectionnées : milices du parti Kataeb (phalanges de Bechir Gemayel) et « Tigres » de Chamoun, miliciens d'extrême-droite des « Gardiens du cèdre... », « une racaille organisée... qui s'est rendue coupable de cruautés abominables » (Yedioth Aharonoth, le quotidien le plus lu en Israël). Miliciens et chefs, dont le sinistre Hobeika, lié à la CIA et au Mossad israélien, ne dissimulent pas leurs intentions.

Tous savaient

Dès l'entrée des phalanges dans les camps, le massacre commence et « il durera sans interruption quarante heures », et cela devant les Israéliens qui « se trouvent à 200 mètres du principal lieu de tuerie ».

Le jeudi 16, aux informations de minuit, la radio de l'armée annonce que « l'armée a décidé que les opérations de nettoyage de Sabra et Chatila seront confiées aux phalanges... Cette information est reprise dans les bulletins diffusés vendredi à 1 heure et 2 heures. Après, on n'en entendra plus parler. » (p. 58).

Tout le monde savait donc : Begin, Sharon et Eytan qui, le vendredi, relance le carnage, les dirigeants arabes, français et staliniens qui captent toutes les radios, comme les Américains qui demanderont « d'arrêter les opérations dans les camps » le 17, mais ne feront rien jusqu'au 18.

Au total, « il s'agit d'une opération préparée et menée de sang-froid » (p. 70) dans le but « d'interdire aux Palestiniens de s'organiser en tant que communauté nationale au Liban. Pour cela, il était nécessaire de détruire non seulement les maisons, mais aussi les diverses institutions palestiniennes (écoles, hôpitaux, locaux d'assistance sociale en tout genre) et de « vider » les populations de leurs mâles (des milliers d'hommes furent arrêtés et des milliers d'autres durent s'enfuir. » (p. 71).

Un réquisitoire accablant contre Begin-Sharon

L'intérêt du livre d'A. Kapeliouk tient d'abord à son caractère de réquisitoire accablant contre le régime Begin-Sharon. Il apporte aussi les preuves de ce que nous affirmions au moment même du massacre : « tous savaient ».

Son importance tient aussi au fait qu'il est un révélateur de la crise profonde qui a déchiré Israël à la suite de la guerre du Liban.

A. Kapeliouk prône l'utopique « coexistence » d'un Etat d'Israël « pacifique » à côté d'un Etat

« arabe » en Palestine. Parce qu'il se refuse à faire face à la réalité, au fait que l'existence de l'Etat d'Israël est incompatible avec les droits nationaux du peuple palestinien, il ne peut montrer comment de l'existence et de la défense de cet Etat procède la volonté d'aboutir à une « solution finale » dont Sabra et Chatila sont une tragique illustration.

Ce n'est donc pas dans son livre — ce qui n'ôte rien à l'importance du témoignage — que l'on peut trouver une analyse du fait que, non seulement « tous savaient », mais que « tous préparaient ».

Dans le cadre du plan Habib

En d'autres termes, une démonstration du fait que Sabra et Chatila ne constituent en rien un acte « aberrant », mais s'inscrivent dans la réalisation du plan Habib, initié par l'impérialisme américain, engagé avec le concours de la bureaucratie du Kremlin et l'appui des « Etats arabes » de la région.

Pas plus que, compte tenu de son point de départ, A. Kapeliouk n'est en mesure d'examiner la politique de la direction de l'OLP, les conséquences de sa dépendance à l'égard des gouvernements des pays arabes, le fait que, comme le soulignait la déclaration du Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » au lendemain des massacres :

« La réalité du plan Habib s'exprime dans les massacres de

Sabra et de Chatila. Le soutien inconditionnel de l'OLP face à l'Etat d'Israël et à l'impérialisme implique que soit posée la question de la responsabilité de sa direction dans l'acceptation du plan Habib.

Il ne s'agit pas de « reprocher » à la direction de l'OLP d'avoir quitté Beyrouth. Mais il est un fait : si des négociations avaient un sens, c'était pour négocier des garanties pour la population palestinienne du Liban. Or, aucune garantie n'a été donnée... »

Mais, au-delà même des intentions de l'auteur, ce que le reportage d'A. Kapeliouk rappelle, c'est ce que la résolution adoptée en juillet 1982 par la Conférence mondiale de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » résumait dans les termes suivants :

« La politique d'extermination physique de Begin est la seule réaliste du point de vue de l'impérialisme. Mais la politique d'extermination physique se heurte à la résistance révolutionnaire du peuple palestinien qui ne peut trouver une issue que dans la constitution de la nation palestinienne ».

M. Aklouf

(1) « Sabra et Chatila : enquête sur un massacre » : A. Kapeliouk, sabra né à Jérusalem, journaliste de la revue pacifiste New Outlook et du Monde, a déjà publié « Israël : la fin des mythes » (Albin Michel, 1975), un ouvrage essentiel pour comprendre la crise des institutions et de la société israélienne après la guerre de 1973.

Il y a 100 ans, mourait Karl Marx

Le 150^e anniversaire de la naissance de Marx (1968) a été l'occasion d'un déferlement de bavardages bourgeois et bureaucratiques dont l'organisme de coordination par excellence fut l'UNESCO. Heureusement, le mouvement révolutionnaire des masses a célébré cet anniversaire d'une manière plus authentique, notamment par la révolution politique en Tchécoslovaquie et la grande grève générale en France.

La commémoration, en 1983, du 100^e anniversaire de la mort de Marx s'accompagne de l'assaut révolutionnaire des masses, dans des pays comme le Nicaragua et le Salvador, et de nouveaux développements de la révolution politique dans un pays comme la Pologne. N'en déplaise aux bureaucrates stalinien et aux chefs réformistes, traîtres au socialisme et au marxisme, n'en déplaise aux politiciens et aux idéologues des bourgeoisies impérialistes et des bourgeoisies vassales, Marx est plus vivant que jamais dans l'esprit et dans le cœur de ceux qui participent à la lutte des classes et à la lutte pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire international.

1. Du radicalisme démocratique au communisme militant

Lorsque Marx était étudiant, entre 1835 et 1841, la Prusse demeurait un Etat monarcho-féodal dans lequel la noblesse constituait la classe dominante, en bénéficiant de l'appui de l'Eglise luthérienne et de divers moyens répressifs allant de l'armée et de la police jusqu'aux tribunaux et à la censure.

Influencé par les idées voltairiennes de son père, le jeune Karl aspirait, avec des milliers d'autres étudiants prussiens et allemands, à la révolution démocratique bourgeoise, selon le modèle de la Révolution française. Aussi participait-il à divers clubs d'opposition berlinois.

Progressivement, il découvre que la bourgeoisie allemande n'a pas une volonté politique suffisante pour détruire l'Etat monarcho-féodal et que l'idéologie démocratique des

« intellectuels de gauche » dissimule leur impuissance pratique. Il se tourne alors vers les manifestations de combat d'une nouvelle classe en formation : le prolétariat, et vers les doctrines socialistes et communistes qui accompagnent ces combats.

Entre 1843 et 1845, grâce à son expérience de journaliste à Cologne, grâce à ses liens d'amitié avec Friedrich Engels et grâce à ses voyages en Belgique, en France et en Angleterre, il achève d'ouvrir les yeux sur le mouvement de la classe ouvrière : les batailles du mouvement chartiste anglais, la révolte des tisserands silésiens, enfin les grèves en France et ailleurs. Il passe alors de son ancien radicalisme démocratique au militantisme communiste.

A propos de la lutte des tisserands silésiens, il écrit que l'Allemagne ne peut désormais « trouver que dans le prolétariat l'élément actif de sa libération ». Entre septembre 1845 et mai 1846, il rédige, avec la participation de Engels, *L'Idéologie alle-*

mande, ouvrage dans lequel les deux amis règlent leurs comptes avec leur ancienne conscience politique — démocratique bourgeoise — et posent les fondements de la conception matérialiste de l'histoire, tout entière axée sur la lutte des classes. Dans le même temps, ils construisent un réseau de « comités de correspondance communiste » qui est un embryon d'organisation prolétarienne, révolutionnaire et internationale.

2. Organiser le prolétariat, analyser le capitalisme

En 1847, Marx et Engels adhèrent à la *Ligue des communistes*, à laquelle ils apportent le renfort des Comités de correspondance communiste et ce qui est en train de devenir le *socialisme scientifique*. Chargés par le comité central de la Ligue de rédiger son programme, ils écrivent le *Manifeste du Parti communiste*, publié à Londres au moment où éclate, à Paris, la Révolution de 1848.

En 1848, Marx est contraint, en 1849, de s'exiler à Londres. De 1850 à 1864, il traverse la période matériellement la plus pénible de sa vie. Grâce au soutien de Engels, il continue à militer et à nouer des liens avec de nombreux révolutionnaires de divers pays, il accomplit un énorme travail de recherche économique et historique, bref, il mène de front l'action politique et l'activité scientifique dans la perspective des futures et inévitables explosions révolutionnaires.

Il sait que le prolétariat est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout. Dès 1850, il appelle, avec Engels, les travailleurs à préparer et à organiser « la révolution en permanence ».

3. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »

En 1864, Marx participe à Londres à la fondation de l'*Association internationale des travailleurs*. Il est

Les prolétaires, définis comme ceux qui vendent leur force de production aux capitalistes, propriétaires des instruments de production, et dont le travail non payé engendre la plus-value du capital, ne peuvent attendre leur libération de personne d'autre qu'eux-mêmes. Et cette libération ne peut résulter que de la révolution prolétarienne, exigeant, pour être victorieuse, la construction du parti révolutionnaire international.

La politique de Marx, à la tête de la 1^{re} Internationale, est d'avoir lutté pour que le « mouvement réel » de la classe l'emporte sur les influences extérieures véhiculées par les idéologies petites-bourgeoises des proudhoniens, des bakouninistes et des réformistes. A l'autogestion utopique et rétrograde, Marx n'a cessé d'opposer l'*auto-organisation révolutionnaire* du prolétariat.

4. La dictature du prolétariat

Durant la guerre franco-allemande de 1870, Marx s'est efforcé, à partir du conseil général de l'Internationale, de coordonner les actions du prolétariat européen contre les diverses bourgeoisies. Mais c'est la Commune de Paris (18 mars-28 mai 1871) qui a été l'événement historique majeur de sa vie.

Non seulement Marx a organisé, autant qu'il en avait les moyens, la solidarité internationale de combat avec les communards, mais encore il a tiré, dans *La Guerre civile en France*, des enseignements qui restent d'actualité pour le mouvement ouvrier.

Auparavant, Marx s'était opposé à Proudhon et aux proudhoniens ainsi qu'à Bakounine et à ses amis, parce que tous mettaient en cause la nécessité pour le prolétariat de la lutte politique, de la lutte pour la prise du pouvoir. Aussi avait-il abouti à la conception selon laquelle le prolétariat devait détruire l'Etat bourgeois, instrument de la dictature du capital sur le travail, et construire un Etat ouvrier, instrument de la dictature des travailleurs sur les résidus des anciennes classes dirigeantes. C'est bien là la dictature du prolétariat dont Marx disait qu'elle constituait, avec la théorie de la plus-value, ses découvertes essentielles.

L'expérience de la Commune de Paris lui a montré, avec sa force et ses faiblesses, ce qu'était concrètement, au moins sous sa première forme, la dictature du prolétariat. Aussi la théorie marxiste de l'Etat ne trouve-t-elle son caractère complet qu'à partir de cette expérience historique.

Après le déclin et l'auto-dissolution de la 1^{re} Internationale, minée par les bakouninistes et dépassée par le nouveau cours de la lutte des classes, Marx et Engels concentrent leurs efforts sur la construction d'un parti ouvrier de masse en Allemagne, devenue le principal terrain des nouveaux affrontements entre le travail et le capital.

En 1875, Marx écrit sa *Critique du programme de Gotha* qui constitue une contribution essentielle à la pratique et à la théorie de la construction du parti révolutionnaire.

Lorsque Marx meurt, dans sa 65^e année, après tant de combats, de travaux et d'épreuves dans lesquels il avait jeté les forces de sa titanessque énergie, Engels pouvait légitimement écrire : « Ce que cet homme a été pour nous théoriquement et, dans les moments décisifs, pratiquement, on ne peut s'en faire une idée qu'après avoir vécu toute une vie près de lui. »

Pierre Fougeyrollas.

Sa vie et son œuvre

— 5 mai 1818 : naissance de Karl Marx à Trèves (Prusse rhénane), dans une famille juive convertie au protestantisme. Le père, l'avocat Heinrich Marx, est un admirateur de la philosophie du XVIII^e siècle et de la Révolution française.

— 1835-1836 : études de droit à l'Université de Bonn.

— 1836-1841 : études de droit et de philosophie à l'Université de Berlin.

— 15 avril 1841 : docteur de la faculté de philosophie de l'université d'Iéna.

— 1842-1843 : Marx collabore à la *Gazette rhénane* de Cologne, puis en prend la direction ; le 19 juin 1843, il épouse Jenny von Westphalen ; en décembre, le couple s'installe à Paris où Marx écrit la *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, en exprimant son adhésion à la cause du prolétariat et du communisme.

— 1844 : publication des *Annales franco-allemandes*. Marx, expulsé de France, vit à Bruxelles où se noue, en 1845, son amitié indéfectible avec Friedrich Engels. Les deux hommes créent le réseau des *Comités de correspondance communiste* et rédigent *L'Idéologie allemande*.

— 1847 : adhésion à la Ligue des communistes où Marx et Engels prennent un rôle dirigeant. 1848 : publication du *Manifeste du Parti communiste*.

— 1848 : participation à la révolution en Allemagne, et direction de la *Nouvelle Gazette rhénane*.

— 1849 : la contre-révolution contraint Marx et sa famille à l'exil à Londres.

— 1850 : dans une circulaire du comité central de la Ligue des communistes, Marx et Engels appellent le prolétariat à la « révolution en permanence ».

— 1850-1864 : activités militantes à l'échelle internationale, recherches économiques, travaux scientifiques et journalistiques dans des conditions d'existence extrêmement pénibles.

— 1864 : fondation de la *Première Internationale*, dans le conseil général de laquelle Marx assume le rôle dirigeant, de 1864 à 1872.

— 1867 : publication du premier livre du *Capital*.

— 1870 : Marx et l'Internationale contre la guerre franco-allemande.

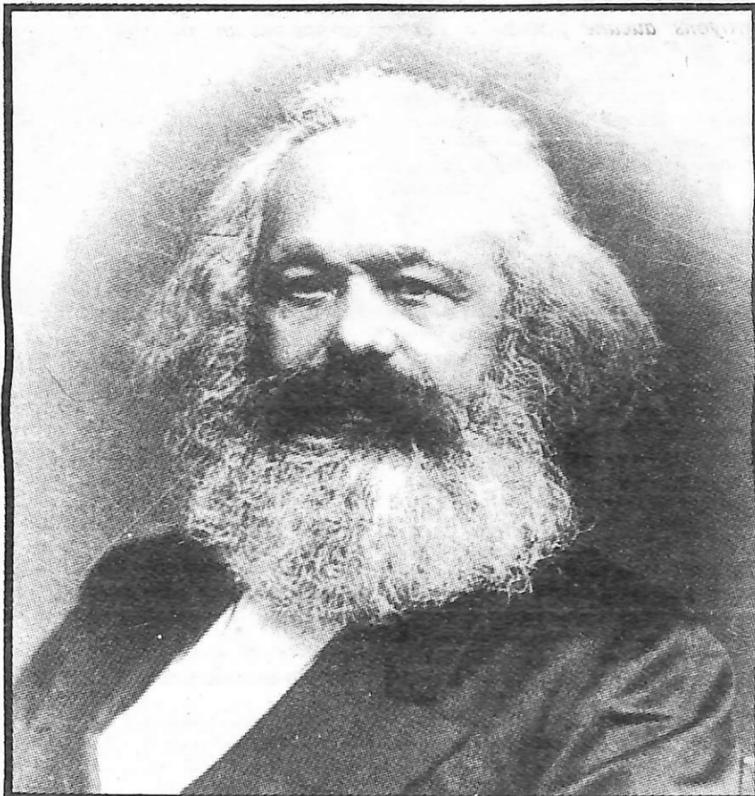
— 1871 : soutien et défense de la Commune de Paris. Publication de *La Guerre civile en France*.

— 1872-1880 : Marx et Engels agissent en vue de la construction d'un grand parti ouvrier en Allemagne, pays devenu le centre de la lutte des classes, et en vue de la construction d'une nouvelle et plus puissante Internationale.

— 1875 : *Critique du programme du Parti ouvrier allemand. Programme de Gotha*.

— continuation des contacts internationaux, notamment avec les révolutionnaires russes. Maladie et deuils.

— 14 mars 1883 : mort de Karl Marx à Londres.



Se fondant sur la réalité objective de la lutte des classes, le *Manifeste* expose les principes de la stratégie révolutionnaire du prolétariat : « *Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis prolétariens : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.* »

Il s'agit donc de faire en sorte qu'une masse de travailleurs exploités se transforme en une classe révolutionnaire par le seul moyen dont puisse disposer le prolétariat, à savoir la construction du parti ouvrier international.

Par leur action militante ininterrompue et par leurs livres, Marx et Engels ont travaillé toute leur vie à la réalisation de cet objectif stratégique indépendamment duquel le marxisme perdrait son essence et sa raison d'être. *Le Manifeste du Parti communiste* n'est pas un ouvrage de vulgarisation ; c'est une œuvre fondamentale et fondatrice du marxisme, expression théorique et moyen pratique du combat révolutionnaire du prolétariat.

Après avoir rédigé la *Nouvelle Gazette rhénane*, durant la Révolu-

chargé par les autres participants de rédiger l'*Adresse inaugurale* de cette 1^{re} Internationale et d'en élaborer les statuts.

Principal membre du conseil général de l'Internationale, Marx a consacré l'essentiel de son temps, de 1864 à 1872, à la direction de cette première forme du parti ouvrier international qui rassemblait en Europe et en Amérique un nombre important d'organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière.

Il faut le rappeler avec d'autant plus d'insistance que les « marxologues » de la bourgeoisie, de la bureaucratie stalinienne et du révisionnisme, sous ses différentes formes, « oublient » cette activité qui, en son temps, a fait trembler le vieux monde, et se livrent à des exégèses scolastiques sur les textes de Marx, comme si ces textes pouvaient être scientifiquement étudiés hors de leur relation au combat de classe et à sa direction par leur auteur.

En 1867, Marx publie le livre premier du *Capital*, consacré à l'analyse du procès de production du capital. Par là, le socialisme scientifique trouve pleinement son fondement, lui-même scientifique, dans les lois de fonctionnement du mode de production capitaliste.



IV^e INTERNATIONALE

Centre international de reconstruction

LE Conseil général de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » a tenu une session plénière les 20, 21, 22 et 23 décembre 1982.

Le Conseil général qui est formé de 18 membres titulaires et de 4 membres suppléants, a été élu lors de la conférence mondiale tenue en juillet dernier.

Son ordre du jour correspondait à la nécessité de faire le point sur l'application des décisions de la conférence mondiale, sur certains aspects de l'activité des sections de « IV^e Internationale (CIR) », sur les perspectives du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale en liaison avec les développements les plus récents de la lutte des classes internationale.

Cet ordre du jour était le suivant :

1. rapport d'activité du Secrétariat international ;
2. la situation française et les tâches du PCI, sur la base des documents du CC du PCI préparatoires au congrès ;
3. rapport sur « Quelques problèmes de la reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction de ses sections dans l'actuelle situation mondiale » ;
4. rapport sur la situation au Brésil, sur la base du projet de résolution préparatoire au VI^e Congrès de l'OSI (Brésil).

Préparation d'une conférence des sections d'Amérique latine

A l'issue de la discussion sur le rapport d'activité, le Conseil général a décidé la tenue pour cet été d'une conférence des sections d'Amérique latine, conférence qui sera préparée par le secrétariat international sur la base de contri-

butions émanant de toutes les sections d'Amérique latine.

Par ailleurs, avant la réunion du Conseil général s'était tenue une réunion de représentants des directions des sections européennes qui a discuté de certains aspects du combat pour la construction de partis révolutionnaires, sections de la IV^e Internationale en Europe.

Le Secrétariat international a été mandaté pour préparer dans le cours de l'année qui commence une seconde réunion de ce type.

La place de Tribune internationale - La Vérité dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Parmi les conclusions découlant du vote du rapport d'activité, l'une des plus importantes concerne la place de Tribune internationale-La Vérité. Nous publions ci-dessous un extrait du procès-verbal du Conseil général, adopté à l'unanimité :

« L'importance centrale dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale de Tribune internationale-La Vérité, comme mensuel édité sous la responsabilité du Secrétariat international et centralisant politiquement l'activité de toutes nos sections.

La parution régulière de Tribune internationale en français, en espagnol et en portugais depuis la constitution de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » est un acquis dans notre combat.

Par ailleurs, la section allemande a assuré la parution de l'essentiel des textes parus dans Tribune internationale sous la forme d'une revue dont huit numéros ont paru ; la section anglaise a publié certains des

textes essentiels dans trois numéros d'une revue.

La continuation et le développement de Tribune internationale-La Vérité exige :

a) d'une part, un plus grand effort du Secrétariat international et du comité de rédaction de Tribune internationale non seulement pour en enrichir le contenu mais pour en assurer une plus grande efficacité comme instrument de la construction de nos sections.

b) d'autre part, un élargissement de sa vente, en particulier pour la section française et les sections de langue française, comme pour les sections portugaise et brésilienne et toutes les sections de langue espagnole.

Si Tribune internationale-La Vérité ne peut se substituer aux organes des sections, il n'est pas un journal d'« initiés » ou un bulletin intérieur international : c'est un instrument politique de la reconstruction de la IV^e Internationale et donc de la construction de chacune de nos sections.

Sa diffusion organisée et la discussion de son contenu dans toutes les structures de nos organisations sont une nécessité.

Aussi, le Conseil général invite toutes les directions de toutes les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » à prendre en relation avec la situation concrète de leur section les mesures à même d'impulser la diffusion de Tribune internationale. »

Défense de la révolution politique en Pologne, défense de la révolution centro-américaine

Le Conseil général a appelé, face à la contre-offensive de l'impérialisme, toutes les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » à amplifier leurs actions de solidarité avec la révolution centro-américaine (voir dans ce numéro l'article consacré à la situation en Amérique centrale). Le Conseil général a également dégagé, dans le cours de la discussion du rapport d'activité, quelques éléments d'un bilan de l'activité constante menée en défense de la révolution politique en Pologne.

Le Conseil général a, en particulier, souligné l'importance, pour tous ceux qui entendent agir contre la répression qui frappe les meilleurs éléments du peuple travailleur de Pologne, de la conférence internationale pour la libération de tous les prisonniers politiques en Pologne tenue à Paris le 12 décembre. Le succès indéniable de cette conférence, son caractère largement international — manifesté tant par la composition de la délégation polonaise que par l'importance et la représentativité des délégations européennes et latino-américaines — en font un jalon essentiel dans la poursuite du combat international de défense des travailleurs polonais et de Solidarité.

Aussi, est-il nécessaire que toutes les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » s'associent à la campagne



pour le soutien à la Commission internationale d'enquête (formée à l'issue de cette conférence) et pour que celle-ci puisse se rendre en Pologne.

France, Brésil...

Le Conseil général se réunissait quelques jours avant le 27^e Congrès du PCI. Il a mené une large discussion sur l'analyse précise de la situation en France, sur le moment actuel de la marche à la crise révolutionnaire en France et sur les problèmes de tactique auxquels le PCI doit répondre face au gouvernement de front populaire et à sa politique. Le Conseil général, à l'issue de cette discussion, a adopté la résolution politique élaborée par le comité central du PCI pour le 27^e Congrès (on trouvera dans ce numéro de Tribune internationale-La Vérité un article consacré au 27^e Congrès du PCI).

Le Conseil général a également discuté de la situation au Brésil après les élections du 15 novembre, sur la base d'un projet de rapport préparatoire au VI^e Congrès de l'OSI (section brésilienne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». Le Secrétariat international a adopté ce texte restructuré et intégrant les amendements issus de la discussion au Conseil général.

Le Conseil général a adopté le rapport financier présenté par le Secrétariat international.

Les tâches d'ensemble de la IV^e Internationale

La discussion sur le rapport présenté sur les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction de ses sections dans le moment actuel de la lutte des classes a abouti au vote du rapport écrit qui sera prochainement publié.

Ce rapport, dont l'axe est constitué par « le fait que les plus larges masses de la classe ouvrière mondiale poursuivent un processus de dégagement de l'emprise du contrôle de la bureaucratie du Kremlin », se conclut par la définition d'une ligne et d'une méthode de reconstruction de la IV^e Internationale que résument les dernières pages du texte adopté :

« Le Conseil général doit placer au centre de son élaboration la préparation d'une conférence mondiale ouverte ; « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » inviterait ces groupements, groupes et organisations à ouvrir la discussion en vue de poser le problème de la construction d'une Internationale ouvrière. Etant bien entendu que pour « IV^e Internationale (CIR) », le seul programme réalisant les conditions de la construction d'une véritable Internationale ouvrière est son programme de

fondation, sans pour autant présenter le Programme de transition comme un ultimatum.

Si donc le Conseil général estime que les conditions se réunissent pour une telle initiative, sans aucun doute, la possibilité de centraliser activement le travail pour la convocation de cette conférence ouverte constituerait un levier pour avancer, pour toutes les sections, dans la construction de partis de la IV^e Internationale, dans les conditions spécifiques de chacun de ces pays. Ce combat sur cet objectif fournirait une puissante impulsion pour l'intervention de « IV^e Internationale (CIR) » et ses sections dans la crise du SU et des organisations affiliées au Secrétariat unifié.

La stratégie internationale de la conférence mondiale ouverte, comme celle de la LOR, est basée sur la compréhension que tous les militants, groupes ou partis du mouvement ouvrier qui se détachent, ou qui se détacheront sur une ligne progressive, du stalinisme et de la social-démocratie, ne sauraient non seulement d'emblée s'organiser dans la IV^e Internationale, mais encore, ces procès de rupture seront très certainement successifs sur un cours historique qui sera rythmé par la marche de la révolution prolétarienne et de ses victoires.

C'est ainsi qu'un examen objectif de la situation mondiale et des résultats de notre combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de ses sections permet d'établir qu'à l'heure actuelle, il est possible d'orienter, sous des formes et une tactique de construction adaptées, toutes nos tâches vers la conquête d'une influence significative dans la classe ouvrière.

Toute la situation mondiale doit nous permettre, selon nos forces respectives dans chaque pays, de transformer nos sections de simples tendances trotskystes en organisations prenant une part active aux luttes des masses, afin de constituer dans le processus de ce combat des partis de la IV^e Internationale.

Il reste qu'en toutes circonstances, quelle que soit la tactique de construction adoptée dans chaque pays, l'affirmation d'une expression trotskyste indépendante est un principe absolu, qui ne saurait souffrir d'exception. En toutes circonstances, nous devons nous assurer une complète liberté de propagande et d'agitation.

Aussi diversifiées que peuvent être les conditions nationales d'où découlent les tactiques de construction adaptées que nous avons analysées dans cette résolution, les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale et de construction de ses sections ne sauraient être conduites sans que clairement et sans équivoque soit abandonné tout esprit de « secte » ! »

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, Pierre Broué, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgeue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

ISSN 0294 - 3573

Sigma : Ledru (page 3) - Agence (page 6) - Franken (page 8) - Korody (page 10) - Keler (page 9). Gamma : Sutton (page 7) - Agence (page 18). Roger Viollet : Pages 1 et page 15. Sipa-Press : Laski (page 2). Damien : Page 17. Ch. Avril : Pages 2 et page 16. Tass : Page 5. Frilet : Page 13. DR : Pages 6, 10, 11, 12.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France pli ouvert 100 F

..... pli fermé 150 F

Europe pli ouvert 100 F

..... pli fermé 150 F

Algérie - Amérique - Asie pli ouvert 150 F

..... pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Itis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

Le XXVII^e Congrès du PCI

Le XXVII^e Congrès du PCI s'est tenu à un moment où s'accroissent et se concentrent toutes les contradictions de la situation française telle qu'elle se développe depuis le 10 mai 1981.

DANS les derniers mois, les mesures se sont succédées qui, toutes, frappent les masses laborieuses et cherchent à satisfaire l'insatiable appétit des capitalistes : injections massives de crédits dans l'industrie, notamment dans la sidérurgie, au nom de la « relance de l'investissement » et conduisant en fait à de nouveaux plans de licenciements. Mesure de blocage des salaires pendant trois mois et volonté d'aboutir à des accords salariaux ne tenant pas compte de la hausse du coût de la vie, prélèvement de 1 % sur les salaires de fonctionnaires, considérés comme des « privilégiés », pour financer le fonds des allocations pour les chômeurs, alors que des mesures sont prises qui aboutissent à priver de toutes ressources des centaines de milliers de chômeurs.

Mise en chantier d'un plan de réforme — en fait de démantèlement — de la Sécurité sociale, « budget d'austérité » pour l'Education nationale, alors qu'en application de lois réactionnaires votées par la défunte majorité des milliards continuent à alimenter les caisses des écoles confessionnelles et qu'un projet de réforme remet en cause la séparation de l'Eglise et de l'Ecole.

Chaque jour qui passe voit surgir de nouveaux matériaux qui concourent à approfondir l'expérience que font les masses travailleuses de la contradiction existant entre leurs intérêts, la défense de leurs acquis, leurs aspirations, les motifs pour lesquels, par leur vote, elles ont donné au PS et au PCF une majorité sans précédent, d'une part ; et d'autre part, la politique poursuivie par le gouvernement de front populaire.

Rupture avec la bourgeoisie : respect du mandat du peuple !

L'axe de la politique du PCI, c'est celui de la rupture avec la bourgeoisie — qui est aujourd'hui

indissolublement lié à la remise en cause des institutions réactionnaires de la V^e République — et qui se concrétise dans la question du respect du mandat confié par le peuple aux partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Comme l'explique un appel aux travailleurs et jeunes du PCI, sur la base duquel se prépara la manifestation du 4 décembre :

« Le mandat, c'est un accord avec le peuple. Le mandat, c'est un contrat librement consenti entre les "élus" et ceux qui les ont élus. Nous n'avons pas voté pour la politique d'austérité contre les travailleurs et les jeunes. Nous n'avons pas voté pour que les capitalistes, qui ne poursuivent que leur propre intérêt, réussissent à imposer au gouvernement qu'il ruine l'intérêt de la majorité. »

Et, après avoir énuméré les mesures prioritaires devant traduire ce « respect du mandat du peuple » (augmentation des salaires en fonction de la hausse du coût de la vie, loi interdisant tout licenciement, confiscation des milliards distribués aux capitalistes pour que soit mis en œuvre un plan de lutte contre le chômage, affectation des fonds publics à la seule école publique), l'appel du PCI déclare, s'adressant aux élus du PS et du PCF :

« Sur cette base, engagez-vous à respecter le mandat des 10 mai, 14 et 21 juin 1981. Cessez de prendre des mesures en faveur des capitalistes. Vous êtes la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. Décidez de gouverner pour la satisfaction des besoins populaires. »

20 000 à Paris le 4 décembre

Vingt mille travailleurs et jeunes de la région parisienne et de toutes les régions de France ont pris part à la manifestation nationale du 4 décembre organisée par le PCI pour le respect du mandat. La force de



La manifestation du 4 décembre 1982 à Paris.

cette manifestation, sa représentativité permettent de la caractériser comme la véritable manifestation d'un parti en cours de constitution.

Mais ce serait une erreur de voir le succès de cette manifestation dans sa seule tenue. Elle ne commençait pas avec la première bande-roule et ne s'achevait pas avec le dernier rang de manifestants.

Elle avait été précédée par une ample campagne politique qui faisait que les manifestants étaient en un sens les délégués des dizaines de milliers de travailleurs qui s'étaient associés à cette campagne. Elle débouchait sur l'amplification du combat engagé.

Les élections municipales

L'un des éléments qui accentue tous les facteurs de crise en France, c'est la prochaine tenue des élections municipales au mois de mars, à l'occasion desquelles les partis de la bourgeoisie, s'appuyant sur la politique du gouvernement de front populaire, se préparent à remporter une « victoire électorale ».

Comme l'expliquait la résolution adoptée par la conférence mondiale de juillet, et reprise dans le rapport présenté par le comité central au XXVII^e Congrès du PCI :

« ... La victoire électorale du RPR-UDF, toutes les élections (cantonales, partielles) l'attestent, traduit très certainement un mouvement vers la droite, encore limité mais réel, de couches de la petite bourgeoisie, mais les défaites électorales du PS et du PCF sont avant tout le fait que d'importants secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse, tout en refusant de voter pour la droite, refusent aussi de voter pour le PS et le PCF. »

Ce fait doit être mis en relation avec ceux qui se sont développés depuis la grève générale de mai-juin 1968. Les appareils et l'Union de la gauche-front populaire ont réussi à contenir le développement de la lutte des classes directe en utilisant les illusions électorales des masses.

C'est ainsi que depuis la victoire du 10 mai, 14 et 21 juin, la politique bourgeoise de front populaire amène les masses à chercher l'issue dans la lutte des classes directe.

Sans pour autant considérer que le combat politique du PCI sur le terrain électoral ait fait son temps (cela serait commettre une erreur majeure). Bien au contraire, le PCI devra utiliser les élections municipales pour promouvoir sur le terrain de la lutte des classes, sur la ligne du front unique, une politique de rupture avec la bourgeoisie, le combat pour défaire la bourgeoisie que toute la politique du front populaire cherche à fortifier. »

L'intervention du PCI dans les élections municipales c'est, sur cette ligne, l'amplification du combat pour le respect du mandat confié à la majorité PS-PCF, exigeant de celle-ci qu'elle déclare l'Assemblée souveraine et qu'elle commence par chasser du gouvernement Delors, représentant direct des capitalistes.

Dans 200 communes

Dans environ 200 communes, ce combat prendra la forme de la constitution de listes ouvrières d'unité pour le respect du mandat soutenues par le PCI, préparées par l'exigence adressée aux candidats du PS et du PCF : « Prononcez-vous pour que la majorité PS-PCF à l'Assemblée s'engage dans la voie du respect du mandat, et dans ce cas, nous appellerons à voter inconditionnellement pour vous. »

Comme l'explique au sujet de la situation française le document « Quelques problèmes de la reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction de ses sections » (que le XXVII^e Congrès du PCI a approuvé par un vote) :

« ... Dans les questions fondamentales de la révolution mondiale, le prolétariat doit inscrire des mots d'ordre issus de la démocratie contre la réaction politique comme mots d'ordre transitoires. »

En France, l'importance de cette question a conduit le PCI, depuis 1958, à prendre en charge des mots d'ordre issus de la démocratie contre les institutions antidémocratiques bonapartistes de la V^e République qui ont restructuré l'Etat bourgeois...

Des mots d'ordre tels « Respect du mandat », « Défense de la laïcité », les revendications de la séparation absolue de l'Eglise et de

l'Etat, de l'Ecole et de l'Eglise, « Fonds publics à l'école publique », les mots d'ordre tels que « l'Assemblée nationale se décrète souveraine », ces revendications sont directement issues de la démocratie...

Mais, en raison même de ce que les revendications issues de la démocratie sont incompatibles avec la forme bonapartiste de domination de la bourgeoisie, le combat pour ces revendications débouche directement sur la préparation de la crise révolutionnaire : le combat pour ces revendications déstabilise l'Etat bourgeois. »

Ouvrir une issue positive à la classe ouvrière

L'agitation politique pour le « respect du mandat » qui s'enracine dans l'expérience vivante des masses, qui constitue avec elle « ce dialogue » que réclamait Trotsky dans *Où va la France* et non « le monologue criard » qu'il dénonçait, implique la question de la souveraineté de l'Assemblée nationale.

Elle vise au cœur, en s'attaquant fondamentalement aux institutions réactionnaires de la V^e République, tout le dispositif concret de collaboration de classes du gouvernement de front populaire.

Au travers de cette agitation, et alors que tout indique que la situation française s'oriente vers des développements majeurs, c'est la question du parti ouvrier révolutionnaire du prolétariat français qui est posée.

Comme le dit le rapport du comité central adopté par le XXVII^e Congrès : « La classe ouvrière ne saurait se passer d'une représentation politique qui lui permette d'assumer ses tâches historiques. »

En ce sens, la proclamation du PCI constitue un acte d'une importance considérable et peut, à la condition que nous le voulions vraiment, ouvrir une perspective à la classe ouvrière. Chaque militant du PCI doit prendre conscience de l'importance de l'enjeu historique auquel nous sommes confrontés. »

François Forgeux

La continuité de la section française de la IV^e Internationale

Du 27 au 30 décembre 1982 s'est tenu le XXVII^e Congrès du Parti communiste internationaliste, la section française de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». Il n'est pas sans intérêt politique de revenir sur la numérotation des congrès du PCI (auparavant OCI - Organisation communiste internationaliste).

Le point de départ, c'est la fondation du Parti communiste internationaliste en 1944, en pleine guerre mondiale, sous l'occupation nazie. Le PCI était constitué par la fusion en une seule organisation des différentes forces combattant alors sur la base du programme de la IV^e Internationale.

Au VIII^e Congrès du PCI, en 1951, la majorité se prononçait sans équivoque contre l'orientation d'abandon du programme de la IV^e Internationale préconisée par Michel Pablo et ses partisans. La majorité du PCI était alors bureaucratiquement exclue de l'Internationale, mais elle demeurait légitimement la section française de la IV^e Internationale. C'est comme telle qu'elle engageait la lutte contre les liquidateurs à son IX^e Congrès (juillet 1952).

C'est tandis que se développait le processus devant aboutir à la grève générale de mai-juin 1968 que le XIV^e Congrès (1965) décidait la constitution de l'Organisation communiste internationaliste.

Le XXV^e Congrès, tenu en septembre 1980, consacrait la fusion avec la Ligue communiste internationaliste (LCI) issue du combat au sein de la LCR pour la défense du programme et des principes de la IV^e Internationale.

En décembre 1981, le XXVI^e Congrès, prenant en considération le développement de l'organisation, ses liens avec des secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse, la place politique qu'elle occupait dans une situation marquée par la marche à la crise révolutionnaire, concluant qu'il était possible et nécessaire de proclamer la reconstitution du PCI.

CHINE

De la prise du pouvoir à la mort de Mao

La victoire du Parti communiste chinois en 1949 guidant et contrôlant le déferlement révolutionnaire des masses paysannes amorçait une transformation radicale de la Chine. Très vite, la République populaire de Chine dut faire face militairement à l'impérialisme — guerre de Corée — obligeant les dirigeants du PCC à approfondir la révolution à l'intérieur. La réalisation des tâches les plus urgentes, la reconstruction de l'économie exigèrent la rupture sur tous les terrains avec la bourgeoisie nationale, son expropriation, l'extension violente de la réforme agraire à tout le pays, la destruction de fond en comble de ce qui restait de l'appareil d'Etat légué par le Kuomintang.

AU cours de ce bouleversement dont le moteur fut la mobilisation révolutionnaire des masses rigidement encadrées par le PCC, l'appareil d'Etat qui se constitua pour défendre les nouveaux rapports de propriété contre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale fut comme un appareil bureaucratique élevé au-dessus des masses, totalement soustrait à leur contrôle et sous la seule direction d'une couche bureaucratique le « possédant » en quelque sorte. L'Etat né de ce processus, est un Etat ouvrier, bureaucratique dès le départ. Ouvrier car la propriété privée des moyens de production y a été abolie, le monopole du commerce extérieur établi, l'Etat bourgeois détruit ; mais bureaucratique car dès le début la classe ouvrière y a été évincée du pouvoir politique qui resta le monopole de la bureaucratie. Il n'y a pas en Chine et il n'y a jamais eu de démocratie prolétarienne qui ne peut exister sans un réseau d'organismes émanant directement de la classe ouvrière (comités, conseils, soviets).

Si, contrairement à la bureaucratie stalinienne, pour parvenir au pouvoir, asseoir ses privilèges, et d'abord le plus grand d'entre tous, celui de décider seule de tout sans aucun contrôle des masses, la bureaucratie chinoise n'a pas eu à écraser la démocratie prolétarienne au cours d'une contre-révolution politique, son maintien au pouvoir comme couche privilégiée représentant les intérêts de la bourgeoisie au sein de l'Etat ouvrier l'a conduit directement à affronter les masses : qu'il s'agisse de la répression clôturant les « Cent Fleurs » en 1957, de la véritable guerre civile en 1967-68 durant les deux premières années de la « révolution culturelle » ou de la répression consécutive aux grandes manifestations commémorant la mort de Chou En-Laï en 1976.

Le « socialisme » dans un seul pays

Obligés d'aller plus loin qu'il ne l'avaient voulu dans la voie de la rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie nationale, les dirigeants du PCC ne s'engagèrent nullement dans une politique internationaliste, considérant la défense des conquêtes de la révolution en Chine comme des points d'appui pour la révolution prolétarienne mondiale, mais, à l'instar de Staline dans le début des années 1930, ils se tournèrent vers l'« édification du socialisme » dans la seule Chine pour ce qui est de l'intérieur et dans une politique de recherche d'accords avec l'impérialisme, de « coexistence pacifique », fût-elle baptisée révolutionnaire.

L'objectif assigné par les dirigeants chinois de « rattraper et dépasser » les pays capitalistes avancés, sur la base d'un degré d'arriération incomparablement plus grand que l'écart qui existait dans les années 1930 entre l'URSS et les pays capitalistes, supposait des rythmes frénétiques de croissance qui, dans les conditions du blocus organisé par l'impérialisme et de l'« aide » parcimonieuse de l'URSS, aboutit à faire supporter 97 % des investissements par le peuple chinois.

s'accroître leurs livraisons obligatoires payées à bas prix ou des ouvriers qui en dix ans ont vu leur rendement augmenter de 400 % tandis que leurs salaires ne progressent que de 52 %.

Les « Cent Fleurs »

Conscients du caractère aigu des contradictions déchirant la société chinoise et forts de leur enracinement dans les masses, les dirigeants du PCC, escomptant réduire ces contradictions par un dialogue contrôlé avec les masses et dans le but d'éviter les soulèvements révolutionnaires des étudiants et des ouvriers tels que les connaissaient la Pologne et la Hongrie en fin 1956, appelèrent intellectuels et étudiants à discuter librement, à formuler leurs critiques afin de corriger les défauts les plus courants du « sectarisme » et du « bureaucratisme ».

Les « Cent Fleurs » de la critique fleurirent donc, mais contrairement aux résultats escomptés par la bureaucratie, elles révélèrent de profondes contradictions au sein de la société chinoise, montrant que la « méthode correcte » pour régler

l'incident hongrois » par la presse, la bureaucratie en finira avec les « Cent Fleurs », entamera la répression brutale au sein d'une « vaste campagne » de « rectification anti-droitière » où seront pêle-mêle englobés opposants révolutionnaires et représentants de la bourgeoisie selon le principe de l'amalgame.

Aux « Cent Fleurs » succédait l'ère des autocritiques, tandis que dans une véritable fuite en avant, les dirigeants chinois tentaient d'échapper à l'impasse de leur politique d'industrialisation à outrance par une « super-mobilisation » des masses.

Ce fut le « Grand Bond en avant » qui se traduisit par le lancement des « communes populaires » censées assurer le passage rapide et direct au « communisme ». Les difficultés de l'industrialisation, la situation internationale de la Chine, son isolement pouvaient, selon les bureaucrates, être abolis par une intensification du travail, une plus grande pression exercée sur la paysannerie. L'échec cinglant de cette politique amena à l'abandon des communes populaires comme unité

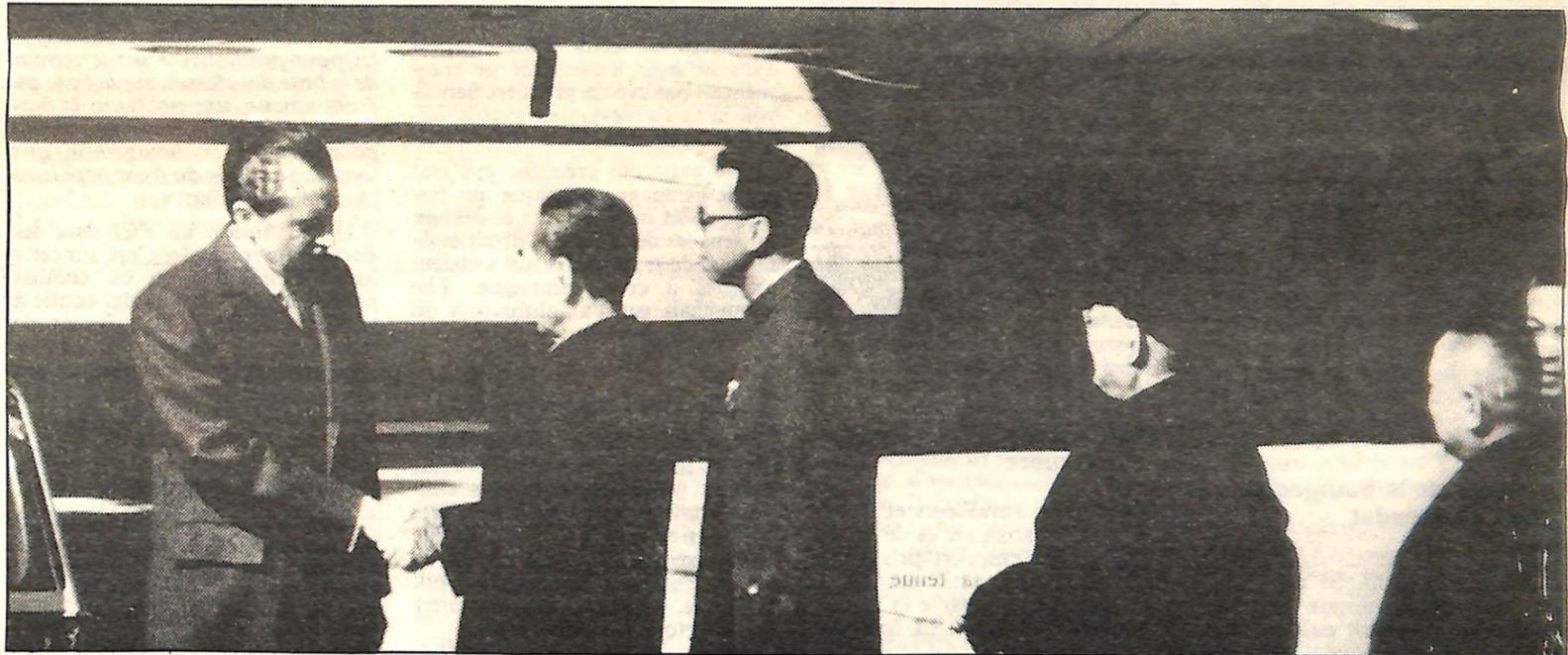
leur expression consciente au sein de la bureaucratie.

Pour les fractions les plus importantes d'entre elles, le maintien et l'accroissement de leurs privilèges dans les conditions créées par l'échec de la course à l'industrialisation nécessitaient la recherche d'un compromis avec l'impérialisme et d'une adaptation aux forces pro-capitalistes qui relevaient la tête dans la société chinoise elle-même.

Dès ce moment apparaissaient les contours de l'affrontement social et politique qui déchirera la bureaucratie et l'opposera aux masses travailleuses durant ce qu'on a appelé la « révolution culturelle ».

Pour résister à l'isolement de la Chine qu'organisaient l'impérialisme avec l'aide de la bureaucratie stalinienne, la direction bureaucratique du Parti communiste chinois a voulu imposer la Chine comme « grande puissance » pesant pour infléchir la politique de la bureaucratie du Kremlin à son égard.

L'appui total qu'elle apporta à l'écrasement de la révolution hon-



Nixon à Pékin en avril 1972.

Le prodigieux développement industriel de la Chine dans les deux premières années témoigne certes des possibilités d'une économie planifiée mais surtout de l'enthousiasme et des sacrifices du peuple chinois. L'investissement dans les industries de base ne fut obtenu que par une sévère limitation de la consommation et une intensification considérable du travail pour compenser sa faible productivité.

Pour assurer la participation de l'immense masse de la population à l'effort d'industrialisation, la direction du PCC se lança à partir de 1953 dans une politique de collectivisation des campagnes qui fut brutalement accélérée en 1955 pour parvenir en l'espace d'un an à une collectivisation à 96 % de celles-ci, sans que pour autant l'industrie chinoise pût assurer sa mécanisation.

L'industrialisation à marche forcée dans le cadre de la seule Chine verra de plus en plus l'appareil d'Etat s'opposer en permanence à la satisfaction des revendications les plus élémentaires des masses, qu'il s'agisse des paysans qui voient

ses contradictions ne pouvait être que la destruction de la bureaucratie elle-même par les méthodes révolutionnaires.

D'une part, les racines de la division en classes qui subsistaient en Chine donnaient des points d'appui solides pour une contre-offensive bourgeoise qui ne pouvait être écrasée que par la mobilisation de la classe ouvrière, laquelle nécessitait l'instauration de la démocratie prolétarienne. D'autre part, les vannes de la critique ouverte, enseignants, journalistes, étudiants, militants mettaient en question la couche des nouveaux privilégiés issus de l'appareil, dénonçaient la caste bureaucratique et ébauchaient le programme de la lutte pour la démocratie prolétarienne, le programme de la « nouvelle révolution » comme le dira la dirigeante étudiante Lin-Hsi-Sing, programme qui « fera fureur parmi les jeunes de tout le pays », selon les termes mêmes du *Journal de la Jeunesse* du PCC.

Après les manifestations du mois de juin 1957, qualifiées de « petit

de production. Les paysans retrouvèrent leur lopins de terre tandis que les marchés libres pour les produits agricoles fonctionnèrent de nouveau. Le recul se traduisit non seulement dans celui du volume de la production agricole, mais aussi dans celui de la production industrielle qui, combiné au retrait de l'« aide » russe et des techniciens soviétiques, amena les dirigeants à renoncer à leurs plans les plus ambitieux et à modifier en faveur de l'agriculture les efforts d'investissements.

Compromis avec l'impérialisme

Le retour à l'« intéressement matériel » et l'octroi de concessions aux paysans accroissaient les inégalités sociales, renforçaient l'importance relative des privilèges, nourrissaient le développement des forces restauratrices qui trouvaient

groise des conseils ouvriers ne traduit pas seulement un réflexe de conservation bureaucratique par rapport à la révolution prolétarienne. Pour les dirigeants du PCC, il s'agissait d'un acte politique visant à un moment critique à consolider la position des dirigeants du Kremlin et en comptant qu'ensuite ceux-ci ne pourraient pas ne pas tenir compte des exigences de la bureaucratie chinoise.

Mais contrairement à leur attente, la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin ne conduisit nullement celle-ci à prendre en considération les besoins de la Chine, mais au contraire à une collaboration de plus en plus étroite avec l'impérialisme contre la révolution chinoise qui entraînait objectivement en contradiction avec les intérêts de la bureaucratie russe attachée à un équilibre des forces que la révolution chinoise remettait en question.

Laisser les mains libres à l'impérialisme face à la Chine, telle était la politique de la bureaucratie du

Kremlin. Là était le fond du « conflit sino-soviétique » et de la rupture entre la Chine et l'URSS, marquée du côté de cette dernière par un alignement de plus en plus ouvert aux côtés de l'impérialisme contre la révolution chinoise : dénonciation par l'URSS en 1959 de l'accord nucléaire de 1957 par lequel l'URSS s'engageait à équiper la Chine du point de vue nucléaire, tandis que se préparait la rencontre de Camp David entre Eisenhower et Khrouchtchev, arrêt de l'« aide » économique de l'URSS à la Chine même si celle-ci avait été au prix fort, retrait en 1960 des conseillers techniques soviétiques, crise des missiles à Cuba en octobre 1962, conflit militaire de la Chine avec l'Inde au cours duquel, comme les Etats-Unis, l'URSS se rangea du côté de Nehru, traité d'août 1963 sur les accords nucléaires.

Se refusant à capituler, la direction bureaucratique du PCC dut entreprendre une « lutte idéologique » contre la bureaucratie du Kremlin et par là même elle fut contrainte d'intervenir dans le mouvement ouvrier international. De ce moment datent les critiques les plus aiguës de la politique de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, avec l'Etat bourgeois, dont la nature contre-révolutionnaire est analysée en référence aux textes fondamentaux de Marx, d'Engels et de Lénine.

Il s'agissait pour les dirigeants chinois de tenter de rompre l'isolement dans lequel l'impérialisme et les dirigeants du Kremlin les maintenaient, tentant d'aménager leur « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Mais bien loin de s'appuyer sur le prolétariat international, de dégager une stratégie fondée sur l'unité mondiale de la lutte des classes, la bureaucratie chinoise n'a vu dans l'intervention dans le mouvement ouvrier qu'une force d'appoint, un moyen de pression supplémentaire sur la bureaucratie du Kremlin, spéculant avant tout sur la crise au sein de cette dernière. D'où la campagne forcée de réhabilitation de Staline, les tentatives de ralliement à soi de certains partis stalinien auxquels la Chine laissait mener la plus opportuniste des politiques pourvu qu'ils dénoncent le « révisionnisme moderne » de l'URSS de Khrouchtchev.

Faisant bon marché du mouvement ouvrier international, la bureaucratie chinoise, qui déjà, à l'occasion du voyage de Chou En-Lai en Afrique, avait réduit à néant ses critiques de la « coexistence pacifique entre Etats de nature sociale différente » en décrétant des brevets de combattants anti-impérialistes à Ben Bella, Hassan II et au Negus d'Ethiopie, consacrait de Gaulle « défenseur de l'indépendance nationale contre l'impérialisme américain », omettant à la Conférence anti-colonialiste d'Alger de parler du rétablissement au pouvoir au Gabon du fantôme M'Ba grâce à l'intervention des parachutistes français.

« Zone des tempêtes » et coexistence pacifique

La faillite de la politique du PCC dans la prétendue « zone des tempêtes » qu'il opposera aux pays capitalistes avancés dans lesquels le prolétariat ne pouvait être qu'une force d'appoint dans la lutte contre l'« impérialisme américain » se manifestera le plus crûment qui soit dans le sort tragique du Parti communiste indonésien dont les militants et sympathisants ouvriers et paysans ont été massacrés par centaines de milliers en septembre 1965 en conséquence du soutien à Soekarno qui répétait quelque 40 ans plus tard la politique qui avait abouti à la sanglante défaite du PCC en 1927.

La politique extérieure de « coexistence pacifique » à la mode chinoise, telle qu'elle s'est développée depuis la Conférence de Bandung jusqu'aux accords passés avec l'impérialisme américain après la visite de Nixon à Pékin en février 1972, éclaire la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie chinoise et de son parti, au-delà des conflits sanglants qui l'ont déchirée dans les années 1966-1976 durant ce que ses dirigeants appelèrent la « révolution culturelle ».

L'impasse de la politique des dirigeants du PCC dans les années 1959-60 avait nourri un courant au sein de l'appareil qui s'orientait ouvertement vers la capitulation devant l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin.

Dès 1959, au sommet du PCC, une fraction se prononçait pour une retraite devant la bureaucratie stalinienne, préconisant du sein même de l'armée dont elle constituait les cadres supérieurs l'acceptation d'un compromis avec l'URSS aux conditions fixées par cette dernière.

C'est contre elle que la fraction de Mao Tsé-Tung déclencherà la « révolution culturelle » en appelant à la révolte contre certains responsables. Parti d'en « haut » comme arme dans la lutte de deux fractions de la bureaucratie, le mouvement a rapidement rencontré un large écho parmi les masses dans la mesure où il répondait à leurs profondes aspirations et revendications, même déformées.

Les libertés octroyées pour faire « feu sur le quartier général » ont rapidement été considérées comme des conquêtes par des millions de travailleurs, ouvriers, paysans, jeunes, qui, d'une « mobilisation contrôlée », sont passés à un débordement « spontané » de la fraction de Mao Tsé-Tung.

Les travailleurs mirent en avant leurs propres revendications, au centre desquelles la libre élection de leurs représentants.

Ce n'est qu'à partir de septembre 1967 que la Chine s'engagera dans la voie de la normalisation, c'est-à-dire du retour au pouvoir du parti « rénové » sous la direction de Mao Tsé-Tung.

L'épuration et la répression commencées au lendemain de la « Commune de Shanghai » et interrompues l'été par une profonde crise de la direction du « Groupe des cinq » chargé de la révolution culturelle vont être reprises et conduites jusqu'à l'étape décisive que constituera la tenue du IX^e Congrès du PCC.

Parachevant l'épuration par l'élimination à gauche des responsables ayant sympathisé avec les « enragés » qui combattaient la « triple union » de l'armée, de l'appareil maoïste et du peuple que la fraction Mao dressait contre la représentation révolutionnaire des masses, la bureaucratie interdit, après les syndicats de métiers fondés en dehors de l'appareil, les organisations « débordant les entreprises » et « chevauchant les professions ».

Chacun, ouvrier, employé, étudiant, est de nouveau confirmé dans le cadre de son « unité ». En septembre 1968, ce sera pour des dizaines de milliers de « jeunes instruits » l'exode vers les campagnes. L'appareil bureaucratique se resouda par la mise en place de « comités révolutionnaires » qui seront le creuset du parti « rénové ». Cette reconstruction aboutit au IX^e Congrès qui semblera consacrer la victoire de Mao Tsé-Tung en avril 1969.

Mais jamais depuis la révolution culturelle l'appareil bureaucratique du PCC n'a retrouvé sa stabilité, comme nous le verrons dans un prochain article.

C. Corte

TRIBUNE LIBRE

TURQUIE

La position de « Devrimci Yol »

LA Turquie est un pays néo-colonial et capitaliste. Elle se trouve asservie par l'impérialisme américain à tous les niveaux : économique, politique, militaire, idéologique et culturel. Le mécanisme d'exploitation impérialiste est le facteur principal qui détermine et conditionne toutes les structures sociopolitiques.

Pour comprendre la situation politique de la Turquie d'aujourd'hui où l'un des fascismes les plus abjects sévit ouvertement, nous devons faire ici une courte rétrospective historique. En effet, peu après la guerre de libération de 1920-23, les efforts destinés à la création d'une bourgeoisie, par le biais d'un capitalisme d'Etat, aboutirent à la formation d'un capital financier autochtone dont les intérêts étaient directement liés à ceux du capital financier international. La mission historique de cette bourgeoisie créée et entretenue artificiellement par l'impérialisme, dans un pays semi-colonial et semi-féodal, était d'établir et de renforcer les rapports d'exploitation capitalistes.

Durant la Seconde Guerre mondiale, cette nouvelle bourgeoisie créée de toutes pièces s'est considérablement enrichie. Ayant consolidé sa base économique, elle prit le pouvoir en 1950, appuyée et soutenue par l'impérialisme américain qui selon sa stratégie de l'expansionisme global, commençait à s'intéresser sérieusement à ce pays qu'était la Turquie.

Pendant la décennie qui va de 1950 à 1960, la lutte anti-impérialiste et la lutte de classe étaient peu développées. Aussi, les classes dominantes n'étaient pas amenées à se constituer en un front contre-révolutionnaire unique. Les contradictions entre les intérêts de la bourgeoisie monopoliste et son aile non monopoliste battait son plein et se soldait le 27 mai 1960 par la défaite provisoire de la bourgeoisie monopoliste qui cédait le pouvoir au noyau réformateur de la moyenne et petite bourgeoisie qui procédait à un coup d'Etat militaire contre le régime de Mendéres.

A partir de 1960, il y a eu deux faits importants pour la vie de notre peuple. Premièrement, en raison d'une extension des libertés de la presse et de réunion, concédée par le régime issu du coup d'Etat du 27 mai 1960, le mouvement révolutionnaire connut un regain de vigueur. Mais devant la montée des luttes révolutionnaires, l'aile non monopoliste, oubliant ses contradictions avec cette dernière, s'alliait avec elle. Le but principal de cette alliance était de freiner la montée des luttes révolutionnaires. Ainsi s'accomplit le deuxième fait important de cette décennie. La bourgeoisie monopoliste, écartée provisoirement du pouvoir par le coup d'Etat du 27 mai 1960, le reprit à nouveau en 1963.

A partir des années 1965, les choses évoluèrent très rapidement. A la violence contre-révolutionnaire des classes dominantes, les larges masses populaires répondaient par la violence révolutionnaire.

La clique civile et l'oligarchie, dans l'incapacité de maintenir l'ordre existant au moyen de leur propre légalité, face au mécontentement et aux actions du peuple, ont été écartées du pouvoir par l'aile militaire de l'oligarchie, par le coup d'Etat du 12 mars 1971.

Le coup d'Etat du 12 mars 1971 signifiait la prise en main par l'impérialisme de toutes les institutions de l'Etat et de l'armée.

Avant de revenir à la période 71-80, il est nécessaire d'exposer les positions de Devrimci Yol.

A la suite des procès de masse qui ont lieu depuis le putsch militaire du 12.9.1980 en Turquie, on sait à l'étranger que la « gauche » turque était divisée en de nombreux groupes. Il apparaît toujours de nouveaux noms d'organisations qui auraient été les responsables de la « terreur » et de la « guerre civile » avant que la junte militaire prenne le pouvoir.

Dans ce contexte, le nom « Devrimci Yol » (La Voie révolutionnaire, en abrégé DEV YOL) apparaît très souvent. Plus de 10 000 personnes sont accusées d'être membres ou sympathisants de cette organisation. Parmi les 4 650 peines de mort requises ces deux dernières années, plus de 1 600 le sont contre des membres présumés de ce groupe.

Il faut d'abord mentionner que DEV YOL n'est pas une bande armée voulant faire la révolution par le terrorisme. Cette organisation a pour but de transformer la société turque. Son programme ne consiste pas seulement à prôner la lutte armée, bien qu'il soit évident que la bourgeoisie n'abandonne pas le pouvoir sans résister.

A l'époque précédant le 12 septembre 1980, les conflits à l'intérieur de la société en étaient arrivés à un tel point qu'il était possible de parler de situation de guerre civile. Les responsables de la montée de la violence n'étaient pas de quelconques groupes de guérilla de gauche, mais les massacres organisés par les fascistes. DEV YOL essayait d'organiser par des comités de résistance l'autodéfense du peuple contre les attaques fascistes.

Les conflits sociaux touchaient également bien d'autres secteurs qui posaient de gros problèmes aux dirigeants. A la campagne, les petits paysans manifestaient pour une amélioration des prix de base de leurs produits. Dans les quartiers pauvres, la population manifestait contre des conditions de vie inhumaines. Les usines se mettaient en grève pour l'augmentation des salaires et de meilleures

conditions de travail. DEV YOL prenait une part importante à tous ces mouvements.

Le bloc dirigeant (l'oligarchie) est composé de la bourgeoisie monopoliste, bourgeoisie commerçante et grands propriétaires terriens. Dans ce bloc, la bourgeoisie monopoliste est dirigeante.

Pour cette raison, le caractère de la révolution en Turquie est non seulement anti-impérialiste mais aussi anti-oligarchique. C'est le rôle du prolétariat de transformer la révolution démocratique en révolution socialiste. La question du partage des terres n'est plus un des points centraux de la révolution démocratique.

Avant le 12.9.1980, les contradictions sociales en Turquie étaient mises en évidence par le conflit armé entre les groupes fascistes et le peuple.

Tirant la leçon des années 70, la bourgeoisie a compris qu'elle ne pouvait pas diriger le pays avec les structures existantes. Elle a donc choisi une stratégie pour établir sa dictature. Pour atteindre son but elle a mis en avant les organisations fascistes et provoqué une guerre civile.

L'organisation DEV YOL s'est développée dans ce contexte, en proposant, pour faire face aux organisations fascistes, l'organisation de comités de défense mais aussi des noyaux de pouvoir parallèles. Ils permettaient une participation directe du peuple à la vie politique et donc à une nouvelle démocratie, alternative en même temps au « socialisme réel ».

Toutes les organisations des classes dominées et les organisations de la bourgeoisie ont essayé pendant les années 70 d'imposer leur alternative. Mais les organisations politiques de droite et de gauche n'ont pas réussi. Elles ont joué toutes leurs cartes et ont épuisé leurs forces. C'est dans ces conditions que l'armée, qui n'avait pas pris une part directe au conflit, a facilement pris le pouvoir et démantelé toutes les structures politiques existantes.

La gauche vaincue, la junte a restructuré l'Etat.

Aujourd'hui, la création d'un parti révolutionnaire est toujours à l'ordre du jour. En parallèle, un front uni de résistance doit se développer. Ce front est déjà créé avec neuf organisations kurdes et turques.

Ce front rejette toute alternative bourgeoise et réformiste. Avec un programme démocratique, il doit lutter pour la révolution contre le fascisme.

Le 12 mars 1971, la bourgeoisie a semé le vent et récolté la tempête ; le 12 septembre 1980 elle a semé la tempête, elle récoltera un cyclone.

Devrimci Yol,
le 17 janvier 83

Non, la révolution cubaine n'est pas un conte de fées

Le 8 janvier 1959 — il y a vingt-quatre ans —, l'armée rebelle que dirige le *comandante* Fidel Castro entre dans La Havane en liesse d'où, une semaine plus tôt, s'est enfui, avec ses dollars, le dictateur Batista. Un gouvernement est proclamé. Présidé par Manuel Urrutia — un juge honnête, dit-on, et il n'y en avait semble-t-il qu'un seul sous Batista —, il est formé de personnalités de l'opposition bourgeoise à la dictature, y compris des membres des anciens partis du « centre gauche ». Il est immédiatement reconnu par toutes les chancelleries. Les évènements cubains manifestent leur joie et bénissent le nouveau régime : l'un d'eux proclame même que « Dieu a béni cette révolution conforme à sa parole ».

Le big business américain donne, lui aussi, sa bénédiction : en quelques semaines, pour renflouer des caisses totalement vides, il prête plus d'un million et demi de dollars. L'United Fruit — la tristement célèbre *Frutera* — contribue pour sa part de 500 000 dollars à ce prêt de joyeux avènement.

Rien — ou pas grand-chose — dans cet idyllique tableau n'indique qu'on ait fait alors à Cuba les premiers pas vers la grande révolution latino-américaine du milieu du XX^e siècle. Serait-ce que « les voies de la providence sont impénétrables, comme le pense l'Épiscopat ? Ou que la révolution se fraie son chemin dans toutes les conditions et quels que soient les déguisements et les ruses des classes dirigeantes condamnées ? »

CUBA a une tradition ouvrière. Elle a eu un Parti communiste qui a connu son heure de grandeur et son héros, Julio Antonio Mella, assassiné au Mexique par des hommes de main — les mêmes peut-être qui organiseront, un peu plus de dix ans plus tard, le meurtre de Trotsky. Elle a eu son épopée, sa révolution, celle de 1933, ses soviets aussi. Mais le PC cubain s'est discrédité totalement pendant la guerre en se faisant le champion de la guerre des « yankees », et le « Parti socialiste populaire » stalinien n'a guère d'importance politique.

Du PC cubain était né aussi, dans son temps, un Parti bolchevique-léniniste qui se réclamait en 1933 du Parti bolchevique russe et de Trotsky. Il s'est laissé glisser dans les années décisives à la remorque des organisations « nationalistes révolutionnaires », a rêvé de « construire la IV^e Internationale par la voie externe » — à travers les formations nationalistes comme *Joven Cuba* — et il a disparu...

Une situation intolérable

La situation cubaine est intolérable. Parce que ce pays sous-développé est mis en coupe réglée. Parce que, à l'exploitation cynique du big business, maître de la terre et des plantations, des usines, des routes et des chemins de fer, s'ajoute l'empire des gangsters qui ont fait de La Havane la capitale mondiale des jeux d'argent. Parce que le peuple a faim. Parce que la corruption règne. Parce qu'une police brutale et sanguinaire déchaîne ses tortionnaires contre tout ce qui bouge...

Dans cette situation intolérable, il faut trouver une issue que ne proposent ni les évènements, ni les politiciens démocrates ou libéraux réfugiés aux États-Unis, ni les organisations ouvrières cubaines qui préconisent, sans peur du ridicule, d'« utiliser les urnes ».

Et la jeunesse — la jeunesse bourgeoise comme la jeunesse ouvrière ou paysanne — pense qu'il n'y a de recours pour changer le monde cubain que dans la violence. Pas la violence des masses — qu'elle ne

connaît pas et ne peut concevoir — mais la violence individuelle, le terrorisme, les « coups », les complots et les expéditions, l'assaut des casernes et l'appel « au peuple » d'une minorité armée et hardie.

Il y a une double tradition à Cuba, celle de José Martí le poète, héros de la guerre d'indépendance contre les États-Unis, celle aussi d'Antonio Guiteras, le dirigeant étudiant devenu ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire de 1933, le conspirateur fondateur de *Joven Cuba*, assassiné en janvier 1935 par les sbires de Batista.

Castro

C'est là que se situe Fidel Castro. Il est fils d'un riche propriétaire foncier, de la grande bourgeoisie cubaine. Il a fait des études, il est docteur en droit et avocat. Il appartient aussi au parti « orthodoxe », et plus précisément à sa gauche qui, rejetant la « voie des urnes », retrouve en tâtonnant l'activisme de Guiteras et son nationalisme teinté d'appels à plus de justice sociale.

En 1933, le jeune avocat a tenté le « coup » classique des conspirateurs populistes, l'attaque, le 26 juillet, de la caserne de la Moncada, dans la province d'Oriente. L'échec a été sanglant, ses camarades massacrés. Mais lui ne l'a pas été grâce à l'intervention personnelle de l'archevêque, Mgr Pérez Serantes.

Fidel Castro a droit à être jugé par un tribunal en octobre et même de prononcer à huis clos un discours qui sera plus tard diffusé à des millions d'exemplaires. Il est condamné à 20 ans de prison mais libéré, moins de deux ans après, à la faveur d'une amnistie.

Au Mexique, grâce aux subsides du parti « orthodoxe » de Prio Socarras qu'il n'a jamais quitté, avec de l'argent collecté aussi auprès de la grande bourgeoisie américaine, il recommence, embarque avec 86 compagnons sur le vieux rafiot *Granma* et se fait cueillir au débarquement à Cuba par aviation et artillerie, gagne la montagne où il finit par réunir douze de ses compagnons rescapés.

La légende de la « révolution cubaine » veut qu'à partir du moment où ces douze hommes se retrouvèrent dans la Sierra Maestra, ils furent heureux, se laissèrent pousser la barbe et eurent beaucoup d'enfants, des dizaines de milliers qui se soulevèrent pour triompher en janvier 1959 et porter Fidel au pouvoir !

La vérité est moins idyllique. Dans le cours des deux années que Fidel Castro et ses compagnons passèrent dans la Sierra, échappant aux expéditions punitives lancées par Batista l'une après l'autre contre leur petite bande, la situation ne cessait de se détériorer à Cuba.

La situation économique d'abord, compromettant le soutien à Batista de tous les propriétaires non directement liés aux profits de la corruption et du pillage d'État.

Mais aussi la situation politique : attentats terroristes, séquestrations et prises d'otages, répression féroce, assassinats quotidiens par la police politique et même l'armée : le paradis de la corruption devenait aussi celui de la torture. Dans ce contexte, toutes les actions contre le régime rencontrent un écho puissant.

Les hommes qui se rallient à Castro, de plus en plus nombreux après le reportage de Herbert Matthews dans le *New York Times*, sont représentatifs du milieu social et politique qui est le sien : ainsi ces jeunes intellectuels qui se sont rencontrés dans l'organisation cubaine du « Congrès pour la liberté de la culture » dont on connaît les liens.

Mais ce n'est pas l'action de Castro et de ses *guérilleros barbudos* qui suscite ce mouvement. Il s'exprime, tout à fait indépendamment, au moins au début, dans l'activité clandestine, par exemple, du Directoire étudiant, du Directoire révolutionnaire, qui songe même un moment à disputer l'hégémonie au mouvement de Castro.

Il s'exprime aussi dans les mouvements de l'armée, suivis d'un œil bienveillant à Washington et peut-être discrètement encouragés, comme la mutinerie dans la flotte de guerre en 1957 à Cienfuegos, ou dans les conspirations du colonel Barquín qui rêve d'un « coup d'État » qui rétablirait la « démocratie ».

Quant au PSP, d'abord méprisant vis-à-vis de l'aventurisme petit-bourgeois « incarné par Castro — après tout, il a compté dans ses rangs, lui, des ministres de Batista —, il commence à s'inquiéter quand il voit mettre en place les structures clandestines du mouvement « castriste », le M 26.VII (Mouvement du 26 juillet), et ce dernier préparer une grève générale, finalement, se diriger vers le pouvoir : les « rebelles » communistes membres du PSP se reconnaîtront en 1959 à ce que leurs barbes sont courtes, mais ils portent la barbe !

Le mouvement « de la plaine »

En fait, la « résistance civique », le mouvement « de la plaine » comme on disait alors, l'organisation clandestine des « civils » au régime de Batista est financée et fermement soutenue par les banquiers, les industriels, les négociants, les avocats menacés de ruine économique et conscients de la nécessité d'une relève

politique : le magnat du sucre Julio Lobo est l'un des plus généreux.

La résistance solidaire des *guérilleros barbudos* est une véritable union sacrée contre la petite bande d'hommes au pouvoir dont Washington même commence à envisager les moyens de débarrasser le pays : la CIA elle-même refuse de voir en Castro un remède pire que le mal-Batista !

C'est d'ailleurs l'ambassadeur américain qui recevra mission de persuader Batista de partir à temps et d'assurer ainsi une transition la moins dangereuse possible pour l'« ordre ».

De Fidel Castro et de ses *rebeldes* en vert olive, on attend, dans la bourgeoisie cubaine et nord-américaine, qu'il suive la voie suivie avant lui par tant de « caudillos » venus de gauche habillés en « libérateurs » et qui ont fini — tout comme Batista en personne — dans la peau de dictateurs sanguinaires qu'on n'a pas su congédier à temps.

C'est bien à cette image que se conforme Castro quand il assure de ses bons sentiments l'association des banquiers nord-américains, le 6 mars, et assure à l'*US News and World Report*, le même jour, qu'il n'y aura pas de nationalisations à Cuba.

C'est le personnage que l'on attend alors de lui qu'il dessine en affirmant : « Nous voulons établir à Cuba une véritable démocratie, sans aucune trace de fascisme, de péronisme ou de communisme. Nous sommes contre toute forme de totalitarisme. » Savait-il ce que l'Histoire se réservait de faire de lui ? On peut en douter.

Respect de la propriété privée

Les premiers cris d'alerte au communisme semblent bien avoir été poussés dans la grande presse américaine plus comme des mises en garde aux nouveaux dirigeants cubains que comme des avertissements à l'opinion publique.

Le gouvernement du juge Urrutia et de l'avocat Miró Cardona, le gouvernement des « résistants civiques » des anciens « orthodoxes » et « authentiques », dans les rangs desquels on chercherait vainement un social-démocrate ordinaire, ne s'oppose certes pas à une épuration de l'appareil répressif de l'État que les circonstances ont faite furieuse et sanglante. Et l'on pleure dans la grande presse sur le martyre des bourreaux !

La politique sociale, elle non plus, n'a rien de socialiste ni de subversif : la réforme agraire respecte le principe de la propriété privée, indemnise les grands propriétaires étrangers expropriés.

Les mesures sociales, toutes proportions gardées, ne dépassent guère le stade d'une politique de « Welfare State » appliquée à un pays sous-développé en pleine débâcle économique. Mais elles sont saisies par les masses comme l'expression concrète de leurs conquêtes et la promesse d'un changement de vie, par les privilégiés comme le début de leur dépossession.

Rupture avec l'impérialisme

Les jeux sont probablement faits dès le milieu de l'année 1959 avec ce que l'on a appelé les « premières défections » dans les rangs des combattants de la montagne, les officiers qui invoquent la menace du « communisme » pour défendre les intérêts des privilégiés qu'ils étaient ou espèrent devenir.

A cette époque également, Washington a tourné, et la bourgeoisie cubaine, ses archevêques et ses évêques. Les nationalisations et expropriations cubaines ne constituent certes qu'une atteinte économique dérisoire à l'empire nord-américain en Amérique latine.

Mais elles sont un exemple et, en tant que tel, ne peuvent pas plus être tolérées, politiquement, que le début de mobilisation des masses provoquée par la chute de Batista. L'épreuve de force commence en juin 1960 sur le pétrole et le refus des compagnies américaines de raffiner à Cuba le pétrole acheté à l'URSS à meilleur prix.

La réplique cubaine est la nationalisation des installations et usines, à quoi le gouvernement des États-Unis répond par la réduction des achats de sucre puis l'embargo sur les marchandises à destination de Cuba, qui riposte par la nationalisation des biens américains.

En avril 1961, c'est l'opération militaire sous la présidence de Kennedy, le débarquement des mercenaires organisés par la CIA dans la Baie des Cochons, la mobilisation populaire en réplique, le passage à une étape supérieure de la révolution cubaine.

La rupture avec l'impérialisme, imposée par le choix devant lequel se trouvaient placés les dirigeants cubains de suivre les masses laborieuses et de lutter effectivement pour l'indépendance ou de capituler honteusement sans pour autant empêcher le combat, marque le début de la deuxième phase de la révolution cubaine.

C'est désormais à travers l'« aide » de l'Union soviétique, l'action des « conseillers » d'Europe de l'Est que se coulent les tentatives pour contenir la révolution, l'empêcher de déborder le cadre fixé par les accords internationaux et de se généraliser en Amérique latine. La révolution cubaine, contenue, n'est pourtant pas vaincue.

Elle demeure le plus frappant exemple de la façon dont une direction petite-bourgeoise, dans des circonstances données, peut-être amenée à aller bien au-delà des objectifs qu'elle s'était fixés et à faire un pas décisif, au niveau du gouvernement, vers la rupture avec la bourgeoisie nationale et internationale.

Et ce n'est pas un conte de fées.

P. Broué.

(1) Les intertitres sont de la rédaction de Tribune internationale.